



Projet financé par
l'Union européenne



EUROMED

PROJET EUROMED JUSTICE II

Etude sur “Accès à la justice et aide judiciaire dans les pays partenaires méditerranéens”

Mis en oeuvre par



Chef de file



Marcus Cornaro



*Direction générale du développement et de la coopération EuropeAid
Commission Européenne
Directeur, Direction Voisinage*

Le processus de Barcelone lancé en 1995 est le cadre général de la coopération de l'Union Européenne avec les 9 pays du Sud de la Méditerranée. Ce cadre s'est enrichi en 2002 d'un volet Justice et Affaires Intérieures (JAI). A ce titre, la Commission européenne, suite à une décision du Conseil des Ministres de l'UE, a décidé de lancer un programme nouveau de coopération dans les domaines de justice, de migration et de sécurité.

Succédant au premier projet EuroMed Justice I (2005-2007), ce projet EuroMed Justice II (2008-2011), financé à hauteur de 5 millions d'Euros par la Direction Générale du Développement et de la Coopération EuropeAid de la Commission Européenne, a intensifié la coopération judiciaire euro-méditerranéenne et renforcé les liens et le dialogue pour une compréhension mutuelle entre les autorités judiciaires des pays et les différents systèmes juridiques.

La Commission Européenne a toujours porté un intérêt prioritaire pour les questions judiciaires afin de créer un espace de liberté, de justice et de bonne gouvernance édifié sur les valeurs fondamentales auxquelles nous sommes tous attachés.

Durant les trois années de ce projet, un très grand nombre d'activités a été réalisé couvrant un vaste éventail de matières dans les domaines du droit civil, du droit de la famille, du droit pénal et des instruments juridiques internationaux englobant ces domaines. La réalisation de ce projet a consolidé la dynamique de coopération judiciaire au niveau régional et sous-régional.

Les travaux du projet EuroMed Justice II ont permis de renforcer la coopération en matière civile et pénale et de créer une communauté interprofessionnelle des magistrats, procureurs et autres agents de droit, pour mettre en place un système judiciaire ouvert et moderne.

Ce projet a également contribué à la modernisation des systèmes et des procédures judiciaires ainsi qu'à l'amélioration de l'accès à la justice.

L'accès à la justice est un droit fondamental basé sur le principe de la transparence, du contrôle démocratique et de la bonne gouvernance.

C'est dans le cadre de ce projet que, l'étude sur "l'Accès à la justice et aide judiciaire dans les pays partenaires méditerranéens" a été élaborée.

Le thème "Accès à la Justice" recouvre un large éventail des questions liées à la qualité et à l'efficacité du fonctionnement de la justice, à l'aide judiciaire, au principe d'un procès équitable dans un délai raisonnable, conformément respect des droits de la défense et l'exécution effective des décisions de justice.

Le but de cette étude est de trouver les meilleurs moyens de développer de nouveaux mécanismes et de nouvelles méthodologies pour obtenir un diagnostic réel des informations qui seront nécessaires pour l'amélioration du système judiciaire et la création d'un environnement juridique moderne et efficace.

ETUDE

L'Accès à la Justice dans les États partenaires de la Méditerranée

Ce document a été réalisé avec l'aide de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du projet EuroMed Justice II et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.

L'ACCÈS À LA JUSTICE DANS LES ETATS PARTENAIRES DE LA MEDITERRANEE

TABLE

Avant-propos	4
Remerciements	5
Introduction	6
I. Présentation générale Etat par Etat.....	10
1. Données économiques et démographiques générales	10
2. Fonctionnement et organisation judiciaire	12
2.1. Algérie.....	13
2.2. Israël.....	13
2.3. Jordanie	16
2.4. Maroc	18
2.5. Palestine	19
2.6. Tunisie.....	19
2.7. Données générales croisées.....	23
2.8. Cartes judiciaires et nombre de juridictions.....	29
II. L'accès au droit	39
3. Accès à l'information juridique	39
4. Accès à l'information juridictionnelle	42
III. L'accès financier à la Justice.....	46
5. Gratuité ou limitation des frais : Aide judiciaire	46
5.1. Variété des domaines d'aide judiciaire	46
5.2. Conditions d'octroi ou de retrait de l'aide judiciaire	48
6. Gratuité ou limitation des frais : Alternatives à l'aide judiciaire.....	51
6.1. Organisations non gouvernementales	51
6.2. Autres mécanismes	52
7. Transparence et prévisibilité des frais et honoraires.....	54
7.1. Honoraires d'avocat	54
7.2. Frais de procédure.....	56
IV. L'accès matériel et virtuel à la Justice	57
8. Accès matériel aux lieux de justice.....	57
9. Accès aux modes de résolutions alternatives des conflits (médiation).....	59
9.1. Existence d'une médiation judiciaire	59
9.2. Coût de la médiation judiciaire	61
9.3. Qualité de la médiation judiciaire	62
10. Accès virtuel à la Justice (justice électronique).....	63
10.1. L'e-justice.....	63
10.2. La vidéoconférence	65
V. Le traitement des parties par la Justice.....	71
11. Représentation.....	71
12. Qualité de l'accueil au sein des lieux de Justice	72
13. Prestation du tribunal	75
VI. La durée des procédures	79

14.	Procédures accélérées, procédures simplifiées	79
15.	Statistiques sur le nombre d'affaires et la durée des procédures	81
VII.	La présentation des décisions de Justice	87
VIII.	L'accès à la Justice des personnes vulnérables	91
16.	Indemnisation des victimes d'infraction	91
17.	Accès à la langue de la procédure	91
18.	Mesures relatives aux procédures	92
19.	Mesures relatives à l'organisation et à la gestion judiciaire	95
20.	Information spécifique et présentation spécifique des décisions judiciaires	96
21.	Comparution dans les locaux judiciaires	97
IX.	Evaluation de la Justice et confiance des citoyens	99
22.	Conséquences des dysfonctionnements de la Justice	99
22.1.	Procédures en cours : récusation	99
22.2.	Procédures terminées : indemnisation	100
22.3.	Mesures disciplinaires et sanctions	101
23.	Rapports et études	101
24.	Communication	102
25.	Confiance du public, confiance des justiciables	103
X.	Coopération internationale	107
26.	Coopération civile internationale	107
26.1.	Les points forts	107
26.2.	Les points restants à améliorer	110
27.	Coopération pénale internationale	111
27.1.	Les points forts	111
27.2.	Les points restant à améliorer	112
28.	Mécanismes spécifiques internationaux	112
	Conclusion : Mise en évidence de bonnes pratiques pour un meilleur Accès à la Justice	116
	Annexes	119

Avant-propos

Les recommandations approuvées au cours des réunions du groupe de travail sur la composante *Accès à la justice et aide légale* dans le cadre du Projet EuroMed Justice II ont montré qu'il était nécessaire de mettre au point de nouveaux mécanismes d'évaluation et de recueillir des informations statistiques afin de se faire une idée réelle et actuelle de la situation en matière d'accès à la justice et aide judiciaire dans la région Meda. Ceci permettra de déceler les principales lacunes et difficultés rencontrées dans ces domaines.

A la suite de cette recommandation, la Direction Générale Développement et Coopération EuropeAid, accepta la proposition faite par le consortium chargé de la mise en œuvre du projet de réaliser une étude sur le thème « Accès à la justice et aide judiciaire dans les pays partenaires méditerranéens. »

Pareille entreprise se doit de prendre en compte le travail réalisé au niveau européen par des institutions telles que la Commission Européenne pour l'Efficacité de la Justice (CEPEJ). Les rapports de cette commission ont montré que lorsqu'on dispose de données quantitatives et d'informations provenant des différents pays considérés on peut obtenir une perspective comparée fournissant des renseignements très utiles sur les principaux domaines examinés.

L'objectif de cette activité était donc un processus de collecte de données qui devrait déboucher sur un inventaire de la situation dans le domaine de l'accès à la justice et aide judiciaire, dressé à partir des informations reçues de l'Algérie, de l'Autorité Nationale Palestinienne, d'Israël, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie, étant les pays qui ont répondu au questionnaire. Ces informations permettront ensuite de recenser les principaux points restant à améliorer et sur lesquels les pays concernés peuvent travailler ensemble.

Nous espérons que le présent rapport d'étude sera un précieux outil au service d'un objectif commun, exprimé par les pays partenaires méditerranéens, de progrès en matière d'accès à la justice.

Pour conclure cette introduction nous tenons à remercier la Direction A « Europe, Méditerranée du Sud, Moyen-Orient et Politique de Voisinage », de la DG Développement et Coopération-EuropeAid, Madame Abariotou, Chef de Secteur, Unité A3 "Opérations centralisées pour l'Europe, la Méditerranée et le Moyen-Orient" chargée du Projet EuroMed Justice II, ainsi que toute son équipe pour leur éclairage, leur collaboration et la confiance mise dans cette étude.

Par ailleurs, nous souhaitons exprimer nos vifs remerciements, pour son expertise et son précieux travail technique, à Monsieur Julien LHUILLIER expert scientifique chargé de l'élaboration du questionnaires de base et de l'analyse des réponses au questionnaires qui lui ont servi de support à la réalisation de cette étude. Notre gratitude va également à Madame Dania Samoul, experte chargée de projets de Justice de FIIAPP, pour le soutien efficace qu'elle a fourni et la coordination de l'étude qu'elle a assurée avec les pays bénéficiaires du projet.

Enfin, cette étude n'aurait pu voir le jour sans l'appui, l'engagement et les efforts des Coordinateurs Nationaux et des experts des pays MEDA. Qu'ils en soient ici également remerciés.

Andres Salcedo Velasco
Chef d'équipe
Projet EuroMed Justice II

Jose María Fernandez Villalobos
Responsable de formation
Projet EuroMed Justice II

Remerciements

Rapporter la première étude de la Commission européenne consacrée à *L'Accès à la Justice dans les Etats partenaires de la Méditerranée* est un insigne honneur qui ne doit pas faire oublier que cette recherche résulte des efforts conjugués d'un très grand nombre de personnes.

Malgré leurs emplois du temps particulièrement chargés, de nombreux professionnels ont accepté de contribuer à sa réalisation. Nous tenons particulièrement à les remercier pour leur éclairage indispensable et leur expertise précieuse.

Les points de contact nationaux, tout d'abord, qui ont été les premiers à rendre possible cette aventure. En identifiant les interlocuteurs les plus pertinents de leur pays respectifs, ils ont permis un recueil rapide d'informations précises sur un thème pourtant très vaste.

Les correspondants nationaux, ensuite, qui ont été en première ligne pour recueillir les informations nécessaires à l'élaboration de l'étude. En collectant patiemment les données permettant de répondre au questionnaire, ils ont fourni le substrat indispensable à toute analyse.

Lors des visites d'études au sein des Etats partenaires, nos hôtes nous ont accueillis avec la générosité du cœur, celle qui permet à la fois de faire honneur à l'hospitalité et aux exigences d'un programme mouvementé. Nous garderons de chacune de ces visites la satisfaction professionnelle du travail accompli et la reconnaissance personnelle envers ceux qui ont œuvré à joindre l'utile à l'agréable. Nos profonds remerciements vont également aux représentants des Ministères, chefs de cour, procureurs généraux, magistrats, avocats, membres d'ONG, *etc.* que nous avons rencontrés et qui ont accepté de nous donner de leur temps pour nous faire partager leur quotidien.

Nous sommes vivement reconnaissants envers le Secrétariat de la Commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) qui nous a aimablement autorisé à nous inspirer des documents de ses différents groupes de travail pour l'élaboration de la première trame du questionnaire de cette étude.

Nos remerciements s'adressent également aux traducteurs et aux interprètes qui nous ont accompagnés tout au long de nos déplacements et ont assuré une nouvelle vie à l'étude dans d'autres langues, ainsi qu'aux très efficaces responsables de l'organisation logistique du projet EuroMed Justice II, Mesdames Valérie BERNAL QUESNEL et Diana GALISTEO.

Enfin – mais surtout –, nous profitons de ces lignes pour exprimer notre profonde gratitude envers les personnes qui nous ont accordé leur confiance pour mener à bien cette étude : Madame Anna ABARIOTOU, "Chef de secteur chargée du Projet EuroMed Justice II", et Messieurs Andres SALCEDO et José-María FERNÁNDEZ VILLALOBOS, respectivement chef d'équipe et directeur de formation du projet EuroMed Justice II.

Je suis sûr que Madame Dania SAMOUL, expert du Projet EuroMed Justice II, qui nous a accompagné tout au long de cette entreprise, aurait également fait siens ces quelques mots. Qu'elle sache qu'elle est quant à elle au-delà de tout remerciement...

Julien LHUILLIER
Expert scientifique
Projet EuroMed Justice II

Introduction

L'accès à la Justice – Au sein de la présente étude, l'accès à la Justice doit s'entendre comme l'ensemble des conditions juridiques et organisationnelles qui définissent la disponibilité et l'efficacité des services judiciaires.

Cette conception est particulièrement large.

Le champ d'application de l'étude ne l'est pas moins.

Les Etats participants – En mars 2011, six des 9 Etats partenaires du projet avaient participé à l'étude : l'Algérie, Israël, le Royaume de Jordanie, le Royaume du Maroc, l'Autorité Palestinienne et la Tunisie (soit une population totale de près de 60 millions d'habitants).

D'abord impliqué dans le projet, le Liban a finalement dû renoncer à sa participation, faute d'avoir pu trouver des interlocuteurs susceptibles de participer à l'étude. Il est à espérer qu'en cas d'exercice futur, le Liban sera en mesure de fournir les données recherchées.

L'Egypte et la Syrie n'ont malheureusement pas participé à cet exercice.

Objectifs de l'Etude – L'objectif de cette étude est d'accomplir, pour la première fois sans doute, un projet scientifique de comparaison de l'accès à la Justice exclusivement centré sur les Etats méditerranéens. Il s'agit donc d'un outil de connaissance, d'une photographie de la situation de l'accès à la justice à un instant donné sous ses divers aspects. L'étude ne prétend pas et ne veut pas effectuer un classement entre de « bons » et de « mauvais » élèves. Elle ne se présente nullement comme un prétentieux modèle à suivre. Conscients que chaque pays a ses propres caractéristiques et spécificités culturelles, économiques et juridiques, les auteurs se gardent bien de créer ou de proposer un modèle type à suivre.

En revanche, au fil de leurs commentaires, les Etats font apparaître des points forts et des points restant à améliorer, ils permettent de mettre en évidence et les bonnes pratiques et de réfléchir sur leur transposabilité dans les autres pays MEDA.

Le questionnaire d'évaluation de l'accès à la Justice au sein des systèmes judiciaires – Afin de recueillir des informations complètes et fiables, un questionnaire a été élaboré par M. Julien LHUILLIER, expert scientifique de l'étude, qui avait déjà travaillé en tant qu'expert pour la Commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ).

Synthétisant les travaux de la CEPEJ (avec l'aimable autorisation de son secrétariat), M. LHUILLIER a soumis une première version de questionnaire au Secrétariat du projet EuroMed Justice II, accompagnée d'une notice explicative visant à harmoniser le recueil des réponses et à essayer de dépasser les difficultés d'interprétation. La première version du questionnaire a alors été amendée, notamment pour tenir compte des spécificités des Etats

méditerranéens, telles qu'elles avaient été exprimées au cours des conférences, ateliers et sessions de formation consacrées à l'accès à la Justice depuis le début du projet EuroMed Justice II.

La version amendée du questionnaire fut ensuite présentée, à Bruxelles, lors d'une réunion de lancement de l'étude, aux points de contact nationaux des Etats participants afin que ceux-ci puissent s'exprimer sur les éventuelles contradictions ou défaillances de l'outil.

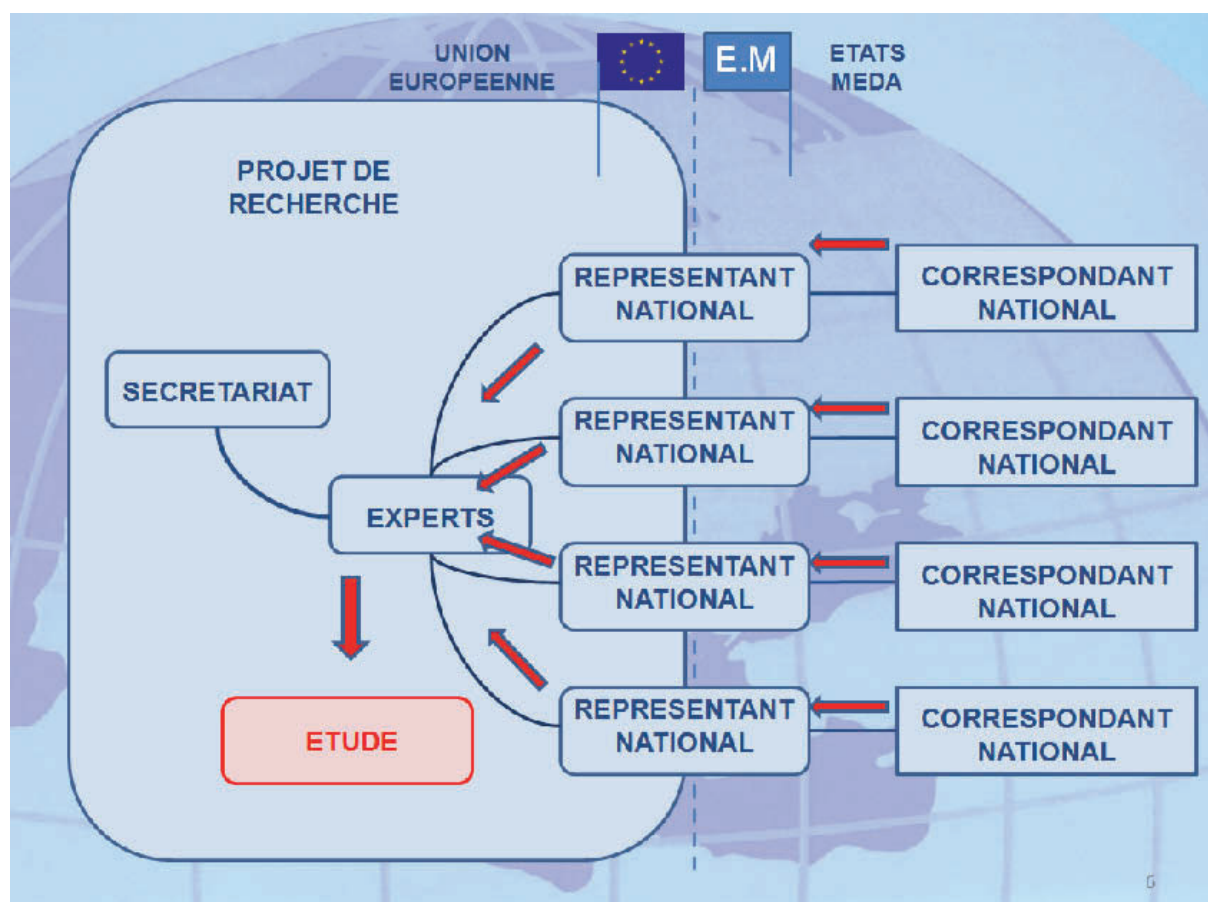
La seule modification suggérée fut une demande d'introduction de questions relatives à la coopération internationale, ce qui fut acceptée et modifiée pour la version finale du questionnaire.

La version finale du questionnaire comporte 186 questions, ayant toute trait à l'accès à la Justice. Le questionnaire se découpe en 9 parties : L'accès au droit, L'accès financier à la Justice, L'accès matériel et virtuel à la Justice, Le traitement des parties par la Justice, La durée des procédures, La présentation des décisions de Justice, L'accès à la Justice des personnes vulnérables, Evaluation de la Justice et confiance des citoyens, Coopération internationale.

La collecte et le traitement des données – La collecte et le traitement des données se sont déroulés en deux phases.

La première phase est celle des réponses aux questionnaires. Les questionnaires furent envoyés, avec les notices explicatives, aux points de contact nationaux des Etats participants, à charge pour eux d'identifier au sein de leur Etat les professionnels les plus compétents pour répondre aux questions posées par l'étude. Bien souvent, les questions appelant des interlocuteurs différents, les points de contact nationaux prirent la décision de scinder les questionnaires en plusieurs parties ou d'organiser des sessions collectives de réponses. À terme, les réponses, dûment validées par les autorités des Etats, furent renvoyées par les points de contact nationaux (ou représentants nationaux) et synthétisé par l'expert scientifique, M. Julien LHUILLIER.

Graphique 1 : Déroulement de la phase de réponse aux questionnaires.



La seconde phase est celle des visites d'études : Afin de permettre aux experts d'apprécier de manière concrète les mécanismes décrits, les points forts relevés et les points restant à améliorer, chaque Etat participant a accueilli deux experts lors d'une visite d'étude de quelques jours. À titre d'exemple, cette visite pouvait prévoir la rencontre au sein du Ministère de la Justice des professionnels ayant rempli le questionnaire ; la rencontre des personnes impliqués dans les programmes ayant trait au développement de l'accès à la Justice ; la visite d'une juridiction en pointe en matière d'accès à la Justice ; la visite d'une juridiction rendant la justice de manière ordinaire, ne connaissant pas de développements particuliers en matière d'accès à la Justice ; la visite d'une ONG ou d'un service délivrant quotidiennement l'aide judiciaire. M. Julien LHUILLIER et Mme Dania SAMOUL (pour l'Algérie, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie) ou MM. José-María FERNÁNDEZ VILLALOBOS et Julien LHUILLIER (pour Israël et la Palestine) ont ainsi pu compléter et approfondir directement sur place le premier travail de synthèse effectué. Cette étape de visite d'étude a ainsi pu servir, en collaboration avec les Etats, d'étape de validation des données transmises.

Questions méthodologiques générales – Si l'étude s'est efforcée d'inclure la majeure partie des données dont les experts ont eu connaissance, elle ne saurait prétendre incorporer l'ensemble des données transmises ou constatées, en raison notamment du volume très importants d'informations recueillies. Qualitativement, il en est dans cette étude comme dans

celle de la CEPEJ : la qualité des données exposées dans cette étude dépend de multiples facteurs comme le type de questions posées, les définitions utilisées par les pays, le système d'enregistrement des pays, les efforts des correspondants nationaux, la disponibilité des données nationales et la manière dont ces données sont traitées et analysées. Certaines différences résultent sans doute davantage des marges d'interprétation des questions par les correspondants nationaux dans le cadre de leur pays. Le lecteur doit en tenir compte et toujours interpréter les statistiques présentées à la lumière des commentaires proposés.

Au fil de l'étude, les données sont présentées de différentes manières. Certains indicateurs ont été calculés sur les bases des données transmises : taux, moyennes et/ou médianes, *etc.* La répartition des réponses au niveau global apparaît plus souvent sous forme de tableaux ou de graphiques regroupant le plus souvent les réponses de plusieurs pays. Certains indicateurs sont visualisés à l'aide de cartes ou de photographies.

Afin de rendre certaines données plus aisément appréciables, des « tableaux de synthèse » ont été utilisés.

	Critère satisfait dans + 90% des cas	Critère satisfait dans une fourchette variant entre 10% et 90% des cas	Critère satisfait dans - 10% des cas
Critère 1	Etat A Etat B		Etat C
Critère 2		Etat B Etat C	Etat A
Critère
Critère X	Etat C	Etat A	Etat B

Ils permettent d'attribuer des points à chaque critère. Dans le tableau ci-dessus, chaque critère pourra, par exemple, se voir attribuer 1 point à chaque fois qu'un Etat le satisfera dans moins de 10% des cas, puis 2 points à chaque fois qu'un Etat satisfera le critère dans 10% à 90% des cas, et 3 points chaque fois qu'un Etat satisfera le critère dans plus de 90% des cas. En définitive, moins un critère comptera de points, plus il aura besoin d'efforts de la part des Etats.

Dans notre exemple :

	TOTAL (/9)
Critère 1	7
Critère 2	5
Critère
Critère X	6

Dans un souci de clarté et de transparence, la structure de l'étude (voir *supra*) reste fort proche de celle du questionnaire.

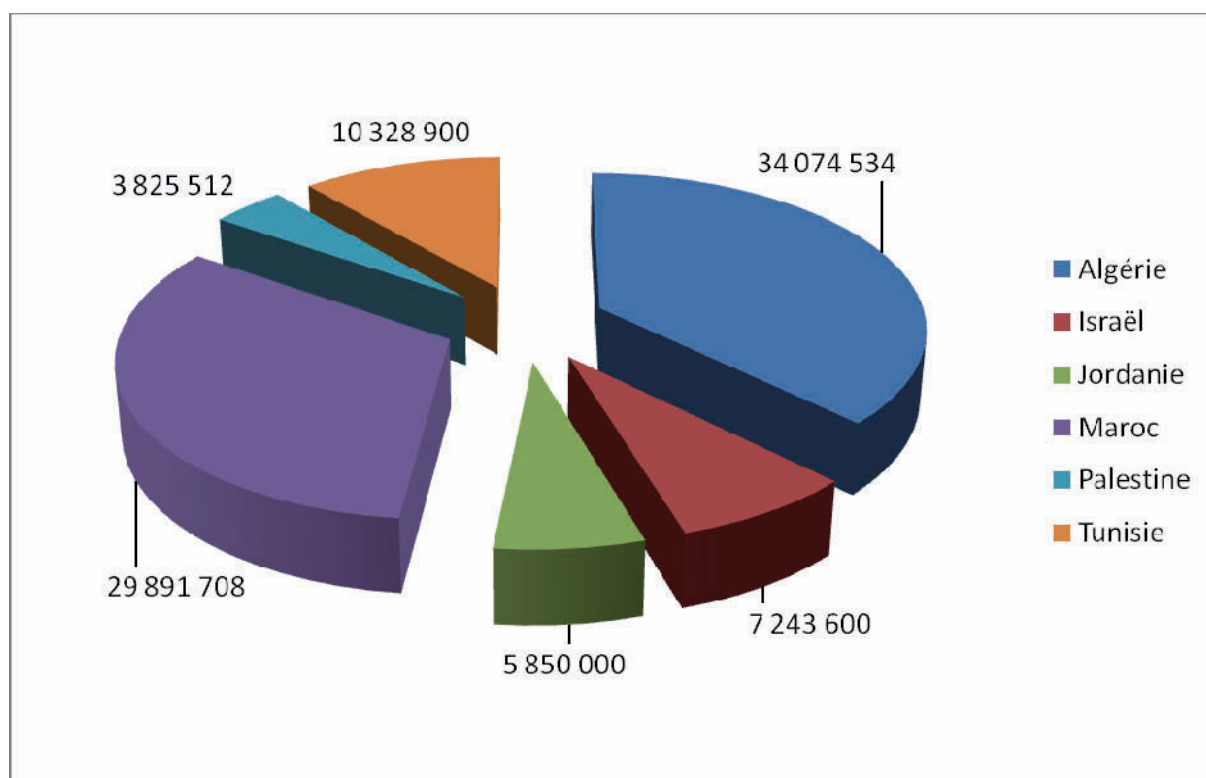
I. Présentation générale Etat par Etat

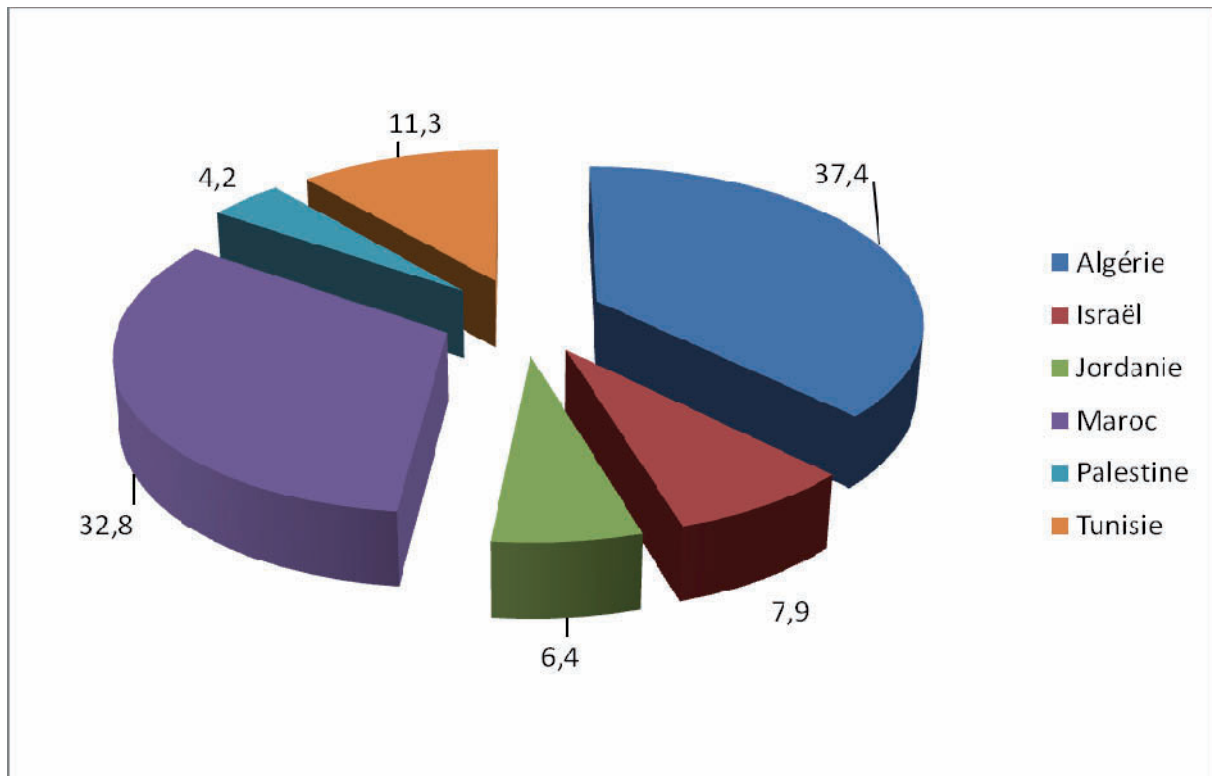
1. Données économiques et démographiques générales

Les données économiques et démographiques donnent une information précieuse sur le contexte général entourant la réalisation d'une étude, puisqu'elles permettent d'en éclairer ou d'en relativiser les autres données.

Elles permettent de mesurer les écarts de population et la taille des pays concernés, depuis la Palestine qui compte près de 4 millions d'habitants, jusqu'au Maroc qui avoisine les 30 millions. Cette variable de répartition démographique doit toujours être présente à l'esprit. La population concernée par l'étude dépasse 57 millions de personnes.

Graphique 2 et 3 : répartition du nombre d'habitants selon les Etats participants (en valeur absolue et en pourcentage du nombre d'habitants des Etats participants)





Ces données permettent aussi d'approcher les différences de richesse et de niveau de vie, saisies à travers le PIB par habitant. Le salaire moyen brut annuel fournit une approche intéressante des niveaux de vie et de richesse car il intègre des données économiques, sociales et démographiques. Même si cet indicateur est imparfait, il met en évidence toutefois, là encore, les écarts importants entre les citoyens des Etats participants.

En conséquence, il convient toujours, comme cela avait été précisé au sein des groupes de travail du projet EuroMed Justice II, puis lors des sessions de formation relative à l'accès à la justice, de ne comparer que ce qui est comparable : chaque Etat doit pouvoir mesurer ces résultats à l'aune des autres Etats avec lesquels il estime la comparaison possible. Il existe toutefois des effets de seuil, par niveau de population et par niveau de vie, qui sont mesurés par les ratios relatifs au nombre d'habitants et au PIB par habitant.

Les données de population ont été fournies par tous les Etats membres. Elles seront utilisées pour tous les ratios mesurant un impact par habitant. Il conviendra ensuite de ne comparer entre eux que des Etats à taille comparable.

Les données relatives au PIB par habitant et au salaire moyen brut annuel ont été fournies par la plupart des pays. Là encore, il convient de noter les écarts très importants du PIB par habitant qu'il conviendra d'avoir toujours à l'esprit en prenant connaissance des résultats induits.

Tableau 1 : données économiques et géographiques générales

Etats	Nombre d'habitants (au 1 ^{er} janvier 2008)	PIB annuel par habitants, en euros (au 1 ^{er} janvier 2008)	Salaire moyen brut annuel (en €)
Algérie	34 074 534	1 821	NA
Israël	7 243 600	17 467	1 453
Jordanie	5 850 000	2 745	1 350
Maroc	29 891 708	3657	NA
Palestine	3 825 512	710	171
Tunisie	10 328 900	2 965	2 942

Note : Pour le Maroc, le PIB annuel par habitant a dû être calculé sur la base des chiffres fournis (en dollars). De même pour les données économiques transmises par la Palestine.

Il convient enfin de noter l'influence du taux de conversion monétaire entre les Etats. Afin d'aplanir les différences nées de la valeur fluctuante des différentes monnaies, il a été décidé de prendre pour standard une monnaie unique (l'euro), et de ne collecter les données monétaires que pour une seule et même date, le 1^{er} janvier 2008. De ce fait, toutes les données quantitatives sont également collectées pour cette date, choisie de manière à n'être ni trop ancienne (pour conserver la pertinence des données), ni trop récente (pour donner aux Etats le temps de collecter ces données).

Tableau 2 : taux de change de la monnaie nationale, pour 1 € (au 1^{er} janvier 2008)

Etats	taux de change de la monnaie nationale, en € (au 1 ^{er} janvier 2008)	Source:
Algérie	1 Euro = 102.52 DZD	Banque d'Algérie
Israël	1 Euro = 5.65 NIS	http://www.bankisrael.gov.il/ The exchange rate known on Jan 1, 2008 was the rate published on Dec 31, 2007
Jordanie	1 Euro = 1,03 JOD	Central bank
Maroc	1 Euro = 11,21 DH	Source: www.finances.gov.ma
Palestine	1 Euro = 5,65 NIS	NA
Tunisie	1 Euro = 1,80 TND	Banque Centrale de Tunisie (B.C.T).

2. Fonctionnement et organisation judiciaire

Nous exposerons ici brièvement le fonctionnement et l'organisation judiciaire des États participants, c'est-à-dire leurs principaux ordres de droit (administratif / judiciaire, etc.), le nom et les compétences des principaux types de juridictions de première et seconde instance, le nom et les compétences des juridictions suprêmes, du Conseil de la Justice, *etc.* Dans la mesure des informations disponibles, nous évoquerons également le rôle des barreaux d'avocats et l'importance des ONG.

2.1. Algérie

Le système judiciaire algérien se caractérise par le double degré de juridiction (tribunaux et cours) avec au sommet de la pyramide la cour suprême.

Depuis 1996, le principe de la dualité de juridiction (l'ordre judiciaire et l'ordre administratif) a été consacré.

Les juridictions de droit commun sont :

- Le tribunal (juridiction de base), la cour (juridiction d'appel) et la cour suprême (organe régulateur de l'activité des cours et tribunaux, de l'ordre judiciaire, elle est compétente pour statuer sur les pourvois en cassation formés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort par les cours et tribunaux à l'exception des juridictions relevant de l'ordre administratif, assure l'unification de la jurisprudence et veille au respect de la loi.)
- Le tribunal administratif (juridiction de droit commun en matière administrative, ses décisions sont susceptibles d'appel devant le conseil d'Etat), le conseil d'Etat (organe régulateur de l'activité des juridictions de l'ordre administratif, donne son avis sur les projets de lois, indépendant dans l'exercice de ses compétences judiciaires).
- Le tribunal des conflits (compétent pour statuer sur les conflits de compétence entre les juridictions relevant de l'ordre judiciaire et ceux relevant de l'ordre administratif. Ses décisions ne sont susceptibles d'aucune voie de recours).
- Le tribunal militaire.

Les barreaux d'avocats, au nombre de 11, sont répartis par région sous forme de bâtonnats, en plus de l'Union Nationale des Avocats.

2.2. Israël

La Loi fondamentale en son chapitre judiciaire dispose que le système judiciaire en Israël est composé de cours et de tribunaux répartis sur le territoire israélien. Le système judiciaire israélien adhère aux principes fondamentaux de l'indépendance matérielle et personnelle consacrés dans la tradition juive et en vertu desquels le système dans son ensemble est indépendant de toute autre branche du gouvernement et les juges sont également indépendants et ne sont soumis qu'à la loi. Le système judiciaire en Israël respecte également les principes de neutralité, d'équité, d'impartialité et d'objectivité.

L'indépendance de la justice se manifeste également dans la procédure de sélection des juges, menée par le comité de sélection judiciaire. Les juges sont nommés par le Président de l'État, sur la base d'une recommandation émise par le comité de sélection des juges qui est présidé par le ministre de la Justice et au sein duquel siègent un autre ministre du cabinet, le président de la Cour suprême, deux juges de la Cour suprême, deux députés de la Knesset (le parlement israélien) et deux représentants de l'association du barreau d'Israël. Les juges reçoivent un mandat qu'ils vont exercer jusqu'à l'âge de 70 ans où ils doivent obligatoirement partir à la retraite.

La Cour suprême, située à Jérusalem, a une compétence nationale et intervient à deux titres. Premièrement, elle connaît des appels des jugements des tribunaux de première instance et des décisions d'appel des juridictions d'arrondissement. Deuxièmement, elle siège comme un tribunal de première instance en sa capacité de Haute Cour de justice, et ses décisions ne font pas l'objet d'appel. Elle statue sur les questions de droit constitutionnel et administratif, ainsi que sur les allégations d'abus de pouvoir à l'encontre d'organismes ou d'entités publics qui outrepassent leur compétence légale ou basent leurs décisions sur des distinctions arbitraires, par exemple. Dans certaines circonstances, la Haute Cour de justice est également compétente pour juger de la légalité des décisions du Tribunal national du travail.

Quasi toute personne ou groupe revendiquant un intérêt est en droit de saisir la plus haute instance civile d'Israël : la Cour suprême siégeant en sa qualité de Haute Cour de justice. La Haute Cour de justice exerce un contrôle juridictionnel sur toutes les branches de l'État, et est compétente « pour les matières où elle estime nécessaire d'accorder réparation dans l'intérêt de la justice et qui ne sont pas de la compétence d'une autre juridiction, cour ou tribunal. » Cette fonction est propre au système judiciaire israélien parce que, en siégeant en tant que Haute Cour de justice, la Cour suprême statue en première instance et en dernier ressort. Plus d'un millier de requêtes sont entendues annuellement par la Cour. Par sa compétence de Haute Cour de justice, la Cour suprême fait respecter l'État de droit et renforce les droits de l'homme.

Au fil des ans, en raison de son impact profond sur l'image de la société israélienne, la Cour suprême a acquis une présence éminente et elle jouit d'une reconnaissance et d'un respect international. Son importance est particulièrement notable en matière de protection des droits de l'homme, de défense de l'État de droit et de contrôle judiciaire des autorités publiques.

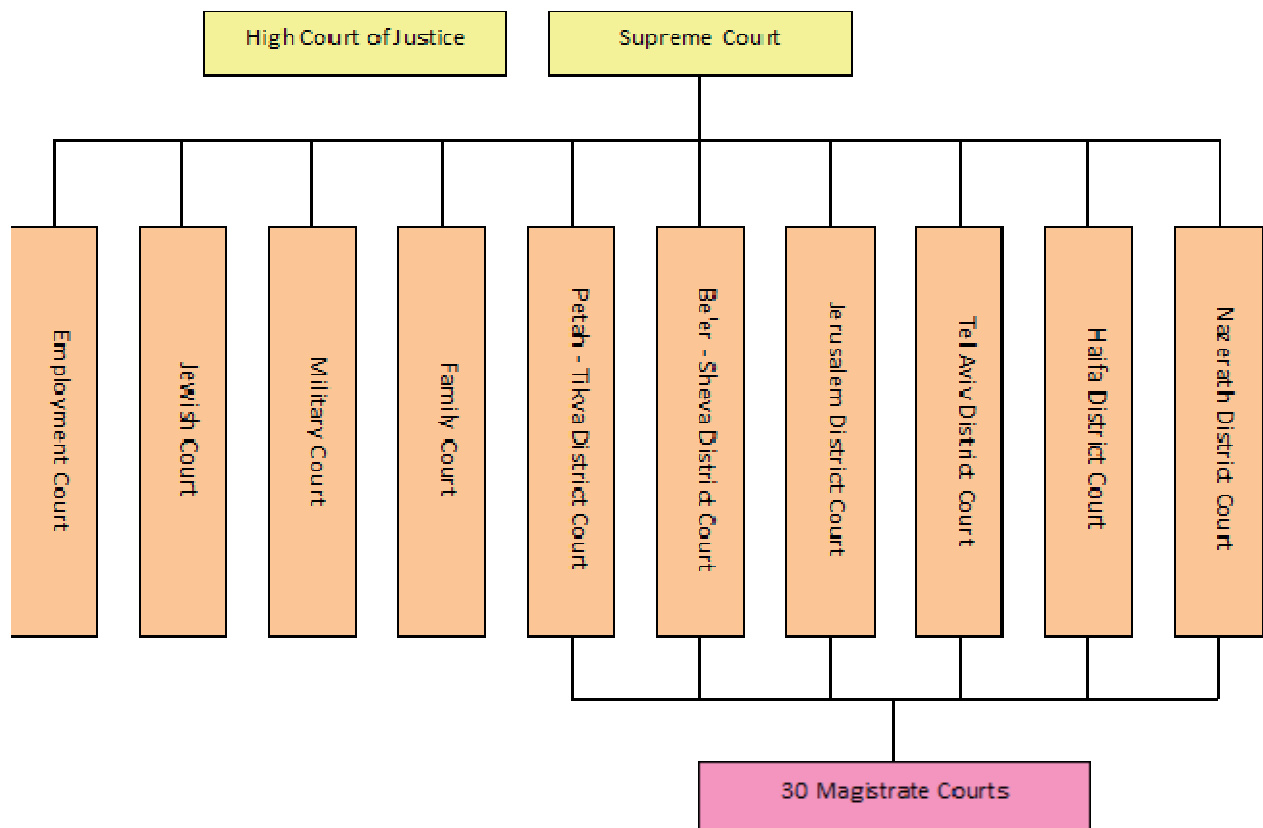
Même si la compétence pour légiférer gît principalement dans le chef de la Knesset, la Cour suprême est compétente pour déterminer la compatibilité d'une loi avec les lois fondamentales et même pour invalider une loi. Cependant, ce pouvoir est utilisé avec circonspection.

Les tribunaux de la Magistrature et de district exercent une compétence dans les matières civiles et pénales, selon la gravité du délit ; ou dans les matières civiles, selon le montant réclamé, ou la question civile posée. Le système judiciaire comprend également un tribunal administratif et d'autres cours et tribunaux spécialisés, comme les tribunaux de la jeunesse, les tribunaux de police, les tribunaux militaires, les tribunaux du travail et ceux qui connaissent des litiges entre propriétaires et locataires.

Six juridictions d'arrondissement sont compétentes pour les affaires pénales lorsque l'accusé est passible d'une peine d'emprisonnement de plus de sept ans. En matière civile, leur compétence est étendue aux affaires impliquant des sommes supérieures à 2,5 millions de shekels, à celles qui concernent les entreprises et les partenariats, à l'arbitrage, aux requêtes des prisonniers, aux appels en matière fiscale, aux marchés publics, aux ententes, aux affaires relatives à la planification et à la construction, et aux appels des tribunaux d'instance.

Les tribunaux d'instance sont compétents en matière pénale lorsque le délit est passible d'une peine potentielle inférieure à sept ans d'emprisonnement. En matière civile, ils sont compétents si la valeur en litige est inférieure à 2,5 millions de shekels, si l'affaire implique l'usage et la propriété immobilière, et s'il s'agit du tribunal spécialisé dans les matières

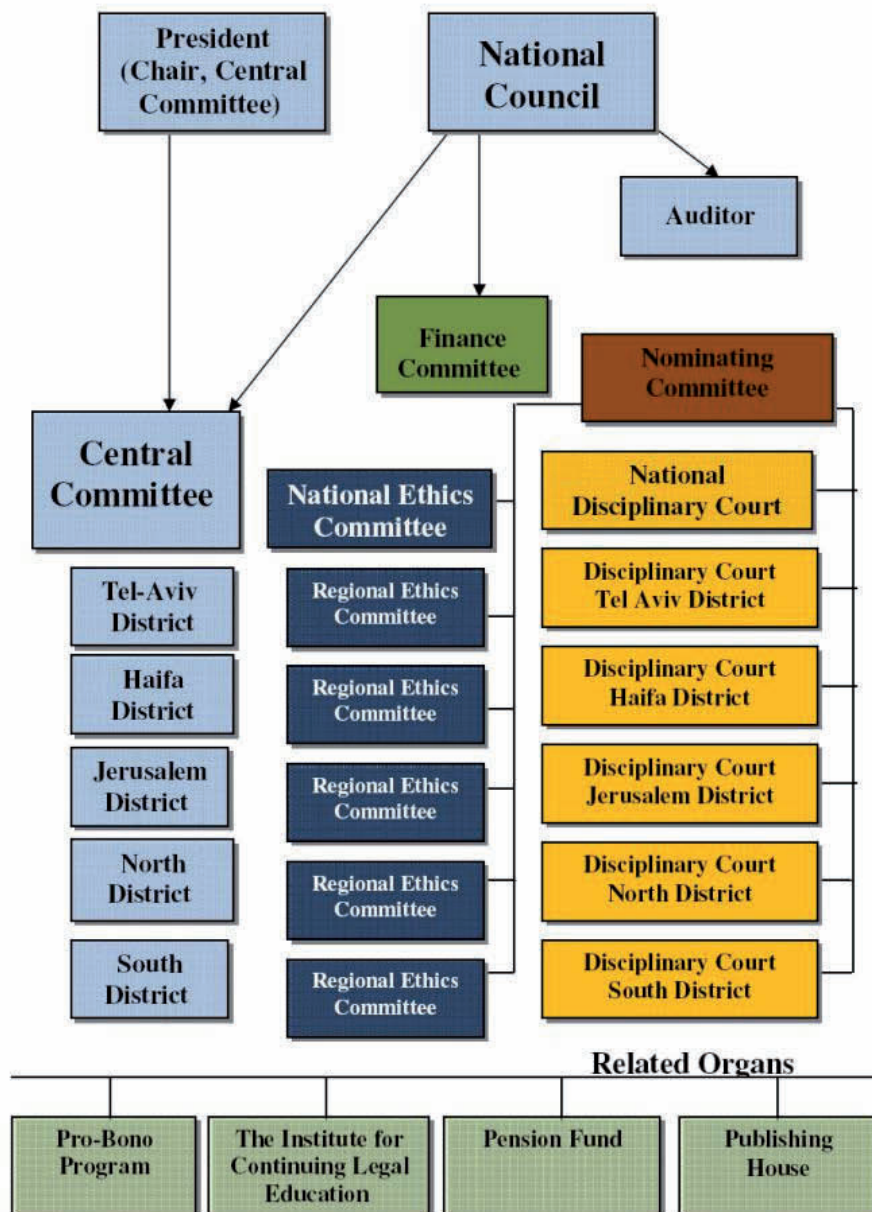
familiales ou de la juridiction des petites créances. Il existe actuellement trente tribunaux d'instance répartis dans tout le pays, de la ville de Mas'ade au nord, à Eilat au sud.



La société civile israélienne est ouverte et dynamique, dotée de médias et d'organisations non-gouvernementales très actifs. L'État israélien considère que les ONG font partie intégrante de toute société démocratique et ouverte. Étant donné l'importance conférée aux ONG par l'État d'Israël, elles agissent en tant que force de législation, de sensibilisation et de soutien dans la promotion des droits de l'homme. Il existe actuellement quelques 30.000 organisations sans but lucratif enregistrées en Israël qui opèrent dans des domaines divers, comme l'éducation, la santé, l'environnement ou le travail, entre autres.

L'association du Barreau d'Israël a été constituée en 1961 sous forme d'entité statutaire autonome, en vertu de la Loi établissant l'association du Barreau – 1961, en vue de rassembler les avocats en Israël et de garantir les standards et l'intégrité de la profession juridique. L'association du Barreau est une entité juridique qui est soumise à l'inspection du contrôleur général d'Israël. L'adhésion à l'association est obligatoire et c'est une condition préalable à la pratique du droit en Israël.

Israel Bar Association – Institutions:



2.3. Jordanie

Le système juridique jordanien est basé sur le droit islamique et les codes français. Le contrôle judiciaire des actes législatifs est effectué par une Haute Cour spécialisée. La Jordanie n'a pas accepté la juridiction de la Cour internationale de Justice.

L'article 97 de la constitution jordanienne garantit l'indépendance de la branche judiciaire, en affirmant clairement que les juges ne sont « assujettis à aucune autorité, hors celle de la loi ». Le Roi doit approuver la nomination et la révocation des juges, mais en pratique ces matières sont supervisées par le Conseil supérieur de la justice.

Le système judiciaire jordanien s'inspire des traditions civiles, tout autant que du droit et des coutumes islamiques.

L'article 99 de la constitution divise les juridictions en trois catégories : civiles, religieuses et spécialisées. Les cours civiles connaissent des matières civiles et pénales conformément à la loi, et elles ont compétence sur toute personne dans toutes matières, civiles et pénales, en ce compris les actions contre l'État. Les juridictions civiles sont les tribunaux d'instance, les tribunaux de première instance, les cours d'appel, les Hautes Cours administratives et la Cour suprême.

Les tribunaux religieux incluent les tribunaux de la charia (droit islamique), et les tribunaux des autres communautés religieuses, à savoir ceux de la minorité chrétienne. Les juridictions religieuses sont de première instance et d'appel et connaissent uniquement des affaires relevant du droit de la personne, comme le mariage, le divorce, l'héritage et la garde d'enfant. Les tribunaux de la charia sont également compétents pour toutes les matières relevant des waqfs islamiques. Lorsque les parties sont de confession différente, les tribunaux ordinaires sont compétents.

Les juridictions spécialisées recouvrent différentes entités. Une de ces entités est le Conseil suprême qui va interpréter la constitution à la demande de l'assemblée nationale ou du premier ministre, selon *Dew et al* : «...ces juridictions sont généralement instituées dans des domaines où le législateur a estimé nécessaire de disposer de tribunaux avec plus d'expérience et de connaissance des matières spéciales que les juridictions ordinaires. Il y a d'autres exemples de juridictions spécialisées, comme le tribunal des impôts sur le revenu et la Haute cour pénale.

Les tribunaux purement militaires de l'époque de la loi martiale ont été abolis et remplacés par une Cour de sécurité de l'État, composée de magistrats civils et militaires. Cette cour juge militaires et civils indistinctement et sa compétence s'étend aux atteintes à la sécurité intérieure et extérieure de l'État, ainsi qu'aux délits liés à la drogue et aux autres délits. Les délibérations de cette juridiction sont susceptibles d'appel devant la Haute Cour.

L'article 102 de la constitution et le code de procédure pénale stipulent le droit de l'accusé à faire appel à un avocat de son choix durant l'instruction et le procès. L'article 22 du code de procédure pénale stipule également qu'un avocat peut assister à l'interrogatoire, sauf si l'enquête est confidentielle ou urgente. L'article 28 du code de procédure pénale dispose que les détenus doivent être traduits devant un tribunal dans les 48 heures qui suivent leur arrestation, même dans les affaires spéciales relatives à la sécurité, ce qui leur donne pleinement accès à un avocat.

Avant 2002, seuls les hommes pouvaient demander le divorce dans le système judiciaire jordanien. Cependant, cette année, pour la première fois, une jordannienne a demandé et obtenu le divorce. Cette évolution a été rendue possible par une proposition de la commission royale des droits de l'homme, établie par le Roi Abdullah, qui avait fait vœu d'améliorer le statut de la femme en Jordanie.

Malgré une dominance masculine traditionnelle dans le système judiciaire jordanien, le nombre d'avocates est en augmentation. Mi-2006, la Jordanie comptait 1.284 avocates, sur un nombre total de 6.915 avocats, et 35 femmes juges sur un nombre total de 630.

2.4. Maroc

L'organisation judiciaire du Royaume du Maroc s'articule autour d'un seul ordre de juridiction, hiérarchisé et couronné par la Cour Suprême.

La Cour Suprême statue sur les questions de droit. Elle contrôle la légalité des décisions rendues par les juridictions de fond et assure ainsi l'unité d'interprétation jurisprudentielle.

Les juridictions à compétence générale ou de droit commun statuent sur toutes les matières dont la loi n'a pas attribué la compétence à une autre juridiction. Elles comprennent les Cours d'appel, les tribunaux de première instance et les juridictions communales et d'arrondissement.

Les Cours d'appel, juridictions de second degré, examinent une seconde fois les affaires déjà jugées en premier ressort par les tribunaux de première instance. Elles connaissent donc des appels des jugements rendus par ces tribunaux, ainsi que des appels des ordonnances rendues par leurs présidents.

Les tribunaux de première instance peuvent connaître de toutes les matières sauf lorsque la loi attribue formellement compétence à une autre juridiction. C'est une compétence générale qui s'étend à toutes les affaires civiles, immobilières, pénales, sociales ainsi que les questions relatives au statut personnel, familial et successoral.

Les juridictions communales et d'arrondissement, leurs attributions se réduisent aux affaires mineures en matière civile et pénale.

Certaines juridictions sont spécialisées : il s'agit des tribunaux administratifs, des Cours d'appel administratives et des tribunaux et Cours d'appel de commerce.

Les tribunaux administratifs sont compétents pour juger les recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décisions des autorités administratives, les litiges relatifs aux contrats administratifs, les actions en réparation de dommages causés par les activités des personnes publiques, le contentieux fiscal, le contentieux électoral.

Les Cours d'appel administratives, juridictions de second degré, examinent une seconde fois, les affaires déjà jugées en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Enfin, les tribunaux de commerce ont compétence pour juger, en principe, l'ensemble des litiges commerciaux, et notamment les actions relatives aux contrats commerciaux, aux effets de commerce, aux fonds de commerce, *etc.*

Les Cours d'appel de commerce sont des juridictions de second degré, elles examinent une seconde fois les affaires déjà jugées en premier ressort par les tribunaux de commerce.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature veille à l'application des garanties accordées aux magistrats quant à leur avancement et leur discipline.

En outre, le fonctionnement de l'appareil judiciaire est facilité par la présence des auxiliaires de la justice, notamment les avocats, les experts et les traducteurs.

Les organisations de la société civile jouent également un rôle primordial de conseil, d'information et de soutien aux justiciables.

2.5. Palestine

La formation et l'organisation des juridictions sont régies par la loi relative à l'organisation judiciaire de Palestine (Loi n°5 de l'année 2001).

Cette loi institue des juridictions de réconciliation (Magistrate Level), des tribunaux de première instance, des Cours d'appel, et une Haute Cour.

La fonction de la Haute Cour est précisément de statuer en tant que juge de cassation sur les questions de droit en matière civile et criminelle (une chambre étant attribuée à chaque matière), comme en matière administrative (à laquelle deux autres chambres sont également consacrées). Une cinquième et dernière chambre est consacrée à la matière constitutionnelle, pour laquelle la Haute Cour est compétente en tant que juge constitutionnel.

2.6. Tunisie

L'organisation juridictionnelle tunisienne comprend différentes catégories de juridictions, certaines ayant une compétence générale et d'autres une compétence limitée.

Ces juridictions relèvent pour la plupart de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif, mais il existe également des juridictions d'exception et des instances parajudiciaires.

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont couronnées par une Cour de Cassation. Elles se composent de 10 Cours d'Appel, 27 Tribunaux de Premières Instances, 85 Justices Cantonales et d'un Tribunal Immobilier (dont le siège est à Tunis, mais pour lequel existent par ailleurs 15 Sièges auxiliaires).

Les juridictions de l'ordre administratif sont composées d'un Tribunal administratif et d'une Cour des comptes.

En cas de conflit de compétence entre ces deux ordres, celui-ci est tranché, depuis la loi organique n°96-38 du 3 Juin 1996, par le Conseil des conflits de compétence.

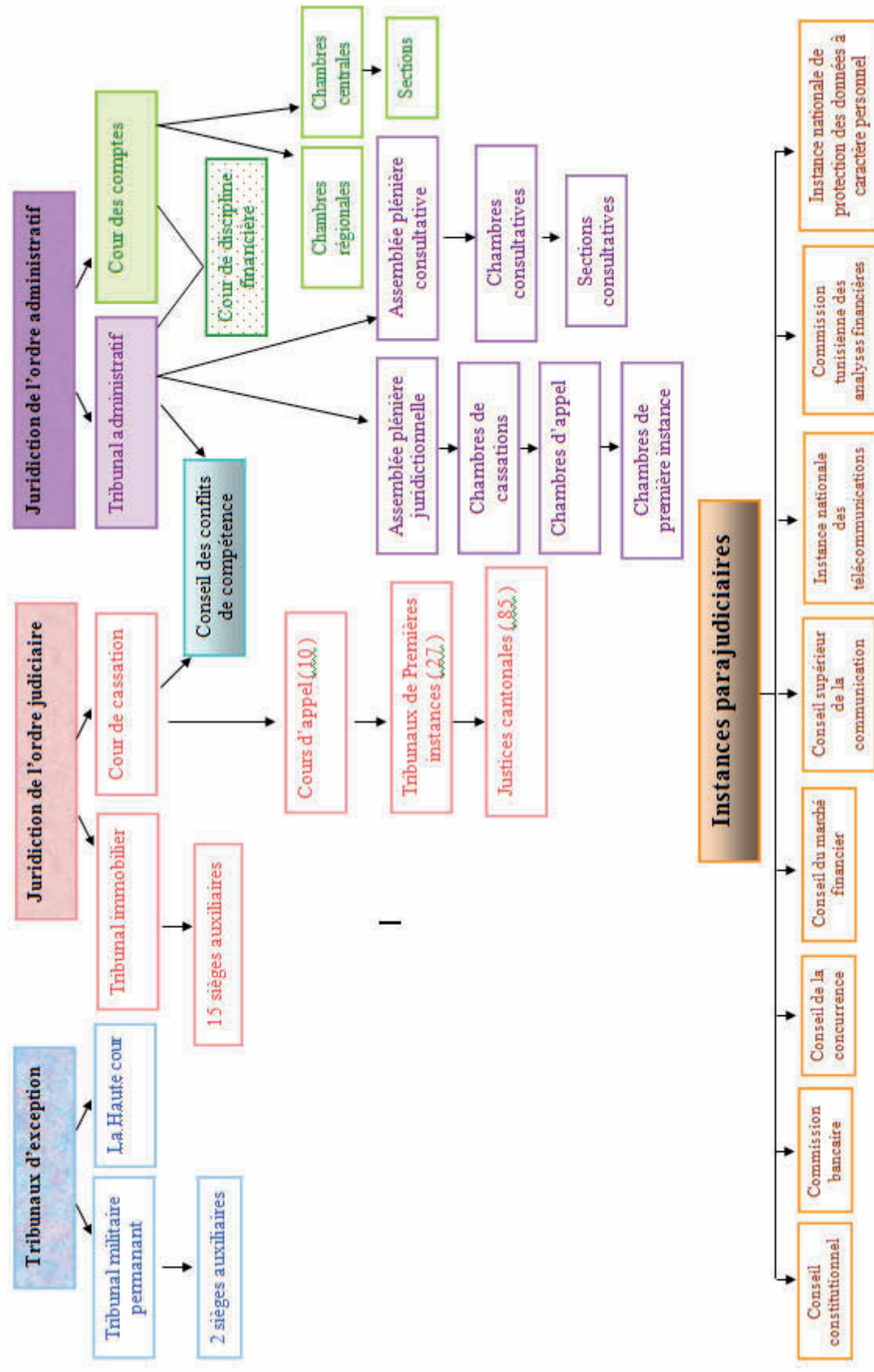
Il existe également deux juridictions dites d'exception : un Tribunal militaire permanent et une Haute cour.

Enfin, il existe de nombreuses instances parajudiciaires :

- * Conseil constitutionnel.
- * Commission bancaire.
- * Conseil de la concurrence.
- * Conseil du marché financier.
- * Conseil supérieur de la communication.
- * Instance nationale des télécommunications.
- * Commission des analyses financières.
- * Instance nationale de protection des données personnelles.

En vertu de la loi n°89-87 du 7 septembre 1989, portant organisation de la profession d'avocat, l'ordre national des avocats est dirigé par un conseil présidé par un bâtonnier.

Le conseil de l'ordre se compose d'un bâtonnier, des présidents de chacune des trois sections régionales, de leurs secrétaires généraux et de sept membres élus par l'assemblée générale.



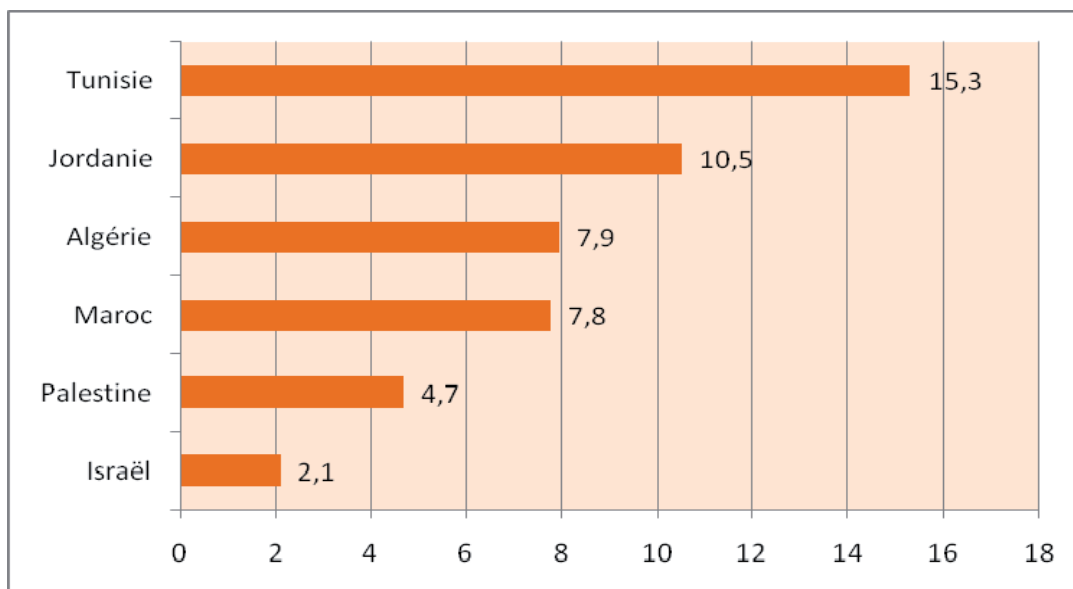
2.7. Données générales croisées

2.7.1. Nombre de juges et personnels attachés aux juridictions

Le nombre de juge professionnel, c'est-à-dire de juges recrutés, formés et rémunérés pour exercer à titre principal la fonction de juge, a évidemment une incidence importante sur l'accès des usagers à la justice.

Il est notable que le nombre de juges professionnels siégeant en juridictions (en équivalent temps plein) pour 100 000 habitants varie considérablement d'un Etat à un autre, avec pour extrême Israël (seulement 2,1 juges pour 100.000 habitants) et la Tunisie (15,3 juges pour 100.000 habitants). La moyenne au sein des Etats partenaires se situe à 8,08 juges professionnels pour 100.000 habitants.

Graphique 4 : nombre de juges professionnels siégeant en juridictions (en équivalent temps plein) pour 100 000 habitants en 2008.



Note : Afin d'obtenir ce graphique, le nombre de juges indiqué par la Jordanie a été recalculé puisqu'il incluait initialement les procureurs.

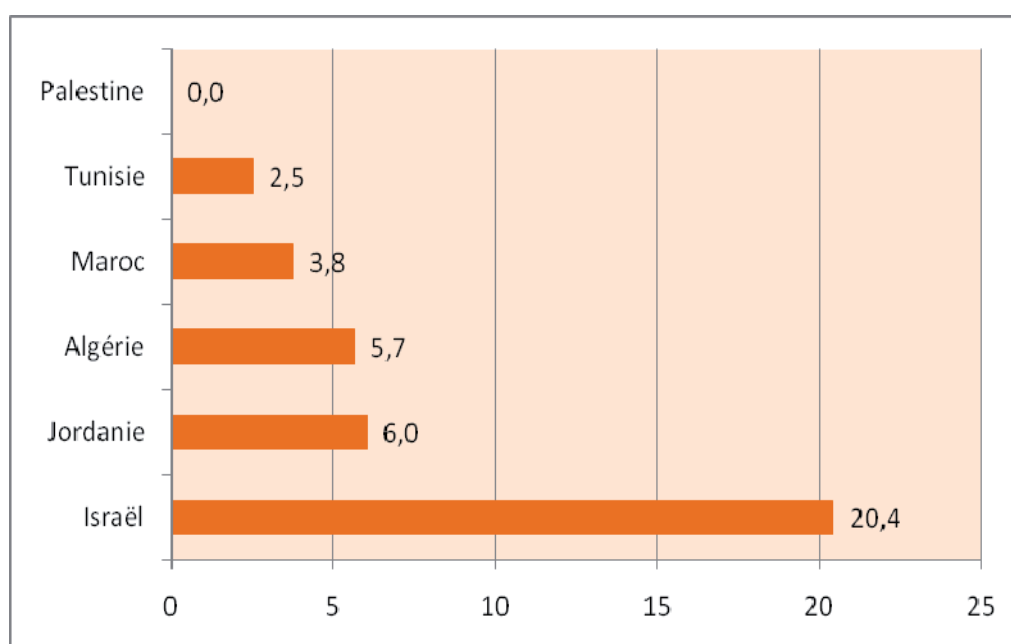
Pour répondre à la demande des citoyens d'obtenir une justice à la fois proche et rapide, il est également envisageable d'avoir recours à des juges professionnels siégeant occasionnellement. Tel ne paraît cependant pas être le cas au sein des Etats partenaires, puisque seul Israël dispose de juges professionnels exerçant occasionnellement et rémunérés comme tel (et encore cela ne correspond-t-il qu'à un seul poste en équivalent temps plein).

En revanche, certains Etats partenaires ont recours à des juges non professionnels (et non rémunérés), percevant un simple défraiement. Il s'agit d'Israël (6 juges non professionnels pour 100.000 habitants) et du Maroc (1,3 juge non professionnel pour 100.000 habitants, travaillant exclusivement dans les juridictions communales).

Pour donner à l'utilisateur un accès concret et effectif à la justice, l'appareil judiciaire doit être pourvu non seulement d'un nombre suffisant de juges, mais également d'un personnel compétent avec des fonctions et un statut reconnus.

Le personnel non juge travaillant dans les tribunaux recouvre des professions juridiques, administratives ou techniques très variées. Il peut s'agir de greffiers, de conseillers juridiques, de secrétaires, d'agents d'entretien, *etc.* Leur poste peut être compté, en équivalent temps plein, afin de connaître la charge de travail accomplie dont le juge se voit déchargée et afin d'apprécier – en rapprochant ces données de celles du nombre de juges – les conditions dans lesquelles les usagers sont accueillis au sein des tribunaux.

Graphique 5 : nombre de personnels non juge travaillant dans les tribunaux par juge professionnel (au 1er janvier 2008, en équivalent temps plein)



Note : Afin d'obtenir ce graphique, le nombre de juges indiqué par la Jordanie a été recalculé puisqu'il incluait initialement les procureurs.

Différentes catégories d'Etats apparaissent. La première catégorie est celle dont les Etats connaissent un nombre important de juges professionnels (Tunisie) : le système judiciaire s'appuie alors essentiellement sur ces juges, quitte à disposer d'un nombre plus réduit de personnels non juges au sein des tribunaux. La deuxième catégorie est l'exact opposé : celle dont les Etats connaissent un nombre très faible de juges professionnels (Israël) mais qui complète l'offre de justice par différents recours aux juges non professionnels, le système judiciaire s'appuyant également largement sur des personnels non juges au sein des tribunaux. Entre ces deux extrêmes, la troisième catégorie est celle des Etats combinant les proportions de juges professionnels et de personnels non juges avec plus ou moins de facilité (les proportions de juges professionnels en Palestine semblent faibles au regard de l'absence de personnels non juges) travaillant dans les tribunaux.

Il est important de noter que le nombre de personnels non juge au sein des tribunaux peut être amené à fluctuer au fil des réformes de la Justice, selon les projets de regroupement des

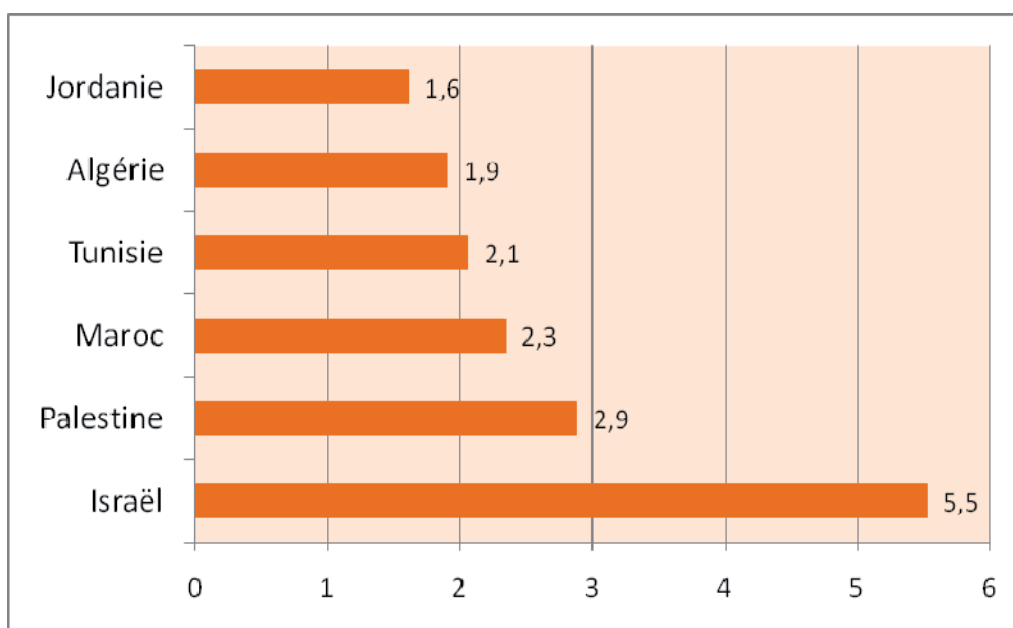
juridictions (dans un objectif de rationalisation des moyens par exemple) ou d'accroissement du nombre d'implantations géographiques (notamment pour favoriser la justice de proximité). Le Maroc précise à ce sujet que la stratégie du ministère prévoit une augmentation prévisionnelle de l'effectif travaillant dans les juridictions dans le cadre du projet de réforme de la justice marocaine.

2.7.2. Nombre de procureurs et personnels attachés au parquet

Le procureur, en tant que membre du "Ministère public" chargé de veiller, au nom de la société et dans l'intérêt général, à l'application de la loi lorsqu'elle est pénalement sanctionnée en tenant compte, d'une part, des droits des individus et, d'autre part, de la nécessaire efficacité de la justice pénale, joue un rôle important dans l'accès à la justice des citoyens. Il peut également être amené à jouer un rôle en matière civile dans la protection des personnes les plus vulnérables.

Dans chaque Etat partenaire, leur nombre a été recueilli en équivalent temps plein pour des postes permanents.

Graphique 6 : nombre de procureurs pour 100 000 habitants en 2008.

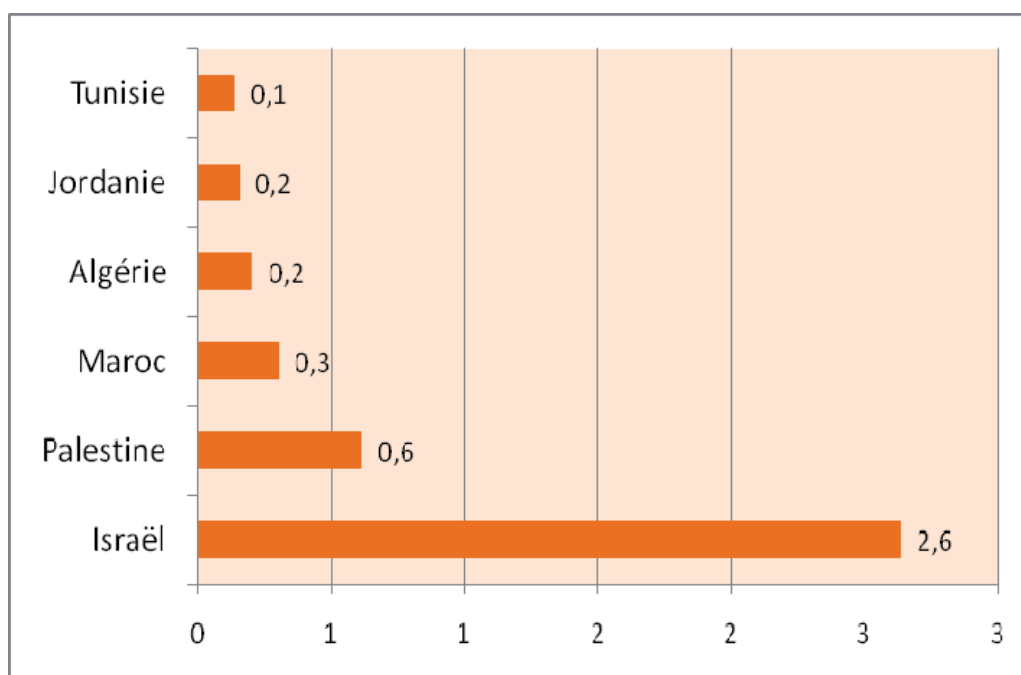


Note : Afin d'obtenir ce graphique, le nombre de procureurs indiqué par Israël a été estimé.

Le nombre de procureurs pour 100.000 habitants apparaît particulièrement élevé en Israël puisqu'il est à plus du double de la moyenne des autres Etats (2,2 procureurs pour 100.000 habitants). Ce nombre peut éventuellement s'expliquer par le rôle et le statut du Ministère public en Israël.

Le nombre de procureurs doit être reporté à celui du nombre de juges professionnels (voir graphique suivant). Il apparaît alors que le nombre de juges est partout supérieur à celui des procureurs (de près de deux à près de dix fois), sauf en Israël où le nombre de juges pour 100.000 habitants est 2,6 fois moins élevé que celui des procureurs.

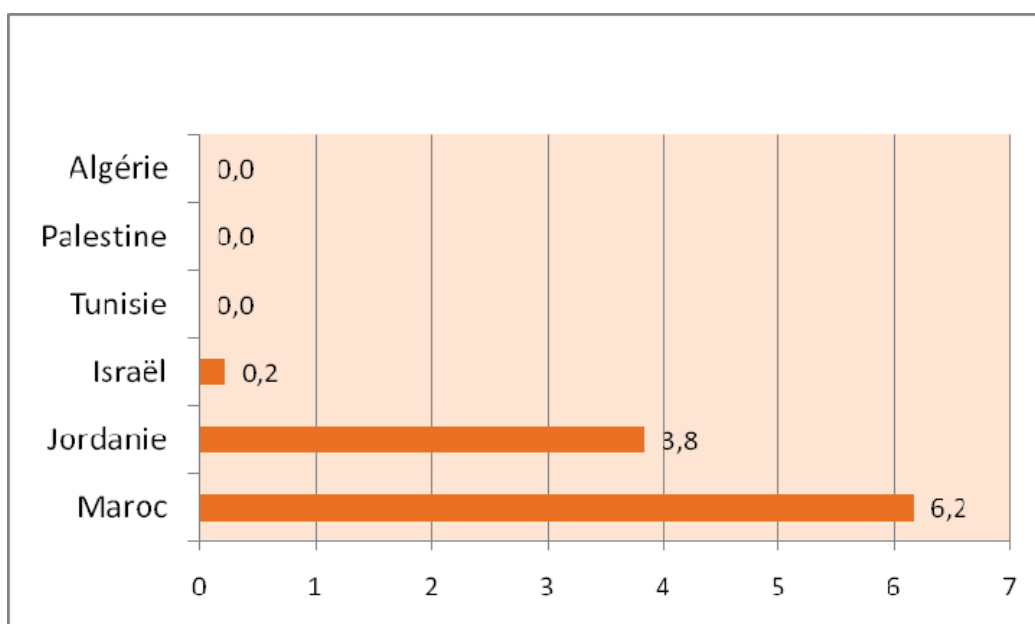
Graphique 7 : nombre de procureurs par juge professionnel en 2008.



Note : Afin d'obtenir ce graphique, le nombre de procureurs indiqué par Israël a été estimé et le nombre de juges indiqué par la Jordanie a été recalculé puisqu'il incluait initialement les procureurs.

Alors que l'on pourrait s'attendre à ce que le nombre de personnels non procureur attachés au Ministère public soit particulièrement élevé dans les Etats où le nombre de procureurs est important (Israël, puis dans une moindre mesure Palestine), il n'y a pas de corrélation notable entre les deux variables (voir graphique suivant). Ce sont en fait la Jordanie et surtout le Maroc qui connaissent les nombres les plus élevés, le Maroc précisant même que ce nombre allait encore s'accroître.

Graphique 8 : nombre de personnels non procureur attachés au Ministère public par procureur (au 1er janvier 2008, en équivalent temps plein).



Note : Afin d'obtenir ce graphique, le nombre de procureurs indiqué par Israël a été estimé. Israël précise par ailleurs que cette estimation n'inclut pas les internes.

2.7.3. Nombre d'avocats

L'accès de l'utilisateur à la Justice n'est souvent rendue possible que par l'intermédiaire d'un avocat, dont la mission est une condition essentielle de l'Etat de droit. Personne qualifiée et habilitée conformément au droit national à plaider, à agir au nom de ses clients, à pratiquer le droit, à ester en justice ou à conseiller et représenter ses clients en matière juridique, l'avocat influe sur l'accès à la justice de bien des manières.

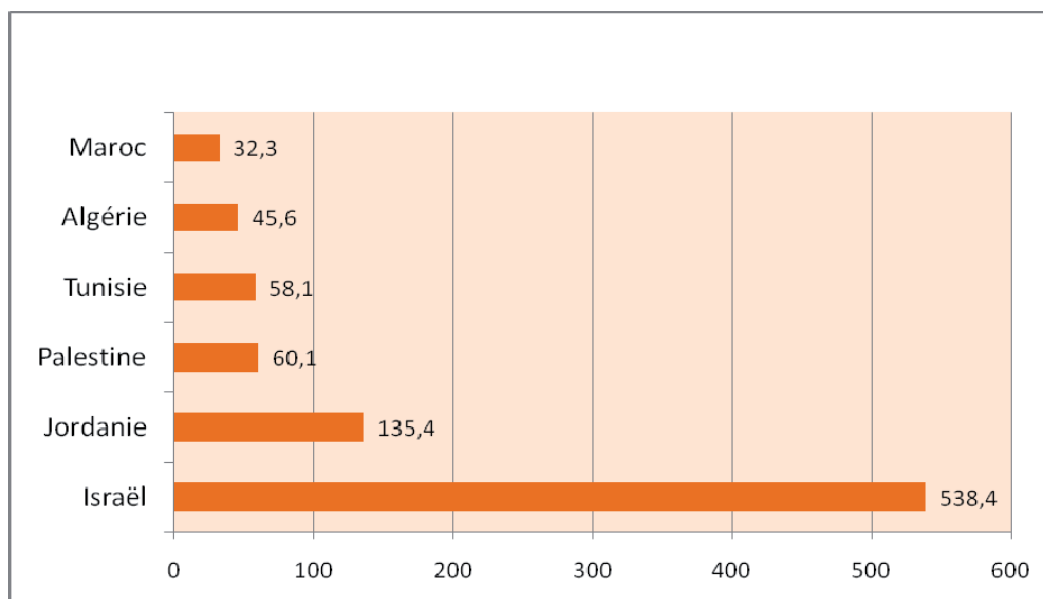
C'est avant tout le nombre d'avocats qui peut nous renseigner sur l'organisation judiciaire des Etats partenaires.

Les disparités entre les Etats paraissent d'emblée très importante, puisque le nombre d'avocats pour 100.000 habitants fluctue entre 32 (Maroc) et 538 (Israël). La moyenne (145,0) est donc à considérer avec prudence et mieux vaut prendre en compte la médiane (59,1) en cas de comparaison à la moyenne et à la médiane d'autres zones géographiques (par exemple, pour les Etats membres du Conseil de l'Europe, respectivement 120,0 et 85,0 pour la même année).

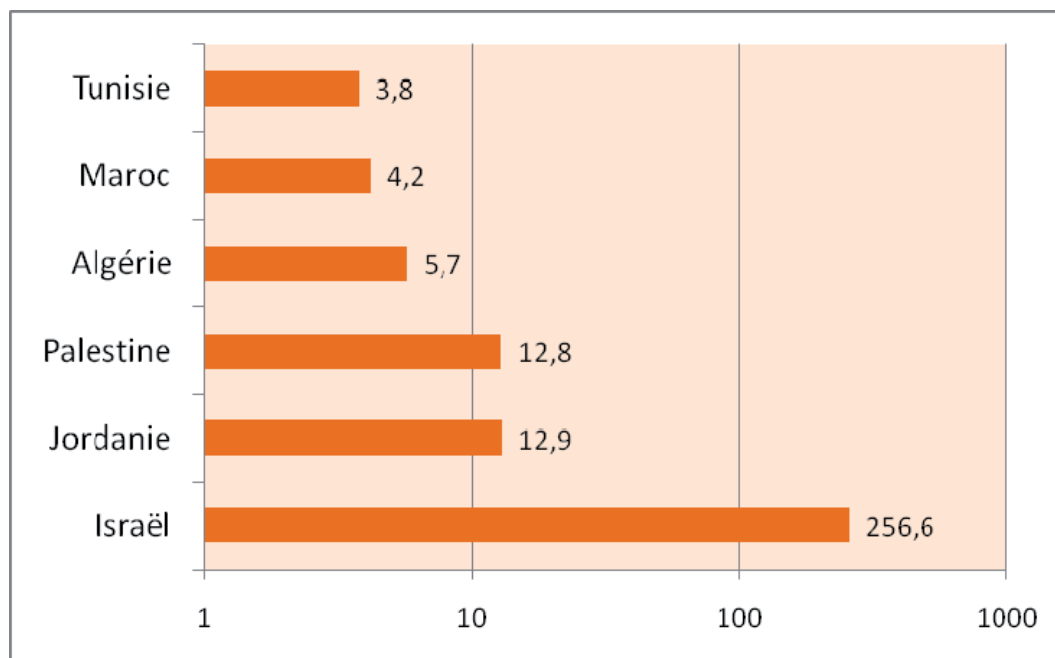
Le même constat d'une disparité très forte entre Etats peut être fait, en ce qui concerne le ratio du nombre d'avocats par juge professionnel, entre les extrêmes que sont la Tunisie (près de 4 avocats par juge) et Israël (256 avocats par juge). Ceci peut peut-être s'expliquer par les pouvoirs larges que les avocats sont susceptibles de connaître en Jordanie et surtout en Israël, où leurs compétences débordent sans doute le cadre des activités directement liées aux tribunaux. De plus, en Israël, le monopole d'avocats est la règle en cas de représentation

quelle que soit le type d'affaires (familiale, civile et commerciale, pénale, administrative) alors qu'elle est l'exception au Maroc (seulement en matière administrative).

Graphique 9 : nombre d'avocats pour 100 000 habitants en 2008.



Graphique 10 : nombre d'avocats par juge professionnel en 2008 (échelle logarithmique).



Note : Afin d'obtenir ce graphique, le nombre de juges indiqué par la Jordanie a été recalculé puisqu'il incluait initialement les procureurs.

2.8. Cartes judiciaires et nombre de juridictions

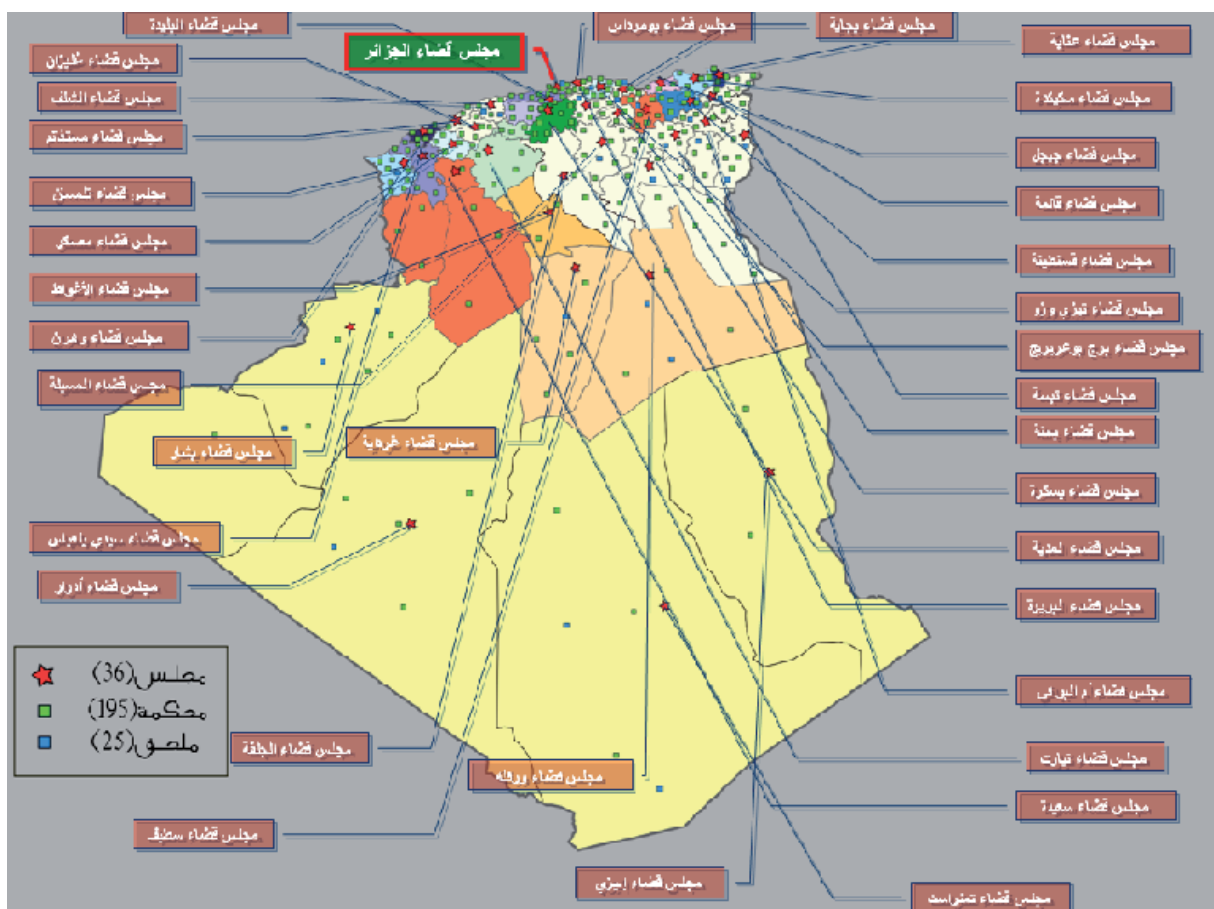
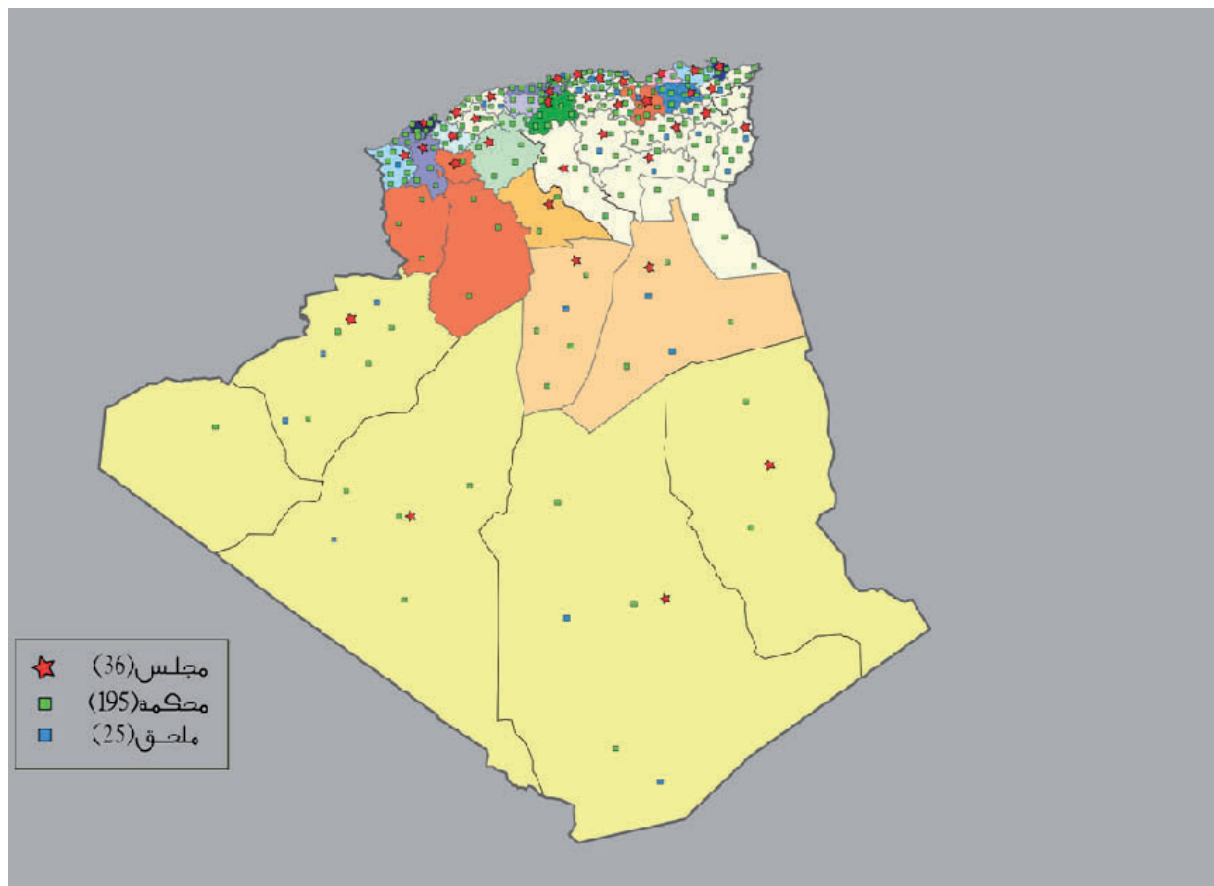
L'organisation judiciaire au sein des Etats partenaires repose, pour cette étude, sur la distinction qui peut être faite entre « tribunaux de première instance » (lesquels peuvent être spécialisés ou de droit commun) et « juridictions d'appel ».

Afin de rendre comparables les données recueillies, les Etats étaient invités à compter les entités répondant aux définitions suivantes : un tribunal est une instance établie par la loi pour trancher en première instance des litiges spécifiques au sein d'une structure administrative dans laquelle siège(nt) un ou plusieurs juge(s) de manière permanente ou temporaire. Un tribunal de droit commun est dès lors un tribunal compétent en première instance dans toutes les matières pour lesquelles compétence n'a pas été donnée à une juridiction spécialisée. Une juridiction d'appel est donc *a contrario* celle qui sera amenée à connaître du litige après un premier examen au fond devant un tribunal de première instance. Une Cour suprême ou une Haute juridiction ne sont pas définies comme un tribunal spécialisé mais font partie de l'organisation ordinaire de l'ordre judiciaire.

La carte judiciaire d'un Etat recense les implantations géographiques des tribunaux de première instance, des juridictions d'appel et des juridictions suprêmes, c'est-à-dire les bâtiments où se tiennent les audiences ainsi que les ressorts de compétences de ces entités. Elle influe directement sur la qualité de l'accès à la justice.

2.8.1. Carte judiciaire de l'Algérie

L'ordonnance n° 97- 11 du 19 mars 1997, portant découpage judiciaire, a institué 48 cours d'appel dont 36 sont opérationnelles, et 214 tribunaux dont 194 sont opérationnels.



2.8.2. Carte judiciaire d'Israël

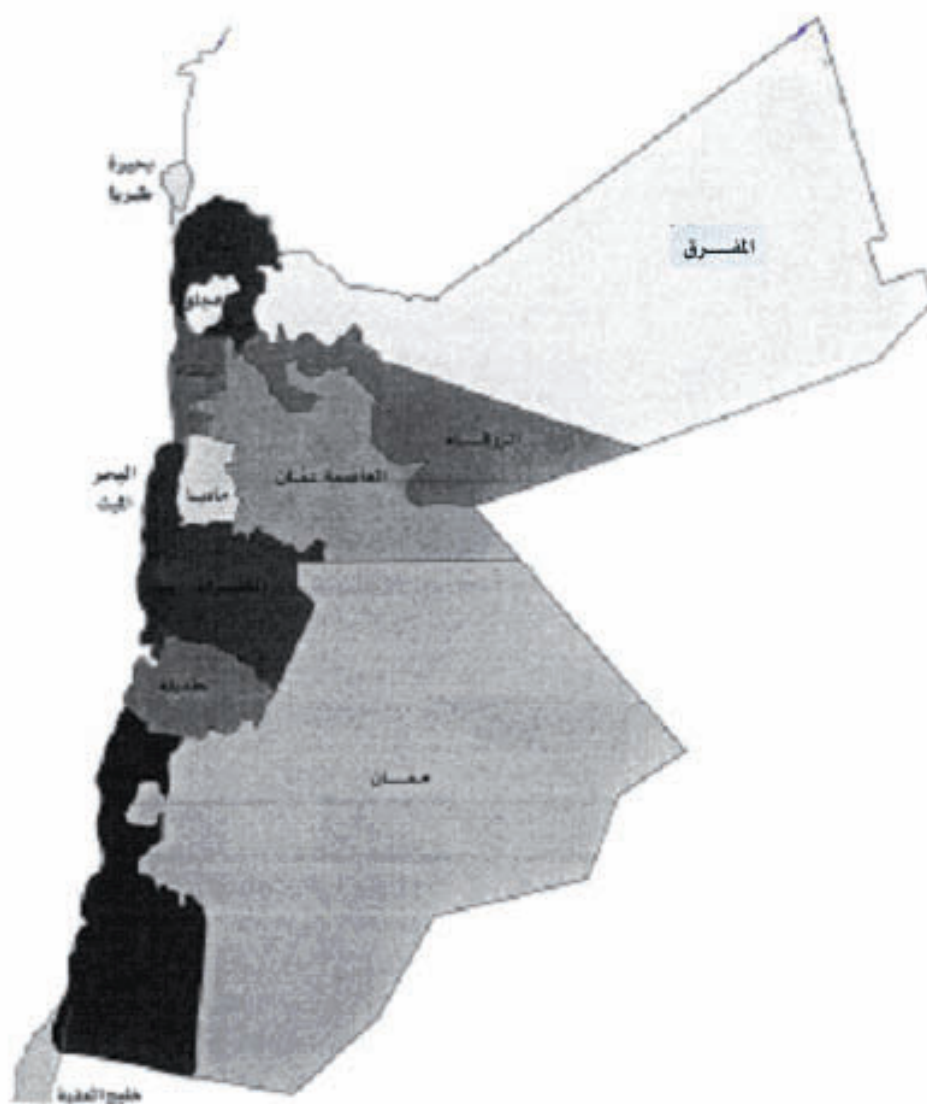
La carte judiciaire d'Israël est « régulièrement » remise à jour, sous le contrôle du Ministre de la Justice, lequel tire du texte de la loi sur les juridictions, l'autorité nécessaire pour décider du nombre des juridictions, ainsi que de la localisation géographique des bâtiments judiciaires.



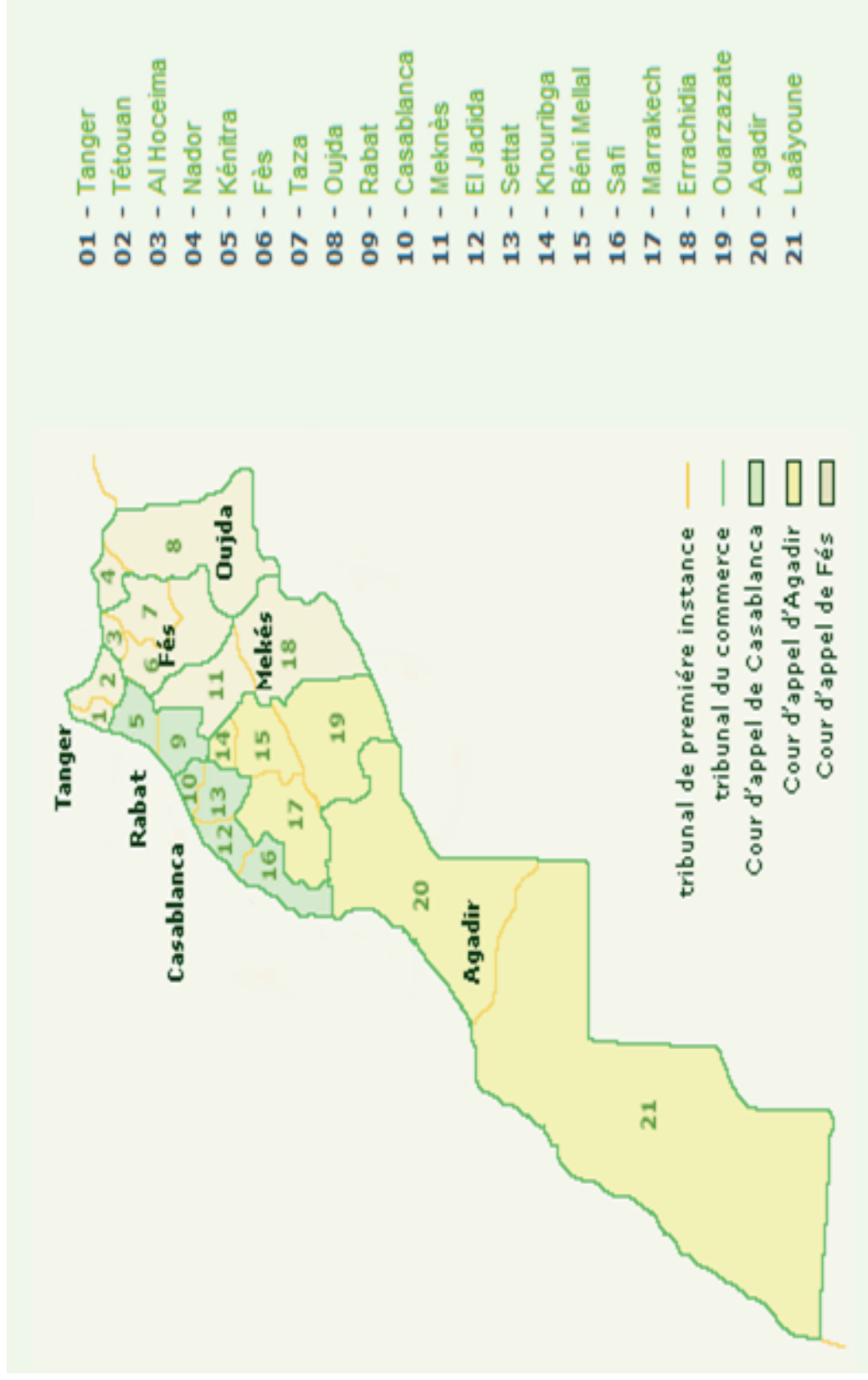
2.8.3. Carte judiciaire de Jordanie

L'ordre judiciaire de Jordanie comporte 16 tribunaux de première instance, placés sous le contrôle de 3 Cours d'appel et d'une Cour de cassation ; il se compose également de 33 juridictions de paix. Le nombre global des tribunaux de l'ordre judiciaire a tendance à augmenter.

Le système de tribunaux de la Sharia (notamment pour les affaires civiles ou religieuses) comporte quant à lui 67 juridictions de première instance.



2.8.4. Carte judiciaire du Maroc



Capture d'écran du site du Ministère de la Justice du Royaume du Maroc : <http://www.justice.gov.ma/fr/Organisation/Judiciaire/carte.aspx>

À l'occasion d'une réforme de la Justice devant aboutir courant 2011, la carte judiciaire du Maroc devrait être sensiblement modifiée, dans l'objectif d'une rationalisation de l'implantation des tribunaux et d'une réforme des compétences.

Il n'a pas été possible de déterminer si le projet actuel prévoyait une augmentation ou une diminution du nombre d'implantations géographiques.

2.8.5. Carte judiciaire de Palestine

Pas de données transmises.

2.8.6. Carte judiciaire de Tunisie

La carte judiciaire de Tunisie est elle-aussi réformée de manière régulière.

La dernière réforme en date (Décret n°2002-1806 du 13 Mai 2008) portait création de trois nouveaux tribunaux de première instance dans les gouvernorats de Tunis, de Sousse et de Sfax ainsi que de deux tribunaux cantonaux.

Son objectif était de rapprocher la justice des justiciables et d'alléger le fardeau de certains tribunaux dont le volume de travail ne cesse de s'accroître à la lumière de l'extension urbaine et de la densité démographique que connaissent les délégations qui en relèvent.



2.8.7. Données croisées

Les tableaux et graphiques suivants présentent le nombre de tribunaux de première instance en différenciant les tribunaux de droit commun et les tribunaux spécialisés.

Il apparaît clairement qu'une fois ce nombre rapporté au nombre d'habitants, tous les Etats partenaires connaissent un ratio de tribunaux de première instance pour 100.000 habitants fort comparable. En effet, même si Israël présente un ratio légèrement supérieur, l'ensemble des Etats se maintient dans une fourchette étroite (comprise entre 0,25 et 0,60) qui gagne à être replacée, pour être mieux comprise, parmi les résultats d'autres Etats méditerranéens, telle que la Turquie (6,4).

Cette fourchette étroite permet aux Etats partenaires d'envisager des comparaisons au regard des moyens financiers qu'ils allouent aux tribunaux et leur influence sur l'accès à la justice.

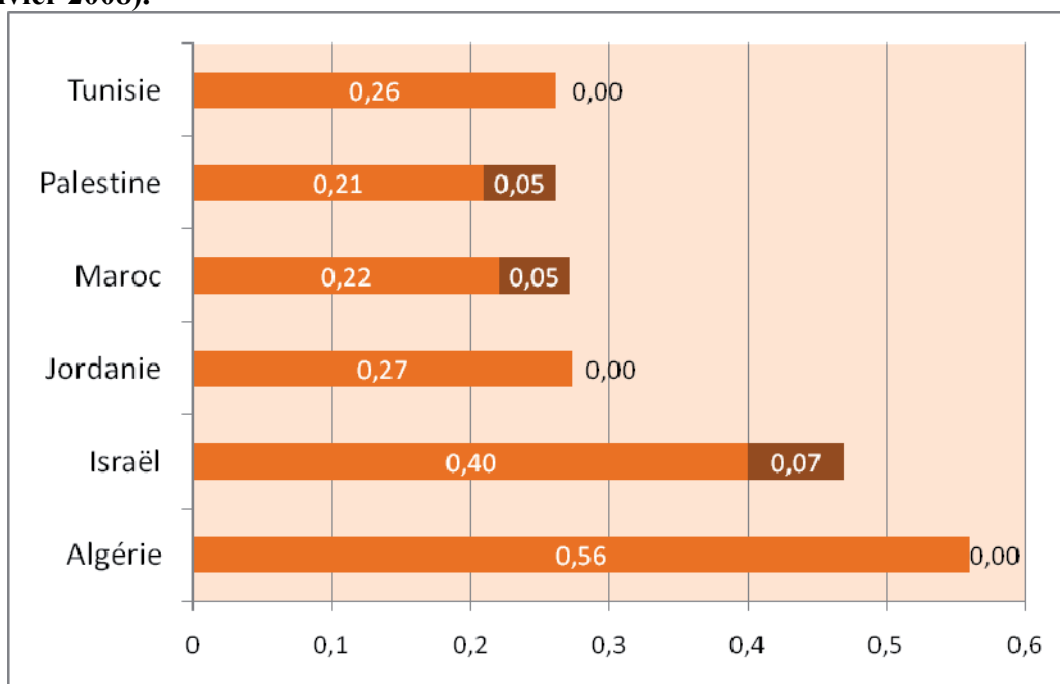
Il en est de même pour le nombre de juridictions d'appel pour 100.000 habitants : une fourchette très étroite, comprise entre 0,08 (Israël, Palestine) et 0,10 (Tunisie). (Pour plus de détails, prière de voir le tableau et le graphique figurant en annexes).

Tableau 3 : nombre de tribunaux de première instance (au 1^{er} janvier 2008).

Etats	Nombre de de tribunaux de droit commun de première instance (au 1 ^{er} janvier 2008)	Nombre de tribunaux spécialisés de première instance (au 1 ^{er} janvier 2008)	Nombre total de tribunaux de première instance (au 1 ^{er} janvier 2008)	Nombre total de tribunaux de première instance pour 100.000 habitants (au 1 ^{er} janvier 2008)
Algérie	194	NAP	194	0,57
Israël	29	5	34	0,47
Jordanie	16	NA	16	0,27
Maroc	66	15	81	0,27
Palestine	8	2	10	0,26
Tunisie	27	NAP	27	0,26

Remarque : La Jordanie dispose de tribunaux spécialisés de première instance mais n'est pas en mesure d'en transmettre le nombre précis. La Tunisie dispose quant à elle de 85 justices cantonales et d'un tribunal immobilier dont le siège est à Tunis (plus 15 sièges auxiliaires) mais aucun n'est à proprement parler un Tribunal de première instance.

Graphique 11 : nombre de tribunaux de première instance pour 100.000 habitants (au 1^{er} janvier 2008).



Légende :

En rouge : Nombre de tribunaux de première instance de droit commun pour 100.000 habitants

En brun : Nombre de tribunaux de première instance spécialisés pour 100.000 habitants

Remarque : La Jordanie dispose de tribunaux spécialisés de première instance mais n'est pas en mesure d'en transmettre le nombre précis. La Tunisie dispose quant à elle de 85 justices cantonales et d'un tribunal immobilier dont le siège est à Tunis (plus 15 sièges auxiliaires) mais aucun n'est à proprement parler un Tribunal de première instance.

Les Etats partenaires présentant les plus grands nombres de tribunaux spécialisés sont Israël, la Palestine et le Maroc.

Tableau 4 : Commentaires des Etats sur la spécialisation des tribunaux de première instance.

Etats	Spécialisation des tribunaux de première instance
Algérie	Sphère civile (Civil, prud'homme, Commercial, foncier, affaires familiales), Sphère pénale (correctionnel, criminel, contravention).
Israël	<p>Family (14): The Family Court is competent to hear cases regarding matters of personal status and in regard to civil claims between family members;</p> <p>Traffic (29): The Traffic Court is competent to hear cases regarding the commission of traffic offences, and offences relating to vehicles, as specified in various laws;</p> <p>Juvenile (21): The trial of an offence with which a minor is charged is heard in the District or Magistrates' Court, depending on the severity of the offence, The trial is heard by judges who serve, by special</p>

	<p>appointment of the President of the Supreme Court, with the of the Supreme Court, with the, as judges of Juvenile Courts;</p> <p>Tenancy: A Tenancy Tribunal is comprised of a Magistrates' Court judge sitting alone its place of session prescribed by the Minister of Justice, Tenancy Tribunal is competent hear cases concerning the rent of dwellings and of business premises, the reduction of rent, and services and repairs in regard to leased property;</p> <p>Labour (6): Labour Courts deals with labour disputes between employees and their employers, such as claims for severance pay and social protection.</p>
Jordanie	Ordinary courts, Sharia courts and military courts.
Maroc	<ul style="list-style-type: none"> - Les juridictions administratives: 7 Tribunaux administratifs et 2 Cours d'appel administratives - Les juridictions commerciales : 8 Tribunaux de commerce et 3 Cours d'appel de commerce.
Palestine	-
Tunisie	Un tribunal immobilier dont le siège est à Tunis et 15 Sièges auxiliaires. La Haute Cour .

II. L'accès au droit

L'accès au droit doit être distingué de l'accès au juge, droit dont l'efficacité dépend de l'organisation judiciaire et des règles de procédure gouvernant le procès. De nature plus pragmatique, l'accès au droit est la résultante d'une combinaison d'efforts destinés à donner à l'utilisateur l'information et l'accueil qui lui sont utiles.

L'utilisateur peut en effet, selon les situations, chercher information et accueil directement auprès de la juridiction, ou – et c'est le cas le plus fréquent – auprès d'intermédiaires (associations, médias, *etc.*) assurant un rôle de cohésion sociale en tant que partenaires de la justice.

3. Accès à l'information juridique

L'accès au droit suppose dans un premier temps que les informations juridiques circulent pour qu'elles puissent être accessibles au public.

Au sein des Etats partenaires, la publication de l'information juridique est donc un premier vecteur d'accès au droit.

Qu'il s'agisse des textes juridiques, de la jurisprudence des hautes juridictions, de celles des tribunaux ou encore de formulaires, les Etats soulignent la circulation du savoir, la seule exception étant la Jordanie, qui précise que la jurisprudence des tribunaux reste difficilement accessible pour les usagers.

En revanche, l'accès de l'utilisateur à ces informations sur Internet n'est pas toujours facile : en Israël et en Jordanie, il n'y a pas de publication gratuite de l'information juridique sur les sites Internet officiels concernant la jurisprudence des tribunaux (la Jordanie précise cependant que cette information est à disposition des avocats de la Cour rendant la décision par le biais de l'Intranet). Israël précise quant à elle qu'il est difficile pour un utilisateur de trouver en ligne sur des sites officiels des documents tels que les formulaires.

Tableau 5 : L'accès de l'utilisateur à la publication de l'information juridique.

L'information juridique est-elle publiée de manière à rendre aisément accessible au public...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
... les textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
... la jurisprudence des hautes juridictions ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
... la jurisprudence des tribunaux ?	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui
... d'autres documents (par exemple formulaires) ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Tableau 6 : La publication gratuite de l'information juridique sur les sites Internet officiels.

Des sites Internet officiels gratuits permettent-ils au public de prendre connaissance...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
... des textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
... de la jurisprudence des hautes juridictions ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
... de la jurisprudence des tribunaux ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui
... d'autres documents (par exemple formulaires) ?	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui

Lorsque l'utilisateur a la possibilité de consulter gratuitement sur Internet l'information juridique, les principaux sites officiels sont les suivants :

Tableau 7 : Références des sites Internet officiels gratuits.

Etats	Références des sites Internet officiels gratuits
Algérie	www.mjustice.dz www.coursupreme.dz www.crjlmjustice.dz www.joradp.dz www.conseildetat.dz
Israël	www.courts.gov.il www.knesset.gov.il/laws/heb/law
Jordanie	www.lob.gov.jo www.moj.gov.jo www.jc.jo
Maroc	Portail Adala Maroc: www.adala.justice.gov.ma Le site du Ministère de la justice: www.justice.gov.ma Le site de la cour suprême: www.coursupreme.ma Les sites des juridictions du Royaume, accessibles via le site du ministère Le site du Secrétariat général du gouvernement: www.sgg.gov.ma
Palestine	High Judicial Council Web site. www.courts.gov.ps
Tunisie	www.e-justice.tn www.ism-justice.nat.tn www.chambre-dep.tn www.jort.gov.tn www.cnudst.rnrt.tn www.jurisitetunisie.com

L'information peut également être délivrée au justiciable par le biais d'une Charte détaillant les points clefs de ses droits et ses obligations. Une telle Charte, établie par les autorités officielles, pourrait être trouvée en ligne par tout usager, ou plus directement sous forme de fascicule disponibles aux différents points d'accès au droit. Cependant, fort peu d'Etats ont établi une telle Charte : seule la Palestine précise en avoir une.

Tableau 8 : Existence d'une Charte des droits et obligations du justiciable.

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël		X	
Jordanie		X	
Maroc		X	
Palestine	X		
Tunisie		X	

En matière pénale, certains Etats mettent en place un système d'information spécifique, public et gratuit, visant à informer et à aider les victimes d'infractions dans leurs premières démarches. Le Maroc précise qu'il s'agit surtout des femmes victimes de violences et des victimes mineures.

Tableau 9 : Existence d'un système d'information spécifique, public et gratuit, visant à informer et à aider les victimes d'infractions :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël	X		
Jordanie		X	
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie	X		

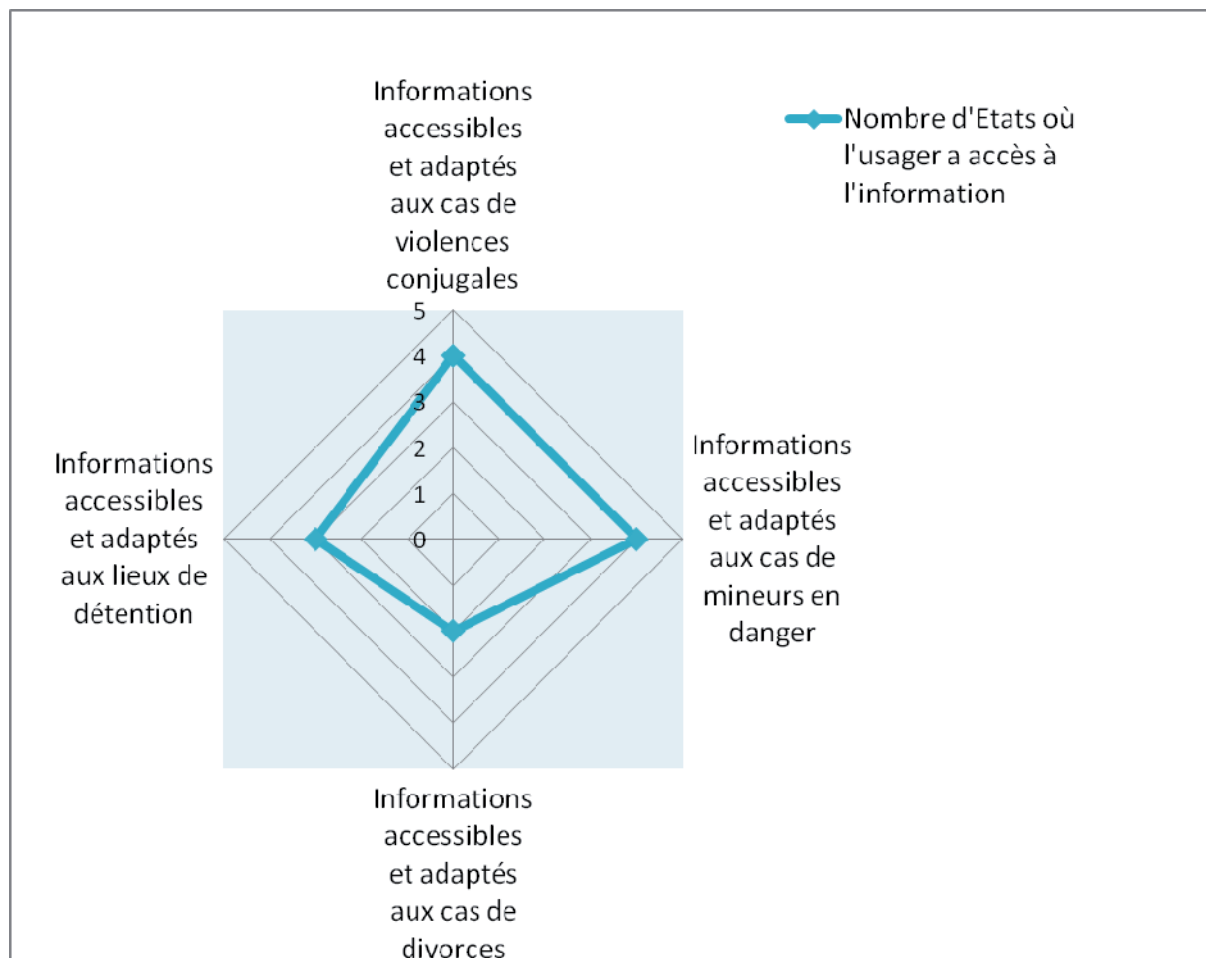
Il est d'ailleurs intéressant de constater que les informations facilement accessibles (par ex. par le biais d'un numéro de téléphone gratuit) ne sont pas toujours spécifiquement adaptées à la variété des situations, pénales ou non.

Tableau 10 : Existence d'informations spécifiquement adaptées à la variété des situations :

	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Aux cas de violences conjugales ?	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui
Aux cas de mineurs en danger ?	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui
Aux cas de divorces ?	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>
Aux lieux de détention ?	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui

Ainsi, dans le cadre de l'accès au droit, les informations spécifiques et adaptées sont plus fréquentes en matière de violences conjugales (4 Etats) ou de mineurs en danger (4 Etats) qu'en matière de divorce (2 Etats), comme le montre le graphique suivant :

Graphique 12 : Nombre d'Etats disposant d'informations spécifiquement adaptées à la variété des situations :



4. Accès à l'information juridictionnelle

Lorsqu'il ne va pas rechercher des informations auprès d'intermédiaire, l'utilisateur va parfois directement devant le Tribunal ou la Cour dans l'objectif d'accéder à l'information de droit lui faisant défaut.

Dans la quasi totalité des Etats partenaires (à l'exception de la Palestine), les parties semblent avoir la possibilité de recevoir, à tout moment, des informations relatives à la situation de la procédure en cours directement (information donnée directement ou *via Internet* ou *via* un système informatisé au sein du tribunal) ou indirectement, par le biais du conseil (avocat ou représentant légal). Par exemple, en Tunisie, le lancement sur Internet par le ministère de la justice et des droits de l'homme du portail "e- justice" permet aux justiciables et aux avocats d'accéder à des prestations judiciaires à distance, de suivre les différentes phases des affaires assignées en justice et de télécharger des formulaires et des modèles de demande de services.

Il paraît cependant utile de préciser plus largement le rôle des juridictions dans l'accès au droit. Divers critères d'accès à l'information juridictionnelle ont été proposés aux Etats partenaires. Ceux-ci se sont efforcés d'estimer le plus justement possible le pourcentage de tribunaux de première instance et de cour d'appel satisfaisant le critère proposé.

Les résultats sont présentés sous la forme de deux tableaux, le premier permettant de visualiser d'un coup d'œil les réponses Etat par Etat, le second permettant d'apprécier pour chaque critère les taux de réponses les plus fréquents.

Tableau 11 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés d'accès à l'information juridictionnelle (réponses Etat par Etat) :

	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Les tribunaux possèdent-ils un bureau d'information pour accueillir ses visiteurs ?	100%	100%	51 à 90%	11 à 50%	0%	+ de 90%
Au sein des tribunaux, le public et les justiciables peuvent-ils trouver des agents chargés de l'accueil, spécialement formés pour expliquer les méthodes de travail, les règles de procédure et les autres informations pratiques ?	11 à 50%	51 à 90%	+ de 90%	11 à 50%	51 à 90%	51 à 90%
Une liste à jour des avocats est-elle disponible à l'accueil des tribunaux ou sur leur site Internet ?	100%	0%	0%	100%	100%	+ de 90%
Des brochures d'information sont-elles mises à la disposition des justiciables accueillis dans les tribunaux ?	11 à 50%	0%	-	51 à 90%	0%	+ de 90%

Ce premier tableau permet de constater qu'aucun des Etats participants ne satisfait à l'ensemble des critères proposés dans plus de 90% de ses juridictions (la Tunisie n'en est cependant pas loin, puisque 3 des 4 critères seraient remplis dans plus de 90% des tribunaux et cours d'appel du pays).

Par ailleurs, il peut exister de très fortes disparités au sein d'un même Etat lorsque l'on considère l'un après l'autre les différents critères d'accès à l'information juridictionnelle. Ainsi, des pays comme Israël ou la Palestine peuvent satisfaire à certains critères dans 100% de leurs juridictions mais délaisser totalement d'autres critères.

**Un exemple de bonne pratique en matière d'accès au droit
(accès à l'information juridictionnelle) :**

En Algérie, depuis 2008, un DVD comportant environ quarante sketches, en arabe dialectale, montrant les procédures et autres informations pratiques, a été mis à la disposition des agents chargés de l'accueil et de l'orientation du citoyen, afin qu'ils puissent se préparer et éventuellement, à l'occasion d'une demande, projeter le film correspondant à la question posée.

Dans certaines juridictions, ce film est accessible directement au citoyen à partir d'une borne.

D'autres DVD adaptés aux sourds et malentendants sont également disponibles au niveau des services d'accueil et d'orientation.

Tableau 12 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés d'accès à l'information juridictionnelle (réponses tranche par tranche) :

	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Les tribunaux possèdent-ils un bureau d'information pour accueillir ses visiteurs ?	Algérie Israël	Tunisie	Jordanie	Maroc		Palestine
Au sein des tribunaux, le public et les justiciables peuvent-ils trouver des agents chargés de l'accueil, spécialement formés pour expliquer les méthodes de travail, les règles de procédure et les autres informations pratiques ?		Jordanie	Israël Palestine Tunisie	Algérie Maroc		

Une liste à jour des avocats est-elle disponible à l'accueil des tribunaux ou sur leur site Internet ?	Algérie Maroc Palestine	Tunisie				Israël Jordanie
Des brochures d'information sont-elles mises à la disposition des justiciables accueillis dans les tribunaux ?		Tunisie	Maroc	Algérie		Israël Palestine

Ce second tableau permet de constater qu'aucun critère n'est satisfait par 100% des tribunaux et cours d'appel de l'ensemble des Etats participants. Bien au contraire, il existe entre les Etats, de fortes disparités.

Afin de connaître les critères ayant le plus besoin d'être satisfaits, il est possible d'attribuer des points à chaque critère. Ainsi, chaque critère se verra attribuer 1 point à chaque fois qu'un Etat ne le satisfera jamais, puis 2 points à chaque fois qu'un Etat ne le satisfera que très rarement, et ainsi de suite jusqu'à un maximum de 6 points chaque fois qu'un Etat satisfait toujours le critère. En définitive, moins un critère comptera de points, plus il aura besoin d'efforts de la part des Etats.

Tableau 13 : tableau synthétique indiquant les critères ayant le plus besoin d'efforts de la part des Etats partenaires dans le domaine de l'information juridictionnelle :

Critères	TOTAL (/36)
Bureau d'information	25
Agents d'accueil spécialement formés	23
Liste des avocats	25
Brochures d'information	14

III. L'accès financier à la Justice

5. Gratuité ou limitation des frais : Aide judiciaire

5.1. Variété des domaines d'aide judiciaire

L'aide judiciaire peut être définie comme une assistance fournie par un Etat aux personnes qui n'ont pas les moyens financiers suffisants pour se défendre elles-mêmes devant un tribunal (ou pour initier une procédure judiciaire). Dans cette définition, l'aide judiciaire concerne principalement la représentation légale devant les tribunaux. Mais l'aide judiciaire peut également concerner le conseil juridique. En effet, tout citoyen ne va pas forcément en justice lorsqu'il rencontre des problèmes juridiques. Dans certains cas, la consultation avec un professionnel du droit peut être suffisante pour résoudre la question.

L'aide judiciaire recouvre des domaines très variés selon les Etats : en définitive, seule la représentation devant les tribunaux en matière pénale semble être couverte dans l'ensemble des Etats partenaires. Au regard des réponses des Etats membres, quatre modèles se dessinent :

- le premier modèle accorde l'aide judiciaire très largement : pour la représentation devant les tribunaux, pour le conseil juridique et pour d'autres domaines (représentation devant le comité psychiatrique chargé d'apprécier la nécessité d'une hospitalisation forcée ; représentation des détenus), quelle que soit le type d'affaires, pénales ou autres que pénales (Israël).
- le deuxième modèle accorde l'aide judiciaire pour la représentation devant les tribunaux et pour le conseil juridique uniquement mais sans distinction selon le type d'affaires, pénales ou autres que pénales (Jordanie).
- le troisième modèle accorde l'aide judiciaire pour la représentation devant les tribunaux et pour d'autres domaines (exonération des frais de justice, désignation des experts et des traducteurs, frais d'exécution), quelle que soit le type d'affaires, pénales ou autres que pénales, mais il l'exclue du champ du conseil juridique (Algérie, Maroc, Tunisie).
- le quatrième modèle accorde l'aide judiciaire restrictivement : elle n'est possible qu'en cas de représentation devant les tribunaux en matière pénale (Palestine).

Tableau 14 : domaines couverts par l'aide judiciaire :

		Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
La représentation devant les tribunaux	Affaires pénales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Affaires autres que pénales	Oui	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui

Le conseil juridique	Affaires pénales	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
	Affaires autres que pénales	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
Autres	Affaires pénales	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui
	Affaires autres que pénales	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui

Note : En Israël, il existe deux entités publiques séparées, uniques, indépendantes et spécifiques, qui offrent une aide judiciaire en matière civile et en matière commerciale. Pour l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales, nous avons indiqué « Autres », parce que l'aide judiciaire civile comprend la représentation des personnes éligibles devant les sous-comités quasi-judiciaires, mais cependant pas dans tous les domaines. Pour une liste complète des domaines (matières) dans lesquels les services sont proposés, et pour les conditions à remplir pour en bénéficier, veuillez consulter :

<http://www.justice.gov.il/MOJEng/SiuaMishpati/Resources+Center/TnaimLekabaltSiyua.htm>

La tendance est à l'élargissement des services et des matières pour lesquels l'aide judiciaire peut être octroyée.

L'aide judiciaire prévoit la couverture ou l'exonération des frais de justice dans la moitié seulement des Etats ayant répondu. En Israël, concernant la matière civile, un système d'exonération automatique des frais est mis en place dans la plupart des juridictions dès lors que l'utilisateur bénéficie de l'aide judiciaire. Cependant, devant certaines juridictions, la décision d'exonérer les frais sera prise sur la base du certificat de l'Administration de l'aide judiciaire, alors que devant d'autres, un acte spécifique sera requis. Au Maroc, l'assistance judiciaire comprend la désignation d'un avocat et la personne assistée est également dispensée de toute consignation de frais et de tout paiement de taxes.

Tableau 15 : Etats au sein desquels les frais de justice sont couverts ou exonérés par l'aide judiciaire :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie		X	

Tous les Etats n'incluent pas les frais d'exécution dans le bénéfice de l'aide judiciaire. Cependant, tel est le cas en Algérie (où selon l'article 13 de l'ordonnance N°71/57, modifiée et complétée par la loi N°06/01, l'aide judiciaire prévoit la couverture des frais de justice), en Israël (où une partie des frais d'exécution sont couverts, tels que les rapports sur la solvabilité du débiteur), en Jordanie (où l'aide judiciaire relative aux frais d'exécution représente une source de revenus importante pour les ONG, tant dans le domaine de l'ordre judiciaire que dans celui des juridictions de la Charia), au Maroc (où l'aide judiciaire couvre toute la procédure contentieuse jusqu'à la phase d'exécution de la décision) et en Tunisie (où l'art 14 de la loi n°2002-52 du 3 juin 2002 relative à l'octroi de l'aide judiciaire dispose que l'aide

judiciaire comprend les frais mis à la charge des parties et notamment les frais d'exécution).

Tableau 16 : Etats au sein desquels les frais d'exécution sont couverts ou exonérés par l'aide judiciaire :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie	X		

5.2. Conditions d'octroi ou de retrait de l'aide judiciaire

Le nombre d'affaires bénéficiant de l'aide judiciaire peut renseigner utilement sur les conditions d'octroi plus ou moins strictes de l'aide judiciaire. Malheureusement, pour le moment, les données transmises par les Etats sont parcellaires et ne permettent pas de faire de tableaux de données croisées avec d'autres variables.

Tableau 17 : Nombre d'affaires ayant bénéficié d'aide judiciaire publique, en 2008 :

	Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire (du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2008)					
	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Total	1886	230 000	-	NA	-	5 445
en matière pénale	433	80 000	-	NA	-	NA
en matière autre que pénale	1453	150 000	-	NA	-	NA

Note : **Israël** : Le chiffre rapporté pour l'aide judiciaire civile représente le nombre de procédures distinctes dans lesquelles des bénéficiaires éligibles ont reçu une aide légale. Ce nombre n'est pas le nombre des audiences tenues ou le nombre de personnes représentées, mais bien le nombre de procédures, comme précisé plus haut.

Si un examen des revenus et biens du demandeur est opéré dans tous les Etats partenaires avant d'octroyer l'aide judiciaire, il faut différencier la matière pénale des autres matières.

En matière pénale, dans l'ensemble des Etats partenaires, toute personne qui n'en a pas les moyens peut bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat. Israël note cependant que la représentation en justice n'est pas conditionnée, au sein de son système judiciaire, par un critère financier, mais davantage par le statut personnel (mineur, handicapé mental, *etc.*), le type de procédure (détention préventive, requête d'extradition, risque d'emprisonnement, *etc.*), la gravité de l'infraction et la présence d'un avocat commis d'office. Cependant, au sein des autres Etats l'indigence est bien un critère d'octroi d'une représentation gratuite.

Au sein des matières non pénales, le critère financier semble partout déterminant, même s'il n'est pas toujours le seul critère. En Israël, il existe un montant servant de filtre pour l'octroi de l'aide judiciaire (revenus : deux tiers du revenu moyen brut ; biens : trois mois de salaire moyen, sans tenir compte du montant de la maison où vit le demandeur). Au sein des autres Etats, il n'y a pas de montant servant de filtre : en Jordanie, l'appréciation de l'indigence financière est laissée à l'appréciation du juge (lequel se base sur des témoignages ou sur des relevés fiscaux), au Maroc et en Tunisie, elle est appréciée souverainement, de manière déconcentrée dans un souci de proximité, par une administration territoriale (mairie, caisse des impôts, *etc.*), qui délivre un « certificat d'indigence » à présenter au juge. L'exemption sera alors faite pour tout ou partie des frais de justice, au cas par cas, sans modèle de tableau avec ordre de priorité. En Algérie, selon l'article 25 de l'ordonnance 71/57, la désignation d'un avocat dans certains cas (Mineurs inculpés devant le juge d'instruction ou le tribunal statuant en matière délictuelle, prévenus infirmes...) est gratuite, mais, selon l'article 10 de la dite ordonnance, si le bénéfice de l'assistance judiciaire est refusé, le bureau doit faire connaître les motifs de refus.

Tableau 18 : Prise en compte des revenus et biens du demandeur pour l'octroi de l'aide judiciaire, et montant servant de filtre :

		Etats					
		Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Matières concernées	pénale	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
	autres que pénale	Oui	Oui	Oui	Oui	NAP	Oui
Si oui, montant en € (au taux de change du 1 ^{er} janvier 2008)		SNMG= 12000DA= 117.05€	Un revenu brut maximum de 927.52 Euros, ou un actif maximum de 4153.41 Euros.	A la discrétion du juge	Sur présentation d'un certificat d'indigence du demandeur	-	Sur présentation d'un certificat d'indigence du demandeur

En matière autre que pénale, il est également possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice) dans certains Etats : ce critère vient alors s'ajouter, le cas échéant, au critère d'indigence financière. Il s'imposera même prochainement comme un critère commun à tous les Etats, puisque la Jordanie va conduire une réforme en ce sens de ces tribunaux civils/charia.

Tableau 19 : Prise en compte du bien-fondé de l'action pour l'octroi de l'aide judiciaire :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie		X	
Maroc	X		
Palestine	NAP	NAP	NAP
Tunisie	X		

Rappel : En Palestine, la matière autre que pénale n'entre pas dans le champ de l'aide judiciaire.

En Israël, L'article 4 de la loi régissant l'aide judiciaire de 1972 dispose que le directeur du bureau d'aide judiciaire est habilité à rejeter une demande d'aide légale si il/elle estime que la demande est sans fondement, vexatoire, ou qu'elle manque de raison ou de preuves, ou encore qu'elle est mal fondée en droit ou dans les faits. La loi prévoit également que dans certaines matières, l'aide judiciaire sera octroyée sans examen de la demande au fond. C'est le cas de l'hospitalisation psychiatrique forcée, par exemple.

En Tunisie, la loi n°2002-52 du 3 juin 2002 relative à l'octroi de l'aide judiciaire, bien qu'elle ne prévoit pas expressément la possibilité de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien fondé de l'action, exige que le demandeur doive joindre à sa demande une copie des pièces qu'il invoque pour établir le droit dont il se prévaut (Art 6 de la loi).

L'autorité chargée d'apprécier le bien-fondé de l'action n'est jamais le tribunal.

Elle peut être extérieure au tribunal. Tel est le cas en Israël où la décision est prise par le direct du bureau d'aide judiciaire (un appel est toutefois possible devant le tribunal qui statuera alors). Les organes dispensant ou non l'aide judiciaire diffèrent en matière pénale et civile. Ils sont complètement indépendants de tout autre pouvoir. Ils disposent d'une complète autonomie de décision dans les limites de la loi. Ces deux organes financent même parfois des procédures permettant aux justiciables d'agir contre le gouvernement.

L'autorité peut aussi être mixte « tribunal/autorité extérieure » (Algérie/Maroc/Tunisie). En Algérie, cette autorité se compose d'un parquetier, un magistrat, un représentant de l'administration des contributions diverses et d'un président de l'assemblée populaire communale ou de son représentant. Au Maroc, elle est composée de trois personnes : un représentant du Ministère public, un représentant du barreau, un représentant des impôts (sauf devant le Tribunal administratif, où seul le Président du Tribunal administratif décide).

Tableau 20 : Nature de l'autorité accordant ou refusant l'aide judiciaire :

		Etats					
		Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Nature de l'autorité accordant ou refusant l'aide judiciaire	Tribunal			NAP		NAP	
	Instance extérieure au tribunal		X	NAP		NAP	
	Instance mixte tribunal/organe externe	X		NAP	X	NAP	X

6. Gratuité ou limitation des frais : Alternatives à l'aide judiciaire

6.1. Organisations non gouvernementales

Au sein des Etats partenaires, les ONG jouent des rôles plus ou moins importants en matière d'accès à la justice.

En Israël, de nombreuses ONG sont actives dans différents domaines de la matière civile. La principale contribution des ONG consiste à offrir un conseil juridique, qui s'apparenterait aux « premiers secours ». Le système d'aide judiciaire civile financé par l'État prévoit également un conseil juridique ; cependant, le principal service qu'il fournit est une représentation légale. Étant donné l'absence de financements, la plupart des ONG n'offrent pas de représentation légale devant les tribunaux, sauf dans des cas spéciaux où une décision de justice pourrait avoir des effets conséquents sur un domaine entier ou une question importante. Les ONG sont réparties très largement dans le pays. Grâce à cette répartition territoriale, elles sont très accessibles au public. (Le programme gouvernemental d'aide judiciaire civile dispose de 5 bureaux régionaux. Cependant, afin d'améliorer l'accessibilité géographique, les entrevues avec les candidats à l'aide judiciaire civile se déroulent dans 60 lieux différents). Les ONG envoient souvent les demandeurs vers le programme d'aide judiciaire civile, et ils traitent parfois ensemble des cas spécifiques. Les ONG peuvent également contacter le bureau d'aide judiciaire civile lorsqu'une intervention similaire dans un domaine requiert une action concertée pour imprimer un changement de politique.

En Jordanie, les ONG jouent un rôle d'importance croissante. Si aujourd'hui, seules 5 ONG aident la justice, elles sont cependant reconnues comme particulièrement efficaces, notamment sur les questions relatives à la Charia. Elles ont cependant besoin de plus d'aide du barreau, ainsi que de davantage de soutien financier. Lors de notre visite d'études, nous avons appris qu'un projet de fédération nationale des ONG commençait à voir le jour, afin d'offrir à tous les usagers un égal accès à la justice.

Au Maroc, les associations occupent surtout le terrain des centres d'accueil et d'écoute pour les femmes et les mineurs victimes de violence. Elles assurent également un soutien important au niveau des procédures et une diffusion de l'information juridique. Leur développement est récent, et il n'existe pas de fédération nationale des associations, mais certaines associations, plus anciennes, plus structurées, comptant plus de membres, ont un poids qui leur donne la possibilité d'être entendues lors des consultations de la société civile (autres domaines concernés : consommation, santé, *etc.*) Les associations n'assurent pas de représentation directe, et elles ne sont pas reconnues par l'Etat comme acteurs du processus judiciaire, en dehors de l'aide à la constitution de partie civile et de l'aide financière aux victimes.

En Palestine, les associations et ONG jouent un rôle important auprès des détenus.

Elles n'ont pas de rôle particulier en Tunisie.

6.2. Autres mécanismes

À l'exception de la Tunisie (où ce n'est pas permis), tous les Etats partenaires voient les barreaux organiser des pratiques *pro bono*.

Tableau 21 : droit pour les barreaux d'organiser des pratiques *pro bono* :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine	X		
Tunisie		X	

Tableau 22 : mise en œuvre effective de pratiques *pro bono* :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine	X		
Tunisie	NAP	NAP	NAP

Dans certains Etats, un système d'assurance privé de protection juridique permet aux justiciables de financer une action en justice. Tel est le cas en Israël (par exemple, en matière d'assurance logement) et en Tunisie, dans le domaine des assurances automobiles (mais un projet de loi prévoit l'extension de ces mécanismes).

Tableau 23 : existence de systèmes d'assurance privé de protection juridique :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël	X		
Jordanie		X	
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie		X	

Certains Etats mettent également en œuvre des systèmes d'action de groupe.

En Israël, il s'agit directement d'une loi relative aux *class actions* : L'action de groupe a récemment fait l'objet d'une réforme législative majeure en Israël avec l'introduction de la loi 5766-2066 régissant les *class actions*. Le fondement sous-jacent de la loi sur les *class action* est de prévoir un mécanisme efficace permettant une action en justice lorsque le dommage subi par chaque membre du groupe est trop faible pour justifier une action individuelle. Le

modèle choisi par le législateur israélien, dans le but de garantir l'efficacité de la procédure, est un modèle avec « option de non-participation », selon lequel « ...chaque membre du groupe défini par la cour... est réputé avoir accepté que la *class action* est intentée en son nom, à moins qu'il ait informé la cour de son souhait de ne pas être inclus dans le groupe... » [Class Actions Law, 5766-2006, art. 11(a)]

En Jordanie, la pratique existe sans reposer sur une loi expresse.

Au Maroc, il s'agit d'une action au cours de laquelle un groupe peut présenter une seule requête s'il parvient à démontrer un intérêt collectif (la jurisprudence a interprété l'Art. 1 du Code de procédure civile relatif à la nécessité d'avoir une qualité pour ester en justice).

Tableau 24 : existence de systèmes d'action de groupe :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël	X		
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie		X	

Enfin dans certains Etats, les coûts de la procédure peuvent être pondérés par la manière dont le juge administre la justice, notamment par la manière dont il prend en compte le coût de la procédure pour les parties en limitant les actes qu'il ordonne (expertise, consignation, *etc.*) et/ou en donnant une priorité aux affaires qui ont une conséquence directe sur les ressources des parties (licenciement, pension alimentaires, *etc.*).

Cette démarche, qui suppose souvent un dialogue avec les parties pour déterminer leurs attentes n'existe que dans quelques uns des Etats partenaires (Algérie, Israël, Tunisie), mais tend, plus largement, à se développer dans le monde.

Tableau 25 : prise en compte par le juge du coût de la procédure pour les parties ordonnant les actes :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie		X	
Maroc		X	
Palestine		X	
Tunisie	X		

7. Transparence et prévisibilité des frais et honoraires

7.1. Honoraires d'avocat

Les honoraires d'avocat conditionnent grandement la qualité de l'accès à la justice de l'utilisateur, surtout si celui-ci ne bénéficie d'aucune aide judiciaire. Pour que les usagers puissent accéder dans de bonnes conditions à l'aide d'un avocat, encore faut-il que les honoraires de celui-ci soient transparents et prévisibles.

Ces termes ne sont pas synonymes.

Un honoraire est considéré comme transparent lorsqu'il est facilement accessible aux citoyens (connaissance du coût des actes).

Un honoraire est considéré comme prévisible quand l'avocat est en mesure de porter à la connaissance de l'utilisateur le montant approximatif correspondant normalement aux frais de l'ensemble de la procédure. En pratique, cette prévisibilité se limitera souvent aux frais nécessaires à l'accomplissement des prochaines mesures.

En Israël, les actes sont considérés comme transparents car bien qu'il n'y ait pas d'obligation d'indiquer par écrit les frais de chaque acte, cela se fait en pratique. Au Maroc, les frais sont également transparents, en ce sens où un mécanisme, prévu par l'article 44 de la loi organisant la profession d'avocat, garantit la transparence *via* la conclusion d'un accord préalable entre le client et l'avocat sur les honoraires (conventions d'honoraires). Lorsque cet accord est conclu, il favorise également la prévisibilité des honoraires. Les conventions d'honoraires (« conventions de prestations ») sont également possibles en Algérie.

En Jordanie, la prévisibilité est assurée non seulement par l'information fournie par l'avocat à son client, mais également par la loi sur le Barreau, qui interdit, en matière civile et commerciale, que les frais ne soient inférieurs à 5% et ne dépassent 25% de la valeur du litige. Les ONG utilisent d'ailleurs un système de table pour avoir une estimation des contributions.

Tableau 26 : existence de frais d'avocat transparents et prévisibles pour les justiciables

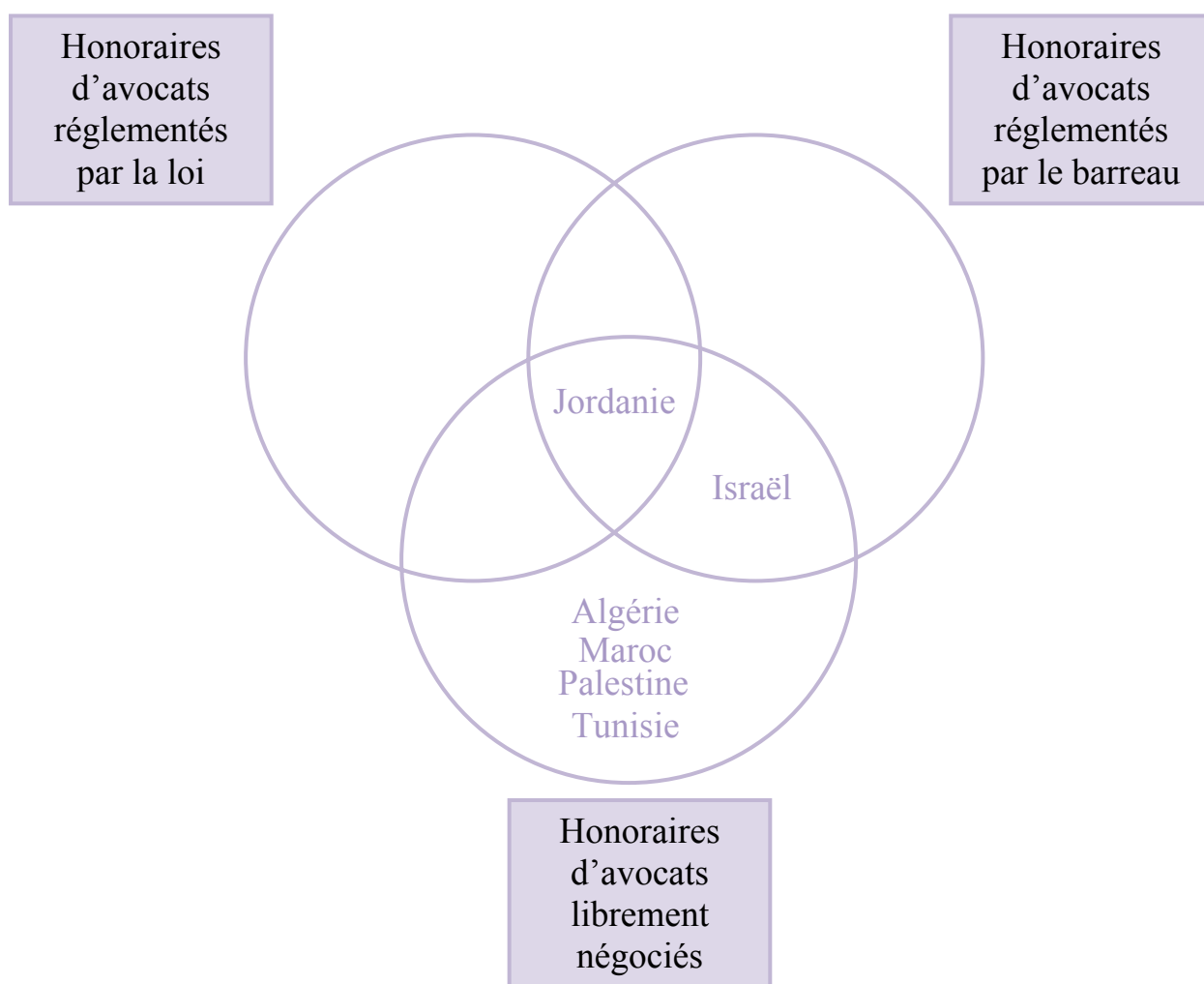
Etats	Les honoraires des avocats sont-ils suffisamment transparents pour les justiciables ?		Les honoraires des avocats sont-ils suffisamment prévisibles pour les justiciables ?	
	Oui	Non	Oui	Non
Algérie		X	X	
Israël	X			X
Jordanie	X		X	
Maroc	X		X	
Palestine		X		X
Tunisie		X		X

Les modes de fixation peuvent avoir des variantes d'un Etat à un autre, mais tous ont en commun la libre négociation.

Tableau 27 : Mode de fixation des honoraires d'avocats :

		Etats					
		Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Les honoraires des avocats sont-ils...	réglementés par la loi ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
	réglementés par le Barreau ?	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
	librement négociés ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Graphique 13 : Représentation des honoraires d'avocats selon leur mode de fixation :



En Israël, le barreau recommande un montant minimum. En Jordanie, dans certains cas, les frais sont librement négociés.

Dans tous les Etats partenaires, à l'exception notable de l'Algérie, un recours légal est possible, en cas de contestation des honoraires d'avocat. Par exemple, au Maroc, en cas de conflit c'est le bâtonnier qui statue sur la question et sa décision est susceptible de recours juridictionnel. De même en Tunisie, où en cas de désaccord entre l'avocat et son client, il appartient à la partie la plus diligente de saisir le président de la section régionale compétente afin d'évaluer les honoraires après enquête et tentative de conciliation. Le président du tribunal de 1^{ère} instance compétent revêt cette décision de la formule exécutoire. Cette décision est susceptible d'appel devant la cour d'appel.

7.2. Frais de procédure

À l'exception de la Palestine et de la Jordanie (en matière pénale), tous les Etats laissent aux juges le soin de statuer sur la manière dont les frais de justice seront partagés par les parties en fin de procédure.

Tableau 28 : Possibilité pour le juge de statuer sur la répartition des frais de justice entre les parties :

		Etats					
		Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Décision judiciaire statuant sur les frais de justice payés par chaque partie	En matière pénale	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui
	En matière autre que pénale	Oui	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui

IV. L'accès matériel et virtuel à la Justice

8. Accès matériel aux lieux de justice

L'accès matériel aux lieux de justice apparaît comme un facteur évident d'accès à la justice. Pourtant, les critères proposés, largement renseignés par les Etats partenaires, font apparaître à nouveau de profondes disparités au sein de chaque Etat lorsque l'on considère les critères l'un après l'autre.

Aucun Etat partenaire n'est en mesure d'assurer la satisfaction de l'ensemble des critères dans plus de 90% de ses Tribunaux de première instance et Cour d'appel.

Tableau 29 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés d'accès matériel aux lieux de justice (réponses Etat par Etat) :

	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
L'implantation géographique des tribunaux et des cours permet-elle un accès effectif des justiciables ?	100%	100%	+ de 90%	100%	100%	100%
Au sein des bâtiments des tribunaux, existe-t-il une signalétique claire pour guider les visiteurs ?	51 à 90%	100%	+ de 90%	+ de 90%	51 à 90%	+ de 90%
Les salles d'attente et d'audience sont-elles équipées de manière appropriée avec un niveau de confort raisonnable ?	51 à 90%	51 à 90%	- de 10%	11 à 50%	51 à 90%	51 à 90%
Au sein des tribunaux, les salles d'attente sont-elles organisées de sorte à permettre aux parties en litige de ne pas attendre ensemble ?	0%	0%	0%	0%	11 à 50%	11 à 50%

Les critères faisant le plus facilement défaut sont clairement identifiables. La disparité des réponses est peu prononcée et les Etats offrent dans l'ensemble les mêmes niveaux de garanties à leurs citoyens sur les différents critères d'accès matériel aux lieux de justice.

L'implantation géographique des lieux de justice et la signalétique au sein des juridictions paraissent très satisfaisantes. Mais le niveau de confort des salles d'attente et d'audience, et surtout, la mise en place de salle permettant une attente séparée aux différentes parties sont des points susceptibles de vraies améliorations.

Tableau 30 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés d'accès matériel aux lieux de justice (réponses tranche par tranche) :

	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
L'implantation géographique des tribunaux et des cours permet-elle un accès effectif des justiciables ?	Algérie Israël Maroc Palestine Tunisie	Jordanie				
Au sein des bâtiments des tribunaux, existe-t-il une signalétique claire pour guider les visiteurs ?	Israël	Jordanie Maroc Tunisie	Algérie Palestine			
Les salles d'attente et d'audience sont-elles équipées de manière appropriée avec un niveau de confort raisonnable ?			Algérie Israël Palestine Tunisie	Maroc	Jordanie	
Au sein des tribunaux, les salles d'attente sont-elles organisées de sorte à permettre aux parties en litige de ne pas attendre ensemble ?				Palestine Tunisie		Algérie Israël Jordanie Maroc

Tableau 31 : tableau synthétique indiquant les critères ayant le plus besoin d'efforts de la part des Etats partenaires dans le domaine de l'accès matériel aux lieux de justice :

Critères	TOTAL (/36)
Implantation géographique	35
Signalétique claire	29
Confort raisonnable	21
Attente séparée	9

Lorsqu'en dépit des efforts, il est trop difficile de permettre au citoyen d'accéder à la justice, il peut être envisagé au contraire de rapprocher la justice du citoyen. Dans presque tous les Etats partenaires (à l'exception de l'Algérie et de la Palestine), il est en effet possible de tenir des audiences en dehors des sièges des Tribunaux et des Cours. En Jordanie, cette possibilité est surtout mise en œuvre lorsque les parties sont des personnes âgées : le juge décide alors de délaisser la salle d'audience pour tenir sessions à un endroit plus commode qu'il définit. La même possibilité existe en Tunisie, dans le cadre des tutelles. Au Maroc et en Tunisie, dans le cadre de l'instruction, il n'est pas rare qu'un juge se déplace pour effectuer l'audition des témoins dans les cas prévus par la loi. Des audiences foraines peuvent également se tenir dans ces deux pays (il existe 10 délégations en Tunisie).

Les principaux critères juridiques et pratiques conduisant le juge à quitter la salle d'audience sont l'urgence propre à certaines situations, la vulnérabilité de certaines personnes et la volonté de garantir l'effectivité et l'efficacité des mesures, notamment d'instruction.

9. Accès aux modes de résolutions alternatives des conflits (médiation)

Dans ce chapitre, il a été décidé de mettre l'accent non sur l'ensemble des modes alternatifs de résolution des conflits (arbitrage, conciliation, *etc.*) mais uniquement sur le processus de médiation, mécanisme particulièrement étudié et mis en valeur au cours des sessions de formation du projet EuroMed Justice II.

Une définition commune de la médiation est très difficile à énoncer, les Etats se trouvant actuellement à des degrés très variés de développement des procédures de médiation. En matière pénale, elle désigne tout processus permettant à la victime et au délinquant de participer activement, s'ils y consentent librement, à la solution des difficultés résultant du délit, avec l'aide d'un tiers indépendant (médiateur). Dans les autres matières, à commencer par les matières civiles et familiales, elle désigne un processus par lequel les parties négocient volontairement les questions litigieuses afin de parvenir à un accord avec l'assistance d'un ou de plusieurs médiateurs.

De manière générale, dans cette étude, la médiation peut être considérée comme un processus judiciaire ou un processus effectué dans un contexte judiciaire (par exemple demandé par un juge), dans lequel un tiers, totalement étranger aux parties et qui n'est pas directement intéressé dans les questions faisant l'objet d'un litige, facilite la discussion volontaire entre les parties de manière à les aider à résoudre leurs difficultés et à parvenir à des accords.

9.1. Existence d'une médiation judiciaire

Au sein des Etats partenaires, seule la Palestine ne connaît pas de système de médiation judiciaire, tel que défini ci-dessus. Toutefois, la médiation est plus ou moins implantée dans les cultures judiciaires et dépend fortement de la matière considérée : seuls Israël et la Tunisie connaissent la médiation dans toutes les matières familiales, civiles et commerciales, pénales, administratives. En Jordanie, elle n'existe qu'en matières civiles et commerciales, et au Maroc qu'en matières civiles, commerciales et administratives.

Par conséquent, au sein des Etats partenaires, la médiation existe surtout pour les affaires civiles et commerciales (4 Etats), puis pour les matières administratives (3 Etats), enfin pour les matières familiales (2 Etats) et pénales (2 Etats).

Tableau 32 : Existence d'une médiation judiciaire

Existence de procédure de médiation dans votre système judiciaire...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
pour les affaires familiales ?	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui
pour les affaires civiles et commerciales ?	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui
pour les affaires pénales ?	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui
pour les affaires administratives ?	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui

Le Maroc précise qu'en matière familiale, il existe déjà dans son système judiciaire une procédure d'entente, qui n'est pas à proprement parler une médiation familiale, au cours de laquelle les parties à un conflit font l'objet d'une tentative de rapprochement. Cette procédure, qui existe dans une forme approchant d'autres Etats partenaires (par ex. Tunisie), est appelée la « procédure des deux arbitres ». Le juge désigne deux arbitres (un pour chaque époux) parmi les proches des deux parties (souvent des membres de la famille). Ces arbitres doivent essayer de trouver une solution au conflit en identifiant l'origine du problème, puis en réfléchissant tous les deux à une solution acceptable pour les époux, avant de réunir ces derniers pour leur proposer leur solution. Si celle-ci n'aboutit pas dans le délai imparti, les deux arbitres font un rapport commun qu'ils transmettent au juge, lequel décide des suites.

Le Maroc précise cependant que dans le cadre d'une réforme de la justice prévue pour le courant de l'année 2011, il est possible que soit introduite une procédure judiciaire de médiation pour les affaires familiales. Depuis quelques temps, le projet est discuté à la suite d'un travail de coopération bilatérale mené avec le Danemark.

Lorsqu'elles existent au sein des Etats partenaires, les procédures de médiation sont en effet toujours fixées par la loi, sauf en Israël en matière pénale. Le choix d'utiliser la médiation judiciaire ou non incombe normalement au juge (Jordanie).

Tableau 33 : Cadre normatif de la médiation judiciaire

Ces procédures sont-elles fixées par la loi...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
pour les affaires familiales ?	NAP	Oui	NAP	NAP	NAP	Oui
pour les affaires civiles et commerciales ?	NAP	Oui	Oui	Oui	NAP	Oui
pour les affaires pénales ?	NAP	<i>Non</i>	NAP	NAP	NAP	Oui
pour les affaires administratives ?	NAP	Oui	NAP	Oui	NAP	Oui

9.2. Coût de la médiation judiciaire

Au sein des Etats partenaires où la médiation existe, il est intéressant de savoir si l'aide judiciaire peut lui profiter, lorsque l'aide judiciaire existe. En effet, il ne suffit pas de disposer de modes alternatifs de règlement des conflits, encore faut-il que le mode alternatif proposé dans le cadre judiciaire puisse bénéficier des mêmes garanties que la procédure classique.

Le tableau suivant indique qu'en Israël et en Jordanie, toutes les procédures de médiation existantes sont susceptibles de bénéficier d'une aide judiciaire (si les conditions d'octroi de l'aide judiciaire sont remplies). La Jordanie note cependant que la médiation est relativement récente et n'est pas encore suffisamment entrée dans la culture judiciaire locale : les demandes d'aide judiciaire sont donc peu nombreuses. En Israël, la partie qui bénéficie de l'aide judiciaire en matière civile peut être représentée par un avocat (payé par l'aide judiciaire) tout au long du processus de médiation, à condition que c'est le tribunal qui a renvoyé les parties devant le médiateur (l'aide judiciaire ne couvre toutefois pas le coût des honoraires du médiateur). En Jordanie, la médiation judiciaire est gratuite et certains médiateurs du secteur privé assurent également des médiations gratuites. À l'inverse, au Maroc et en Tunisie, les procédures de médiation existantes sont exclues du champ de l'aide judiciaire. Le risque est alors que l'usager ait le choix entre une procédure classique bénéficiant de l'aide judiciaire et une procédure de médiation non couverte par l'aide judiciaire, ce qui peut réduire les possibilités de choix des usagers les moins fortunés et par conséquent réduire l'accès à la justice qui leur est offert.

Tableau 34 : Possibilité d'aide judiciaire dans le cadre des procédures de médiation

La médiation entre-t-elle dans le champ de l'aide judiciaire...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
pour les affaires familiales ?	NAP	Oui	NAP	NAP	NAP	<i>Non</i>
pour les affaires civiles et commerciales ?	NAP	Oui	Oui	<i>Non</i>	NAP	<i>Non</i>
pour les affaires pénales ?	NAP	Oui	NAP	NAP	NAP	<i>Non</i>
pour les affaires administratives ?	NAP	Oui	NAP	<i>Non</i>	NAP	<i>Non</i>

De plus, il est parfois demandé aux usagers de payer une contribution aux frais de médiation, alors même qu'ils bénéficient de l'aide judiciaire. Cette procédure est cependant rare puisqu'au sein des deux Etats accordant l'aide judiciaire aux usagers à la médiation, seul Israël demande une contribution et seulement en matière pénale.

Tableau 35 : Demande de contribution aux parties bénéficiant d'une aide judiciaire dans le cadre d'une procédure de médiation

Si les parties peuvent bénéficier de l'aide judiciaire, doivent-elles payer une contribution...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
pour les affaires familiales ?	NAP	<i>Non</i>	NAP	NAP	NAP	NAP
pour les affaires civiles et commerciales ?	NAP	<i>Non</i>	<i>Non</i>	NAP	NAP	NAP
pour les affaires pénales ?	NAP	Oui	NAP	NAP	NAP	NAP
pour les affaires administratives ?	NAP	<i>Non</i>	NAP	NAP	NAP	NAP

En définitive, il est important de savoir si le coût d'une procédure de médiation apparaît à l'utilisateur plus important ou moins important qu'une procédure classique, lorsqu'aucune de ces procédures n'est couverte par l'aide judiciaire. En Israël et en Jordanie, la médiation apparaît moins onéreuse à l'utilisateur. En revanche, en Tunisie, elle peut paraître plus onéreuse à l'utilisateur, ce qui a tendance à réduire le choix qui lui est offert et par conséquent, son accès à la justice.

Tableaux 36 et 37 : Coût d'une procédure de médiation au regard du coût d'une procédure classique (hors aide judiciaire)

Pour un litige donné qui n'a pas recours à l'aide judiciaire, quel est, pour les parties, le coût de la médiation comparé au coût d'une procédure judiciaire ?	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	NAP	Moins	NAP	NAP	NAP	Plus
affaires civiles et commerciales	NAP	Moins	Moins	-	NAP	Plus
affaires pénales	NAP	Moins	NAP	NAP	NAP	Plus
affaires administratives	NAP	Moins	NAP	-	NAP	Plus

Pour un litige donné qui n'a pas recours à l'aide judiciaire, quel est, pour les parties, le coût de la médiation comparé au coût d'une procédure judiciaire ?	Coût de médiation		
	Moins élevé	Equivalent	Plus élevé
affaires familiales	Israël		Tunisie
affaires civiles et commerciales	Israël Jordanie		Tunisie
affaires pénales	Israël		Tunisie
affaires administratives	Israël		Tunisie

9.3. Qualité de la médiation judiciaire

Il a été demandé aux Etats partenaires d'indiquer le nombre de médiateurs impliqués dans l'offre de médiation judiciaire. En plus de la Palestine (qui, elle, ne connaît pas de médiation judiciaire), deux Etats n'ont pas été en mesure de répondre à cette question (Maroc et Tunisie). Seuls Israël et la Jordanie ont pu indiquer ces effectifs : en Israël, il y a 48,3 médiateurs pour 100.000 habitants alors qu'en Jordanie, il y a 2,0 médiateurs pour 100.000 habitants, disparité qui s'explique par le champ d'application plus vaste de la médiation en Israël (sources : pour Israël, The Court Management information system ; pour la Jordanie, ADR & Case Management department at the Ministry of Justice).

Quel que soit le nombre de médiateurs, ceux-ci sont selon les Etats partenaires, facilement accessibles tant pour l'utilisateur que pour les services judiciaires.

La réponse est plus nuancée, en revanche, concernant l'existence de mécanismes garantissant la qualité des services de médiation. Les codes de conduite des médiateurs existent rarement (seul Israël en dispose) ce qui peut parfois s'expliquer par la jeunesse relative de tels services. Les organismes fournissant les services de médiation ne font pas l'objet d'une accréditation de la part des autorités judiciaires (à supposer que les médiateurs soient réunis en service), et en tout état de cause, les médiateurs eux-mêmes ne font pas l'objet d'une accréditation (ce qui laisse supposer que leurs compétences ne sont pas contrôlées spécifiquement pour cette fonction).

Tableau 38 : Existence de mécanismes garantissant la qualité des services de médiation

Existe-t-il des mécanismes garantissant la qualité des services de médiation...	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Codes de conduite ?	NAP	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	NAP	<i>Non</i>
Accréditation des médiateurs ?	NAP	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	NAP	<i>Non</i>
Accréditation des organismes fournissant des services de médiation ?	NAP	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	NAP	<i>Non</i>
Autres mécanismes ?	NAP	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	NAP	<i>Non</i>

10. Accès virtuel à la Justice (justice électronique)

10.1. L'e-justice

En matière d'accès à la justice, l'e-justice est une tendance forte au sein des Etats partenaires.

Par exemple, en Tunisie, le lancement sur Internet par le ministère de la justice et des droits de l'homme du portail "e-justice" permet aux justiciables et aux avocats d'accéder à des prestations judiciaires à distance, de suivre les différentes phases des affaires assignées en justice et de télécharger des formulaires et des modèles de demande de services.

De manière comparable, en Jordanie et au Maroc, l'utilisateur peut venir consulter sur des bornes informatisées, dans l'enceinte du tribunal, l'état d'avancement de son dossier en entrant simplement certaines références clés (ex : coordonnées de l'affaire, numéro de dossier et noms des parties, *etc.*).

Exemple de borne informatisée au sein d'un tribunal :



Page d'accueil d'une des bornes informatisées du tribunal (écran tactile) :



Au sein des Etats partenaires, il n'est pas possible pour un usager de déposer plainte par voie électronique.

Il est également rare de pouvoir déposer au tribunal des pièces sous format numérique (ex. conclusions d'avocats) : *a priori*, cette possibilité n'existe pour le moment qu'en Israël où les avocats ont la possibilité d'envoyer et de recevoir des documents juridiques sous format numérique. Ils peuvent également déposer une requête ou des documents par voie électronique, en utilisant une carte à puce, *via* un site web. Cette carte à puce est une carte identifiant chaque avocat : elle peut être associée à des fichiers spécifiques qui arriveront directement dans le dossier électronique consultable par le juge. Les juges auront ainsi la possibilité de se connecter à distance et de consulter tous les dossiers mis à leur disposition, les ordinateurs jouant un rôle de terminaux quelque soit le lieu de connexion. La sécurité du système, quant à elle, est assurée de deux manières : d'une part, les visites des juges dans les dossiers électroniques laissent des traces, qui peuvent permettre d'identifier leur carte à puce ; d'autre part, différents degrés de partage sont possibles.

10.2. La vidéoconférence

Le développement des nouvelles technologies offrent aussi aux systèmes judiciaires la possibilité de repenser certains schémas d'audience et, dans le même temps de modifier les conditions d'accès à la justice des usagers.

Dans le cas de justiciables dangereux, incarcérés ou retenus dans des conditions qui ne permettent pas facilement leur comparution (risque d'évasion, personnels à mobiliser, ville à traverser, *etc.*), il peut être préférable de ne pas faire déplacer directement le justiciable. Dans la même logique, il peut s'avérer onéreux de faire comparaître en personne des témoins physiquement éloignés de la juridiction. La vidéoconférence peut alors apparaître comme une solution intéressante.

Les personnes vulnérables peuvent également profiter de ces évolutions (par exemple, les mineurs, auxquels on épargne ainsi une confrontation directe).

Les Etats partenaires n'ont, dans l'ensemble, que peu de possibilité de recourir à cette solution : à l'exception d'Israël, qui semble en faire un usage plus large, les tribunaux semblent rarement équipés du matériel nécessaire à de tels procédés (la Jordanie précise cependant qu'elle en limite l'usage à la Cour d'assises, ce qui limite la proportion de tribunaux équipés). D'autres Etats (Algérie) précise n'en être encore qu'au stade de la réflexion législative (le ministère de la justice a lancé une étude pour la réalisation des projets d'audience audiovisuelle et la Visio conférence, qui vise à enregistrer par l'image et le son, l'audience des procès importants, ainsi que la formation à distance, et l'audition à distance des détenus).

Tableau 39 : Présence au sein des tribunaux d'équipements permettant d'entendre les justiciables et les témoins par vidéoconférence

	Les tribunaux sont-ils équipés pour recourir, en cas de besoin, à la vidéoconférence afin d'entendre les justiciables et les témoins ?					
	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Algérie						X
Israël			X			
Jordanie					X	
Maroc						X
Palestine						X
Tunisie					X	

Lorsqu'un système de vidéoconférences est mis en place, il faut respecter des règles strictes pour encadrer la pratique de la vidéoconférence. Par exemple, en définissant des règles de cadrage (gros plan, plan large), nombre de caméras présentes dans la pièce (notamment pour ne laisser aucun champ mort et s'assurer de l'absence de tiers dans la pièce où dépose l'utilisateur), possibilité pour le juge d'agrandir certains détails de l'image, *etc.* En Israël, les règles encadrant la pratique de la vidéoconférence sont régies depuis 2007 par les *Criminal Procedure Regulations (enforcement powers- detention)*.

Exemple de système de vidéoconférences au sein d'un tribunal de Jordanie (Tribunal de première instance d'Al Zarquaa) : salle d'audience et salle reliée à la salle d'audience

- Salle d'audience, caméra grand angle du plafond



- Vue de la salle d'audience depuis la table des magistrats (caméra grand angle située au dessus d'eux)



Salle d'audience : Table des magistrats et des greffiers, présence de caméras individuelles devant chaque acteur et présence de téléviseurs et d'un pupitre de commandes du système devant le président de la Cour.



Salle reliée à la salle d'audience, présence d'une caméra grand angle, d'une caméra individuelle et d'un écran.



V. Le traitement des parties par la Justice

Les règles relatives à la représentation des justiciables, la qualité de l'accueil qui leur est réservé au sein des lieux de justice et la prestation offerte aux usagers par le tribunal sont autant d'indicateurs de l'accès à la justice. Elles représentent le traitement réservé aux parties par la Justice.

11. Représentation

Au sein de tous les Etats partenaires sans exception, et quelle que soit la matière concernée, le justiciable a le droit d'être présent ou représenté à tous les niveaux de la procédure. En Algérie et en Israël, ce droit découle d'un principe général qui s'impose comme une véritable norme de base du système judiciaire. En Jordanie, ce droit est rappelé dans différents textes à caractère professionnel (magistrate courts Law, layer bar association) comme au sommet de la hiérarchie des normes (constitution). Au Maroc et en Tunisie, ce droit fait l'objet d'une mention spécifique dans chaque branche de droit et est inscrit dans les Codes de procédure civile (Maroc, Tunisie), de procédure pénale (Maroc, Tunisie) et Code des droits et procédures fiscales (Tunisie).

Tableau 40 : Droit du justiciable d'être présent ou représenté à tous les niveaux de la procédure

Le justiciable a-t-il le droit d'être présent ou représenté à tous les niveaux de la procédure :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires civiles et commerciales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires pénales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires administratives	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Note : Le droit d'être représenté est aussi parfois une obligation. Pour un exemple parmi d'autres : en Tunisie, l'assistance d'un avocat est obligatoire, pour l'enfant mineur si les faits qui lui sont imputés sont d'une gravité majeure (Art 77 du code de la protection de l'enfant), ainsi que devant la chambre criminelle (Art 141 du code de procédure pénale).

En cas de représentation, il importe de savoir si ce droit est un monopole d'avocat. En Algérie, il n'existe pas de monopole d'avocats en fonction du type de contentieux. Le monopole d'avocat est presque toujours la règle en matière administrative (sauf en Tunisie), pénales, civiles et commerciales (sauf au Maroc) mais il l'est plus rarement en matière familiale (sauf en Israël et en Tunisie). Il est notable qu'en Israël, le monopole d'avocats est la règle quelle que soit le type d'affaires (ce qui explique sans doute le nombre important d'avocats pour 100.000 habitants), alors qu'il est l'exception au Maroc (affaires administratives).

Tableau 41 : Existence d'un monopole d'avocat en matière de représentation

Lorsque le justiciable peut être représenté, cette représentation est-elle un monopole des avocats :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui
affaires civiles et commerciales	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui
affaires pénales	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui
affaires administratives	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>

En l'absence de monopole des avocats en matière de représentation, le justiciable peut parfois être représenté par des associations ou des syndicats, lorsque ceux-ci présentent un lien avec le litige à régler. Tel est toujours le cas en Jordanie et au Maroc, mais jamais en Palestine et en Tunisie.

Tableau 42 : Possibilité d'être représenté par une association ou un syndicat en l'absence de monopole des avocats :

Lorsque les avocats n'ont pas le monopole de la représentation, des associations ou des syndicats peuvent-ils conseiller et assister les justiciables :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	<i>Non</i>	NAP	Oui	Oui	<i>Non</i>	NAP
affaires civiles et commerciales	<i>Non</i>	NAP	NAP	Oui	NAP	NAP
affaires pénales	<i>Non</i>	NAP	NAP	Oui	NAP	NAP
affaires administratives	<i>Non</i>	NAP	NAP	Oui	NAP	<i>Non</i>

12. Qualité de l'accueil au sein des lieux de Justice

Pour accroître la qualité de l'accueil au sein des lieux de justice, la Tunisie a mis en place une démarche de certification de sa politique d'accueil des usagers (avec l'implication de l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle). Ce travail a permis d'élaborer et d'afficher dans la plupart des tribunaux une charte spécifique à la réception des visiteurs.

D'autres critères de qualité de l'accueil au sein des lieux de justice ont été proposés aux Etats partenaires : l'existence d'une formation des agents d'accueil leur permettant à la fois de gérer le stress et de compenser la vulnérabilité de certains justiciables, ou encore la prise en compte systématique par le juge de motifs pouvant justifier une priorité de passage ou des modalités particulières d'audition.

Pour chaque Etat, de profondes disparités peuvent être constatés en considérant les critères l'un après l'autre. Surtout, il apparaît que les taux de tribunaux et cours d'appel satisfaisant les critères proposés de qualité de l'accueil au sein des lieux de justice sont globalement inférieurs aux taux rencontrés pour les autres critères d'accès à la justice. À l'exception de la

Palestine, fort peu d'Etats semblent former leurs agents d'accueil à la gestion du stress des justiciables ou à la prise en compte de leur éventuelle vulnérabilité. Un seul critère paraît faire l'objet d'attentions particulières : la prise en compte par le juge de motifs pouvant justifier une priorité de passage ou des modalités particulières d'audition.

Tableau 43 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés de qualité de l'accueil au sein des lieux de justice (réponses Etat par Etat) :

	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Au sein des tribunaux, les agents d'accueil suivent-ils une formation spécifique pour gérer le stress des justiciables ou des témoins ?	11 à 50%	0%	0%	- de 10%	+90%	0%
Au sein des tribunaux, les agents d'accueil suivent-ils une formation spécifique pour mieux apprécier la vulnérabilité particulière de certains justiciables ou de certains témoins (enfants, handicapés, etc.) ?	11 à 50%	0%	0%	- de 10%	+90%	0%
Au sein des tribunaux, des chartes spécifiques à la réception des visiteurs sont-elles mises en œuvre pour améliorer la qualité de l'accueil ?	0%	0%	0%	0%	11 à 50%	51 à 90%
Est-ce une démarche fréquente pour les juges d'inviter les personnes présentes à l'audience à faire connaître les motifs justifiant une priorité de passage ou des modalités particulières d'audition (personnes ne supportant pas la station debout) ?	+90%	+90%	51 à 90%	100%	+90%	- de 10%

Tableau 44 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés de qualité de l'accueil au sein des lieux de justice (réponses tranche par tranche) :

	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Au sein des tribunaux, les agents d'accueil suivent-ils une formation spécifique pour gérer le stress des justiciables ou des témoins ?		Palestine		Algérie	Maroc	Israël Jordanie Tunisie
Au sein des tribunaux, les agents d'accueil suivent-ils une formation spécifique pour mieux apprécier la vulnérabilité particulière de certains justiciables ou de certains témoins (enfants, handicapés, etc.) ?		Palestine		Algérie	Maroc	Israël Jordanie Tunisie
Au sein des tribunaux, des chartes spécifiques à la réception des visiteurs sont-elles mises en œuvre pour améliorer la qualité de l'accueil ?			Tunisie	Palestine		Algérie Israël Jordanie Maroc
Est-ce une démarche fréquente pour les juges d'inviter les personnes présentes à l'audience à faire connaître les motifs justifiant une priorité de passage ou des modalités particulières d'audition (personnes ne supportant pas la station debout) ?	Maroc	Algérie Israël Palestine	Jordanie		Tunisie	

Tableau 45 : tableau synthétique indiquant les critères ayant le plus besoin d'efforts de la part des Etats partenaires dans le domaine de la qualité de l'accueil au sein des lieux de justice :

CRITERES	TOTAL (/36)
formation spécifique pour gérer le stress	13
formation spécifique pour apprécier la vulnérabilité	13
chartes de réception des visiteurs	10
priorité de passage ou modalités particulières d'audition	27

13. Prestation du tribunal

Bien qu'elle ne change pas directement le fond de la décision rendue, la prestation du tribunal est importante pour l'accès à la justice car elle constitue souvent, dans la mémoire du justiciable, l'aspect le plus marquant du contact qu'il aura eu avec l'institution judiciaire.

La consécration internationale des droits fondamentaux fait évoluer la manière dont les usagers doivent être traités. Le procès n'est plus seulement la chose des juges : la quête de confiance de l'institution judiciaire incite de plus en plus à traiter les participants à la procédure avec un soin particulier.

Les indications fournies par les Etats partenaires dans l'appréciation de la prestation des tribunaux traduisent cette volonté. Qu'il s'agisse de donner aux justiciables qui comparaissent en personne les explications élémentaires sur le litige auquel ils sont parties, de s'assurer que les personnes convoquées comprennent effectivement le langage juridique de la procédure ou d'organiser les audiences de façon à permettre des convocations à des heures précises, les réponses des Etats traduisent la volonté des tribunaux d'offrir des prestations de qualité, respectueuses des personnes qui y paraissent. En Algérie, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, les parties peuvent intervenir directement à l'audience pour demander des explications.

Le seul critère apparaissant quelque peu en retrait est le dernier, relatif à l'effort du juge de convoquer les parties à une heure précise, et non simplement de leur indiquer la journée ou la demi-journée où elles seront entendues. Un tel effort, qui implique souvent une réorganisation des structures de travail et suppose – comme le souligne la Jordanie – de disposer de réserve de temps pour gagner en flexibilité, dépasse le cadre de la bonne volonté des juges et explique sans doute pourquoi davantage de pays semblent éprouver des difficultés à satisfaire ce critère (Palestine, Tunisie).

Tableau 46 : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés pour apprécier la prestation du tribunal (réponses Etat par Etat) :

	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Est-ce une démarche fréquente pour les juges de donner aux justiciables qui comparaissent en personne les explications élémentaires sur le litige auquel ils sont parties ?	51 à 90%	51 à 90%	+ de 90%	100%	+ de 90%	100%
Le juge est-il attentif à ce que les personnes convoquées comprennent effectivement le langage juridique de la procédure ?	51 à 90%	100%	+ de 90%	100%	+ de 90%	100%
Les participants aux procédures ainsi que le public sont-ils traités de manière respectueuse ?	100%	100%	+ de 90%	100%	+ de 90%	100%
Le juge organise-t-il ses audiences de façon à permettre des convocations à des heures précises ?	100%	51 à 90%	100%	100%	11 à 50%	- de 10%

Tableau XX : taux de tribunaux et de cours d'appel satisfaisant les critères proposés pour apprécier la prestation du tribunal (réponses tranche par tranche) :

	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Est-ce une démarche fréquente pour les juges de donner aux justiciables qui comparaissent en personne les explications élémentaires sur le litige auquel ils sont parties ?	Maroc Tunisie	Jordanie Palestine	Algérie Israël			
Le juge est-il attentif à ce que les personnes convoquées comprennent effectivement le langage juridique de la procédure ?	Israël Maroc Tunisie	Jordanie Palestine	Algérie			
Les participants aux procédures ainsi que le public sont-ils traités de manière respectueuse ?	Algérie Israël Maroc Tunisie	Jordanie Palestine				
Le juge organise-t-il ses audiences de façon à permettre des convocations à des heures précises ?	Algérie Jordanie Maroc		Israël	Palestine	Tunisie	

Tableau 47 : tableau synthétique indiquant les critères proposés pour apprécier la prestation du tribunal ayant le plus besoin d’efforts de la part des Etats partenaires :

CRITERES	TOTAL (/36)
Explications élémentaires sur le litige	30
Compréhension du langage juridique de la procédure	32
Traitement respectueux des parties	34
Convocations à des heures précises	27

Tableau 48 : possibilité pour les parties d’intervenir directement à l’audience pour demander des explications :

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël		X	
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie	X		

VI. La durée des procédures

14. Procédures accélérées, procédures simplifiées

Au sein des Etats partenaires, il existe un grand nombre de procédures accélérées susceptibles de faciliter l'accès à la justice des individus dans le cadre des affaires urgentes, quelle que soit la matière concernée (civile, pénale, administrative).

Seules l'Algérie et la Palestine, en matière pénale, n'utilisent pas ce type de procédure.

En Israël; les procédures accélérées sont des injonctions immédiates, c'est-à-dire des mesures conservatoires à caractère temporaire servant à geler une situation jusqu'à l'audience complète du cas devant la juridiction. En Jordanie, au Maroc et en Tunisie, les règles de procédure civile permettent aux justiciables de demander une mesure de référé, c'est-à-dire un règlement immédiat du litige; et en matière pénale, une comparution immédiate est également possible dans le cadre de certaines infractions (notamment, certains cas de flagrants délits). Au Maroc existe également, en matière administrative, une procédure d'urgence permettant de surseoir à l'exécution.

Tableau 49 : existence de procédures accélérées pour les affaires urgentes.

Existe-t-il des procédures accélérées pour les affaires urgentes	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
en matière civile ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
en matière pénale ?	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui
en matière administrative ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Si les procédures accélérées sont donc largement partagées, les résultats sont plus nuancés dans le cas des procédures simplifiées, qui demandent parfois la mise en place d'une juridiction *ad hoc*.

Aucune matière ne fait l'objet de procédures simplifiées dans l'ensemble des Etats partenaires. Seule la Tunisie (et peut-être la Palestine) dispose de ces procédures dans toutes les matières.

Des procédures moins formelles et des juridictions *ad hoc* peuvent par exemple être mises en place en matière civile en cas de petites créances (Israël) ou en matière pénale, en cas de contraventions (Maroc, Tunisie), notamment dans les contentieux de masse (ex : circulation routière, santé, environnement). Certains contentieux font ainsi l'objet d'un traitement différencié (recouvrement des loyers, pension alimentaire) et certaines juridictions ne connaissent quasi exclusivement que de procédures simplifiées (juge de proximité).

Tableau 50 : existence de procédures simplifiées.

Existe-t-il des procédures simplifiées	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
en matière civile ?	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui
en matière pénale ?	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
en matière administrative ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	-	Oui

Tableau 51 : synthèse présentant le nombre d’Etats disposant de procédures urgentes ou simplifiées en fonction des matières.

Nombre d’Etats disposant de procédures urgentes ou simplifiées en fonction des matières	procédures urgentes	procédures simplifiées
en matière civile ?	6	5
en matière pénale ?	4	5
en matière administrative ?	6	1

**Exemple d’une procédure simplifiée en matière pénale :
L’amende forfaitaire au Maroc**

Au Maroc existe une procédure d’amende forfaitaire : cette procédure est applicable aux infractions punissables d’une peine d’amende de 5000 dirhams maximum et pour lesquelles n’existent pas de victime.

L’art. 375 du code de procédure pénale, qui régit les contraventions, précise que le ministère public, lorsque l’infraction est punie d’une amende constatée dans un procès verbal et en l’absence de victimes, peut proposer le paiement d’une amende forfaitaire égale à la moitié du montant maximum de la peine. Selon l’art. 383 du code de procédure pénale, le juge est ensuite libre d’homologuer ou non la requête du Ministère Public acceptée par l’auteur des faits.

Il est également notable que dans certains Etats partenaires, les tribunaux et les avocats ont la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (date de présentation des dossiers, fixation de délais pour conclure, fixation des dates d’audience, *etc.*). Ces accords se généralisent dans différentes parties du monde, en raison de la confiance accrue qui naît ainsi entre les professionnels de la justice et surtout du gain de temps pour la procédure (baisse du nombre de manœuvres dilatoires), qui favorise ainsi l’accès à la justice des usagers.

Tableau 52 : Possibilité d'accord entre le tribunal et les avocats des parties sur les modalités de traitement des affaires (date de présentation des dossiers, fixation de délais pour conclure, fixation des dates d'audience, etc.).

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie			
Israël	X		
Jordanie		X	
Maroc		X	
Palestine	X		
Tunisie		X	

15. Statistiques sur le nombre d'affaires et la durée des procédures

Les questions relatives aux statistiques sur le nombre d'affaires et sur la durée des procédures sont, de toute évidence, celles qui ont posé le plus de problèmes aux Etats partenaires. En dépit d'un délai de recherches supplémentaires, pour certains Etats, peu d'informations ont pu être recueillies.

Quatre types d'affaires contentieuses différentes avaient été retenus : les procédures de divorces contentieux, les procédures contentieuses relatives aux licenciements, les procédures pour vols avec violence, les procédures pour homicides volontaires.

En fin de compte, seules l'Algérie et la Tunisie ont été en mesure de fournir l'ensemble des informations nécessaires.

Tableau 53 : Statistiques relatives au nombre d'affaires, en 2008

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier 2008	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Algérie	Divorces contentieux	50778	47376	14602
	Licenciements	13572	11447	5085
	Vols avec violence	9803	9855	476
	Homicides volontaires	610	615	48
Israël	Divorces contentieux	NA	NA	NA
	Licenciements	NA	NA	NA
	Vols avec violence	NA	NA	NA
	Homicides volontaires	0	0	0
Jordanie	Divorces contentieux	NA	NA	NA
	Licenciements	NA	NA	NA
	Vols avec violence	3 333	2 045	NA
	Homicides volontaires	150	30	NA
Maroc	Divorces contentieux	47 945	35 310	12 635
	Licenciements	NA	NA	NA
	Vols avec violence	5 902	NA	NA
	Homicides volontaires	426	NA	NA
Palestine	Divorces contentieux	NA	NA	NA
	Licenciements	NA	NA	NA
	Vols avec violence	NA	NA	NA
	Homicides volontaires	NA	NA	NA
Tunisie	Divorces contentieux	3 684	12 776	4 425
	Licenciements	2 829	6 123	2 544
	Vols avec violence	645	2 130	513
	Homicides volontaires	54	178	43

Pour l'Algérie et la Tunisie, il a donc été possible de calculer le taux de variation du nombre d'affaires pendantes entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2008 : le calcul s'opère de la façon suivante :

$$\text{Taux de variation (en \%)} = \frac{\text{Nombre d'affaires résolues}}{\text{Nombre d'affaires entrantes}} \times 100$$

Un taux de variation du nombre d'affaires pendantes proche de 100% signifie que le système judiciaire est en mesure de traiter un nombre d'affaires proche de celui qu'il reçoit.

Un taux supérieur à 100% signifie que le système judiciaire traite au cours de l'année plus d'affaires qu'il ne lui en est soumis au cours de la même période : il est en mesure de diminuer un éventuel stock d'affaires pendantes.

Un taux inférieur à 100% signifie que le système judiciaire traite au cours de l'année moins d'affaires qu'il ne lui en est soumis au cours de la même période : il est susceptible de créer ou d'augmenter un stock d'affaires pendantes et de susciter des retards préjudiciables pour les usagers.

En rapportant le taux de variation calculé au nombre d'affaires nouvelles pour 100.000 habitants (en 2008), on peut faire apparaître, dans un même tableau, l'importance du contentieux et l'efficacité de la réponse apportée par l'institution judiciaire :

Tableau 54 : Nombre d'affaires nouvelles pour 100.000 habitants rapportés au taux de variation du stock d'affaires pendantes (en 2008)

		Nombre d'affaires nouvelles pour 100.000 habitants, en 2008	Clearance rate (taux de variation du stock d'affaires pendantes, en 2008)
Divorces contentieux	Algérie	149,02	93,3 %
	Tunisie	123,69	94,2 %
Licenciements	Algérie	39,83	84,3 %
	Tunisie	59,28	104,6 %
Vols avec violence	Algérie	28,76	100,5 %
	Tunisie	20,62	106,2 %
Homicides volontaires	Algérie	1,79	100,8 %
	Tunisie	1,72	106,1 %

Il est également possible de calculer le ratio de rotation et la durée estimée d'écoulement du stock.

Le ratio de rotation mesure sur une année la proportion d'affaires (catégorie par catégorie) qui est résolue par rapport au stock d'affaires pendantes :

$$\text{Ratio de rotation} = \frac{\text{Nombre d'affaires résolues}}{\text{Nombre d'affaires non résolues en fin de période}}$$

Un ratio de rotation élevé signifie que le système judiciaire traite un nombre élevé d'affaires au regard du nombre d'affaires restant pendantes en fin de période. Un ratio de rotation faible signifie que le système judiciaire traite peu d'affaires au regard du nombre d'affaires restant pendantes en fin de période.

La durée estimée d'écoulement du stock d'affaires pendantes est un indicateur qui permet d'apprécier de manière prospective la durée (en jours) nécessaire pour qu'une affaire pendante soit résolue :

$$\text{Durée estimée d'écoulement du stock} = \frac{365}{\text{Ratio de rotation}}$$

Tableau 55 : Ratio de rotation et durée estimée d'écoulement du stock (en jours), en 2008.

		Ratio de rotation	Durée estimée d'écoulement du stock d'affaires pendantes (en jours)
Divorces contentieux	Algérie	3,24	112
	Tunisie	2,72	134
Licenciements	Algérie	2,25	162
	Tunisie	2,52	144
Vols avec violence	Algérie	20,70	17
	Tunisie	4,41	82
Homicides volontaires	Algérie	12,81	28
	Tunisie	4,40	83

Tableau 56 : Statistiques relatives à la durée moyenne des procédures, en 2008

		% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne, en jours)	2ème instance (durée moyenne, en jours)	Total de la procédure (moyenne durée totale, en jours)
Algérie	Divorces contentieux	NAP	00	90 à 120	90 à 120	180 à 240
	Licenciements	NAP	00	90	NAP	90
	Vols avec violence	NAP	00	15 (correctionnel) 90 (criminel)	30 (correctionnel) NAP (criminel)	45 (correctionnel) 90 (criminel)
	Homicides volontaires	NAP	00	90	NAP	90
Israël	Divorces contentieux	NA	NA	NA	NA	NA
	Licenciements	NA	NA	NA	NA	NA
	Vols avec violence	NA	NA	NA	NA	NA
	Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA	NA
Jordanie	Divorces contentieux	NA	-	-	-	-
	Licenciements	NA	-	-	-	125
	Vols avec violence	NA	-	-	-	73
	Homicides volontaires	NA	-	-	-	110
Maroc	Divorces contentieux	NA	NA	NA	NA	NA
	Licenciements	NA	NA	244	NA	NA
	Vols avec violence	NA	NA	NA	NA	NA
	Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA	NA
Palestine	Divorces contentieux	NA	NA	NA	NA	NA
	Licenciements	NA	NA	NA	NA	NA
	Vols avec violence	NA	NA	NA	NA	NA
	Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA	NA
Tunisie	Divorces contentieux	16,1%	8,6%	132	171	139
	Licenciements	48,4%	8%	136	268	180
	Vols avec violence	51,4%	4%	51	86	62
	Homicides volontaires	98,7%	8,1%	82	111	96

Tableau 57 : Statistiques relatives à la durée moyenne des procédures (en 2008) au regard de la durée estimée d'écoulement du stock d'affaires pendantes (en jours)

	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne, en jours)	Durée estimée d'écoulement du stock d'affaires pendantes (en jours)	2ème instance (durée moyenne, en jours)	Total de la procédure (moyenne durée totale, en jours)
Algérie	Divorces contentieux	90 à 120	112	90 à 120	180 à 240
	Licenciements	90	162	NAP	90
	Vols avec violence	15 (correctionnel) 90 (criminel)	17	30 (correctionnel) NAP (criminel)	45 (correctionnel) 90 (criminel)
	Homicides volontaires	90	28	NAP	90
	Divorces contentieux	132	134	171	139
Tunisie	Licenciements	136	144	268	180
	Vols avec violence	51	82	86	62
	Homicides volontaires	82	83	111	96

VII. La présentation des décisions de Justice

La présentation des décisions de justice est un élément important de l'accès à la justice pour au moins deux raisons.

D'une part, la décision de justice, parce qu'elle constitue un lien direct entre les juges et les justiciables, ne doit pas seulement être juridiquement fondée : la forme doit prolonger le fond pour donner aux justiciables la conviction d'avoir été entendus, sinon exaucés dans leurs requêtes. En quelque sorte, une bonne présentation des décisions de justice favorise, par écrit, l'accès à la justice, là où une bonne prestation du tribunal favorise cet accès à l'oral.

D'autre part, les juges venant de rendre justice sont appréciés des observateurs – qu'ils soient simples citoyens, praticiens du droit ou universitaires – par le biais de la décision qu'ils ont prise. Il est donc particulièrement important que ces personnes en quête d'informations puissent la trouver dans un cadre clair et précis, lequel dépend souvent pour une large part de la présentation des décisions.

Au sein de tous les Etats partenaires, il est de règle que les motifs d'une décision reprennent systématiquement tous les points de désaccord des parties pour y apporter des réponses de manière exhaustive. De la même manière, la décision se doit d'exposer systématiquement dans ses motifs le raisonnement du juge de manière détaillée.

Pour faciliter ces démarches, les magistrats des Etats partenaires bénéficient tous de formation spécifique pour que le prononcé et les motifs de leurs décisions soient compréhensibles. De plus, la plupart des systèmes judiciaires – à l'exception d'Israël – évolue dans un ou plusieurs cadres formels stricts, à respecter quel que soit le type d'affaire concerné et le degré de juridiction (juridictions du fond ou juridiction suprême) où l'affaire est entendue. Ainsi, en Algérie, les décisions judiciaires doivent respecter le cadre formel indiqué dans les textes du code de procédure civile et administrative (art. 275, 276 du CPCA) comme du code procédure pénale (art 379 du CCP). En Jordanie, les règles de procédure civile édictent les éléments de validité de toute décision judiciaire, sous peine de nullité. Au Maroc, l'article 50 du Code de procédure civile détaille les éléments obligatoires devant figurer dans l'acte. En Tunisie, l'article 168 du Code de procédure pénale et l'article 123 du Code de procédure civile et commerciale précisent les formalités à respecter.

Tableau 58 : existence d'un cadre formel obligatoire pour la présentation des décisions devant les juridictions du fond :

Les décisions judiciaires doivent-elles respecter un cadre formel particulier devant les juridictions du fond :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires civiles et commerciales	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires pénales	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires administratives	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui

Tableau 59 : existence d'un cadre formel obligatoire pour la présentation des décisions devant les juridictions suprêmes :

Les décisions judiciaires doivent-elles respecter un cadre formel particulier devant la juridiction suprême :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	-	Oui
affaires civiles et commerciales	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires pénales	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires administratives	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui

Voici deux exemples illustrant ces cadres formels obligatoires, l'un en matière civile (Maroc), l'autre en matière pénale (Tunisie) :

**Exemple de cadre formel en matière civile :
Code de procédure civile du Royaume du Maroc**

En vertu de l'article 50 du Code de procédure civile :

Les jugements sont rendus en audience publique. Ils portent l'intitulé suivant :

Royaume du Maroc ; Au Nom de Sa Majesté le Roi

Ils comportent le nom du juge qui a rendu la décision, du ministère public, le cas échéant, et du greffier, ainsi qu'en matière sociale, éventuellement, les noms des assesseurs.

Ils mentionnent les noms, prénoms, qualité ou profession, domicile ou résidence des parties, ainsi que, s'il y a lieu, les noms, qualité et domicile des mandataires.

Ils précisent la présence ou l'absence des parties ou le visa des certificats de convocation.

Ils contiennent mention de l'audition des parties présentes ou de leurs mandataires et des conclusions du ministère public, le cas échéant.

Ils rappellent les conclusions des parties, l'analyse sommaire de leurs moyens, le visa des pièces produites et des dispositions législatives dont ils font application.

Mention y est faite que les débats ont eu lieu en audience publique ou à huis clos et que le jugement a été rendu en audience publique.

Ils doivent toujours être motivés.

**Exemple de cadre formel en matière pénale :
Code de procédure pénale de Tunisie**

En vertu de l'article 168 du Code de procédure pénale :

Tout jugement indique :

- 1) *Le tribunal qui statue, les noms des magistrats, du représentant du Ministère public et du greffier qui ont siégé et la date de la décision*
- 2) *Les noms, prénoms, profession, résidence et antécédents judiciaires des prévenus*
- 3) *L'objet de l'inculpation*
- 4) *Les motifs en fait et en droit de la décision, même en cas d'acquittement*
- 5) *Le dispositif prononçant la condamnation ou l'acquittement du prévenu et l'indication des textes de la loi répressive dont il est fait application*
- 6) *La liquidation des dépens*

En raison du développement de l'informatique et du caractère répétitif de certains types de contentieux, des « masques » sont utilisés dans tous les Etats partenaires : il s'agit de décisions standards (ou de larges extraits de décisions) permettant de reprendre un canevas préétabli qu'il convient ensuite d'adapter à l'affaire traitée pour personnaliser la décision. Tous les types de contentieux sont concernés, à l'exception au Maroc des affaires administratives.

Tableau 60 : type de contentieux au sein desquels des décisions standards (ou de larges extraits de décisions) sont susceptibles d'être utilisées :

Si oui, veuillez préciser dans quel(s) type(s) de contentieux :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
affaires familiales	Oui	Oui	Oui	Oui	-	Oui
affaires civiles et commerciales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires pénales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
affaires administratives	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui

Il était demandé aux Etats partenaires d'indiquer si la motivation des décisions rendues par les juges de leur système judiciaire suffisait à guider clairement les parties, c'est-à-dire à leur faire comprendre le sens de la décision et à leur faire accepter les arguments qui la soutiennent.

Dans l'ensemble, les réponses des Etats partenaires reflètent des taux d'acceptation élevés, mais ne précisent toutefois pas la source de l'estimation ni l'existence éventuelle d'études.

Tableau 61 : Adéquation de la motivation des décisions au regard de l'attente de justice des parties

La motivation des décisions suffit-elle à guider clairement les parties dans leur acceptation de l'équité et de la légalité des décisions ?						
	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Algérie		X				
Israël		X				
Jordanie			X			
Maroc	X					
Palestine		X				
Tunisie		X				

Tableau 62 : tableau synthétique relatif à la motivation des décisions au sein des Etats partenaires :

CRITERES	TOTAL (/36)
Motivation adéquate des décisions	30

VIII. L'accès à la Justice des personnes vulnérables

16. Indemnisation des victimes d'infraction

Au sein des Etats partenaires, s'il existe le plus souvent un système permettant à la victime d'une infraction de poursuivre en justice l'auteur des faits pour lui demander des dommages et intérêts à hauteur de son préjudice, il n'existe en revanche pas l'équivalent d'un fonds de garantie permettant l'indemnisation des victimes en cas d'auteur insolvable. Il ne paraît pas non plus possible pour la victime de présenter la décision définitive d'indemnisation à un organisme qui lui avancera les fonds et se subrogera à la victime pour se retourner contre l'auteur des faits.

Les études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes sont très rares. Seule la Jordanie évoque l'existence d'une telle étude et encore se limitent-elles aux études menées par les assurances, et non au recouvrement de l'ensemble des dommages-intérêts prononcés par les juges. De telles études sont pourtant d'une grande importance, puisqu'elles sont seules susceptibles de mesurer l'application effective des décisions des juges. Les Etats partenaires sont fortement invités à en mettre en place pour contrôler la réalité pratique de l'accès à la justice des victimes ayant obtenu gain de cause.

17. Accès à la langue de la procédure

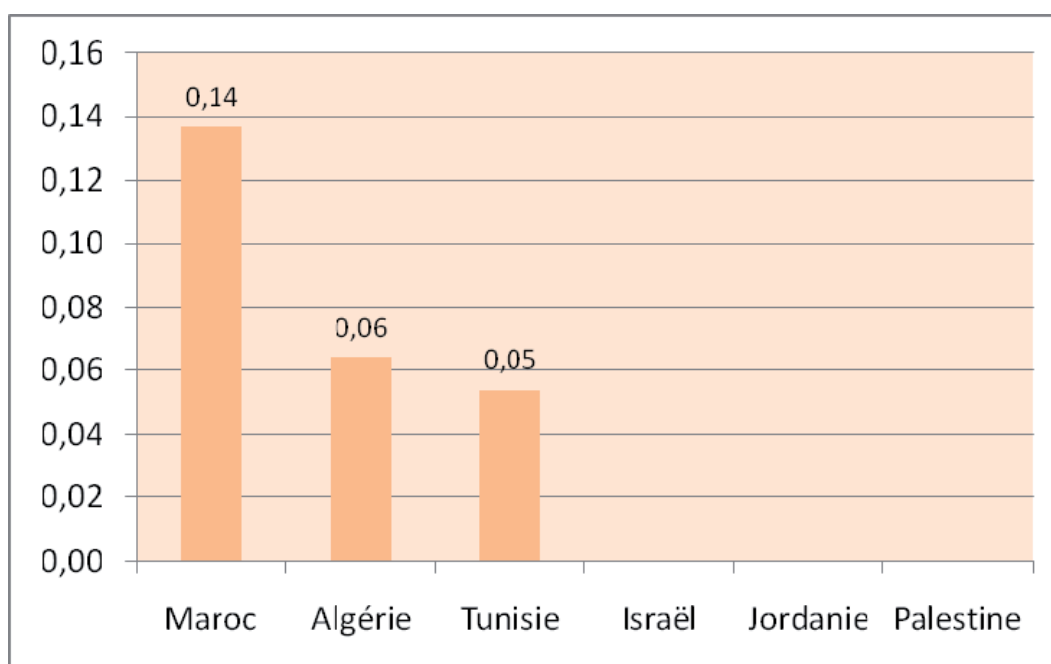
Les Etats partenaires au sein desquels existent de fortes minorités linguistiques mettent en place une version officielle des textes législatifs (Constitution, codes, Journal officiel, *etc.*) dans les langues concernées (par ex. arabe pour Israël, français pour la Tunisie).

Les personnes, souvent d'origine étrangère, ne parlant pas la langue de la procédure n'ont, en revanche, que rarement accès à une version officielle des textes législatifs dans leur propre langue. Les seules exceptions semblent être l'Algérie et le Maroc, où les textes sont traduits, en plus du français (Algérie), également en anglais, et parfois en espagnol (Maroc). Elles ont, en revanche, droit à un interprète, sans frais supplémentaire, dans la totalité des Etats partenaires et quel que soit le type d'affaire concerné (familial, civil et commercial, pénal, administratif). Les interprètes peuvent être disponibles au sein même de certains tribunaux (dans la plupart des tribunaux de Jordanie et de Palestine, plus rarement en Israël), mais ils sont le plus souvent rattachés à un service extérieurs ou indépendants, hypothèses impliquant souvent leur accréditation en tant qu'experts judiciaires (en Algérie : 0,51 interprète accrédité pour 100.000 habitants ; au Maroc : 1,06 interprète accrédité pour 100.000 habitants ; en Tunisie, 0,82 interprète accrédité pour 100.000 habitants). Quel que soit le mode choisi, les traducteurs interprètes restent, selon les Etats, facilement et rapidement mobilisables.

Tableau 63 : nombre d'interprètes ou traducteurs accrédités en tant qu'experts judiciaires en 2008.

Etats	Nombre de d'interprètes ou traducteurs accrédités en tant qu'experts judiciaires (au 1 ^{er} janvier 2008)	Source:
Algérie	173	Ministère de la Justice
Israël	0	The Court Management
Jordanie	NA	NA
Maroc	317	DAC – Ministère de la Justice
Palestine	-	-
Tunisie	85	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Graphique 14 : nombre d'interprètes (ou traducteurs accrédités) en tant qu'experts judiciaires par juge (en 2008).



18. Mesures relatives aux procédures

Les mesures relatives à la procédure de justice sont celles concernant la régulation de la procédure, au niveau des démarches, comme au niveau des conditions requises pour la pratique des actes de procédure.

En simplifiant les conditions requises pour pratiquer certains actes, l'accès à la justice des personnes handicapées peut être renforcé.

En Israël, au Maroc et en Tunisie, la juridiction est parfois amenée à se déplacer pour entendre certains témoins qu'un handicap ou une vulnérabilité empêche de se mouvoir facilement jusqu'au tribunal. En Tunisie, l'aide légale est accordée de plein droit devant les conseils de prud'hommes et à la victime de l'accident de travail ou de la maladie professionnelle ou à ses ayants droits devant toutes les juridictions.

Tableau 64 : simplification, au profit des personnes vulnérables, des conditions requises pour pratiquer certains actes.

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël		X	
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie	X		

Lorsque l'accent est mis sur l'oralité des procédures, les conditions de déroulement des actes judiciaires s'en voient modifier d'une manière qui peut profiter aux personnes handicapées. Ainsi, les démarches procédurales peuvent s'en voir accélérer, ce qui diminue les effets du retard de la décision judiciaire sur la situation des personnes handicapées. Ceci est particulièrement important dans le cadre de pathologies invalidantes évolutives. Ainsi, en Tunisie, la procédure devant le juge cantonal est simplifiée. Ce dernier est saisi par une simple requête écrite présentée par le demandeur ou son mandataire au greffe du tribunal cantonal. La procédure orale n'est pas exclue pour que le demandeur clarifie ses prétentions et l'objet de la demande. En matière de sécurité sociale, la loi n° 2003-15 du 15 février 2003 portant création de l'institution du juge de la sécurité sociale dispose que ce dernier est saisi par une déclaration verbale présentée au greffe du tribunal.

L'élaboration et la mise à disposition de formulaires faciles à utiliser et à comprendre permet d'inclure davantage la personne handicapée dans la procédure : elle devient ainsi davantage actrice de la procédure et elle l'apprécie davantage (dans les deux sens du terme français : elle se représente mieux ce qui se passe et en accepte davantage les conséquences). En pratique, cette adaptation des formulaires est d'autant plus nécessaire dans les cas où l'assistance juridique n'est pas obligatoire.

Tableau 65 : existence de formulaire faciles à utiliser mis à disposition des personnes vulnérables pour les aider dans leurs démarches procédurales (quand la représentation n'est pas obligatoire).

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël			X
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine		X	
Tunisie	X		

Note : la réponse d'Israël est ambiguë car elle fait référence à des formulaires sans que ceux-ci soient spécifiquement adaptés aux personnes vulnérables.

La participation des personnes handicapées à une procédure donne parfois lieu, lorsque la loi le permet, à une adaptation des procédures. Par exemple, cette adaptation peut aboutir à un recueil anticipé des preuves, voire à un examen anticipé de celles-ci.

Cela évite la répétition des déclarations et cela permet également de procéder à l'examen des preuves avant que le handicap ou la maladie de la personne concernée ne s'aggrave et rende impossible son interrogatoire ou contre-interrogatoire.

Ainsi, en Tunisie, l'article 69 du code de procédure pénale prévoit aussi que le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations si l'urgence résulte soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître, ou encore s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit.

Tableau 66 : possibilité de discuter la preuve de manière anticipée afin d'éviter que l'aggravation de la maladie ou du handicap rende impossible une discussion ultérieure

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	NAP	NAP	
Israël	X		
Jordanie	X		
Maroc	X		
Palestine	-	-	-
Tunisie	X		

A cet effet, il peut être utile d'enregistrer l'acte de procédure, auquel participe la personne handicapée, sur un support audiovisuel. De cette façon, il pourra être reproduit au cours des instances judiciaires successives.

Tableau 67 : possibilité d'enregistrer les déclarations des personnes vulnérables sur support audiovisuel.

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël		X	
Jordanie	X		
Maroc		X	
Palestine	-	-	-
Tunisie		X	

En Tunisie, un projet de loi relatif à l'instauration de mécanismes permettant la protection de l'enfant victime de violences physique ou sexuelle en cours d'enquête, d'instruction ou de jugement, est en cours d'élaboration. Il permettra au juge de la famille et aux officiers de police judiciaire d'entendre l'enfant victime de ces infractions à sa résidence ou au lieu où il se trouve. Le même projet de loi donnera la possibilité au juge d'instruction, si l'état de santé ou psychologique de l'enfant victime de ces infractions l'exige, de décider de sa non

comparution. Le juge d'instruction pourra, dans ce cas, utiliser les moyens audiovisuels pour procéder à son audition, en assurant les garanties légales nécessaires y afférentes.

19. Mesures relatives à l'organisation et à la gestion judiciaire

Les mesures relatives à l'administration de la justice sont celles concernant l'organisation et les modèles de gestion des organes du système judiciaire, afin que la forme même d'organisation du système judiciaire facilite l'accès à la justice des personnes handicapées.

Garantir l'accès à la justice d'une personne vulnérable peut parfois justifier, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, que des mesures soient prises, qui modifient l'organisation et la gestion judiciaire usuelles.

Ainsi, en Tunisie, la vulnérabilité peut servir à justifier un traitement prioritaire du dossier, quelle que soit la phase de la procédure : pré-sentencielle, sentencielle, ou post-sentencielle.

Pour affronter les craintes liées à la célébration d'un acte judiciaire, la personne handicapée a parfois besoin d'être accompagnée par un personnel spécialisé (psychologue, travailleur social, interprètes, traducteurs, etc.) ou par une personne qui la rassure émotionnellement (proche, etc.). Il est donc utile de s'interroger sur le bien-fondé de telles possibilités dans la procédure. Dans certains Etats, particulièrement en Jordanie, des structures pluridisciplinaires sont mises en place, si la personne vulnérable en fait la demande, afin d'améliorer la réponse que la justice peut lui offrir (par exemple, en cas de viols, en Jordanie, une assistance psychologique, une assistance sociale et une expertise médicale peuvent être mises en place par la Cour, qui règle l'ensemble des frais).

Tableau 68 : possibilité de structures pluridisciplinaires d'accompagnement pour usagers vulnérables.

Si la personne vulnérable (ou son représentant) en exprime le souhait, un accompagnement interdisciplinaire est-il mis en place pour améliorer la réponse du système judiciaire face à sa demande de justice (ex. juriste, médecin, psychologue, travailleur social, etc.) ?						
	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Algérie						X
Israël				X		
Jordanie		X				
Maroc					X	
Palestine						X
Tunisie						X

20. Information spécifique et présentation spécifique des décisions judiciaires

La personne handicapée mentale se révèle rapidement perdue lorsqu'elle vit une situation inhabituelle pour elle. Le handicap mental empêche en effet l'adaptation au milieu extérieur.

La personne handicapée, particulièrement celle atteinte de handicap mental, doit donc être informée au mieux des aspects importants de son intervention lors de la procédure judiciaire. Pourtant, de telles garanties n'existent pas au sein des Etats partenaires.

Tableau 69 : existence de garanties procédurales pour que la personne vulnérable soit dûment informée des aspects importants de ses interventions tout au long de la procédure judiciaire et de manière adaptée aux circonstances de sa vulnérabilité.

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie		X	
Israël		X	
Jordanie		X	
Maroc		X	
Palestine		X	
Tunisie		X	

L'information donnée sur l'intervention devrait au moins contenir les points suivants :

- La nature de l'acte judiciaire auquel la personne va participer
- Son rôle lors de cet acte
- Le type de soutien qu'elle peut recevoir pour cet acte en particulier et l'organisme ou l'institution chargé de l'aider

Si la personne vulnérable s'est constituée partie dans la procédure, ou peut l'être, il est de la responsabilité des autorités d'assurer qu'elle reçoive l'information pertinente pour protéger ses intérêts. Cette information devrait au moins inclure les points suivants :

- Le type de soutien ou d'assistance qu'elle peut recevoir dans le cadre des actions judiciaires
- Les droits qu'elle peut exercer au cours de la procédure
- La forme et les conditions dans lesquelles elle peut avoir accès au conseil juridique ou à l'assistance technico-juridique gratuite dans les cas où cette possibilité est envisagée par le système existant
- Le type de services ou organisations à qui elle peut s'adresser pour recevoir de l'aide

Au sein de certains Etats partenaires, une formation spécifique est délivrée à l'intention des magistrats, destinée à leur permettre de mieux apprécier la vulnérabilité particulière de certains justiciables ou de certains témoins (enfants, handicapés, *etc.*). Ainsi, l'Algérie et la Jordanie disposent d'un programme de formation spécifique à la justice des mineurs et la Tunisie encourage la formation continue de ses magistrats auprès de l'Institut Supérieur de la Magistrature et d'institutions spécialisées sur ces questions (la Tunisie encourage le même type de formation auprès des avocats par l'intermédiaire de l'Institut Supérieur de la profession d'avocat). Cette formation ne semble cependant pas couvrir certains aspects importants de la question : l'utilisation par écrit de termes et de syntaxe tenant compte de problèmes de compréhension particuliers des personnes vulnérables, ou l'apprentissage de réflexes oraux permettant de s'assurer que la personne vulnérable comprenne le procès, les

audiences, les comparutions et autres procédures judiciaires auxquelles elle participe (seule exception, la Palestine).

Tableau 70 : existence d'une formation spécifique des magistrats sur les questions de vulnérabilité.

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël		X	
Jordanie	X		
Maroc		X	
Palestine	X		
Tunisie	X		

Note : Le Maroc précise qu'un projet de coopération bilatérale avec le Danemark prévoit une formation spécifique pour les magistrats en matière de technique d'accueil.

21. Comparution dans les locaux judiciaires

La comparution en personne au sein des locaux judiciaires peut s'avérer nécessaire mais difficile pour certaines catégories d'usagers vulnérables (mobilité réduite, cécité, *etc.*)

Tous les tribunaux des Etats partenaires ne sont pas équipés d'accès facilités aux locaux. Une grande disparité entre les Etats peut être relevée.

Les tribunaux des Etats ne sont, en général, jamais pourvu de service d'accompagnement pour aider les personnes à mobilité réduite à progresser dans les bâtiments jusqu'aux salles d'audience (seule exception : la Tunisie).

Tableau 71 : Comparution dans les locaux judiciaires.

	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Les personnes à mobilité réduite (ex. handicapés, personnes âgées) ont-elles un accès facilité aux bâtiments judiciaires, tels que des rampes d'accès ou des parkings qui leur sont réservés ?	Israël	Algérie Tunisie	Jordanie	Maroc		Palestine
Un service d'accompagnement jusqu'aux salles audiences est-il prévu pour les personnes à mobilité réduite qui en expriment le souhait ?			Algérie Tunisie			Israël Jordanie Maroc Palestine

Tableau 72 : tableau synthétique indiquant les critères ayant le plus besoin d'efforts de la part des Etats partenaires dans le domaine de l'adaptation des procédures et de la comparution dans les locaux :

CRITERES	TOTAL (/36)
Equipe pluridisciplinaire	10
Accès facilité	24
Service d'accompagnement	12

IX. Evaluation de la Justice et confiance des citoyens

22. Conséquences des dysfonctionnements de la Justice

Il peut paraître surprenant qu'au sein d'une étude consacrée à l'accès à la justice figure un chapitre relatif aux conséquences des dysfonctionnements judiciaires.

En fait, ce thème ne sera abordé que sous l'angle des possibilités offertes aux usagers pour faire rétablir le bon fonctionnement de la justice durant une procédure ou pour obtenir réparation en cas de dysfonctionnement avéré ayant limité gravement son accès à la justice.

22.1. Procédures en cours : récusation

Au cours d'une procédure judiciaire, il est possible dans la plupart des Etats partenaires d'entamer une démarche pour obtenir la récusation d'un magistrat (seule exception, la Palestine).

En Algérie, selon les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale, la demande de récusation est formée par écrit et signé par le requérant puis elle est adressée au Président de la Cour d'appel ou de la Cour suprême selon la qualité du magistrat récusé. Le Président saisi statue sur la requête par ordonnance.

En Israël, la procédure est détaillée à la section 77A(a) de la loi sur l'organisation judiciaire de 1984 qui dispose que la partie qui souhaite récuser un magistrat doit d'abord présenter sa requête au magistrat. Si le magistrat ne se récuse pas, la partie demanderesse a le droit de faire appel de cette décision immédiatement devant la Cour suprême d'Israël (la plus haute instance). La Cour suprême va trancher la question légale (un seul juge) : « Existe-t-il des circonstances claires qui permettent d'appréhender une action partielle de la part du juge ».

En Jordanie, le droit de procédure civile a précisé les règles de récusation des juges en droit civil ou pénal.

Au Maroc, en vertu des articles 295 et 296 du Code de procédure civile, tout magistrat du siège peut être récusé quand il a, ou quand son conjoint a, un intérêt personnel, direct ou indirect, à la contestation ; quand il y a parenté ou alliance entre le magistrat ou son conjoint et l'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ; quand il y a procès en cours ou quand il y a eu procès terminé depuis moins de deux ans entre l'une des parties et le magistrat ou son conjoint ou leurs ascendants ou descendants ; quand le magistrat est créancier ou débiteur de l'une des parties ; quand il a précédemment donné conseil, plaidé ou postulé sur le différend ou en a connu comme arbitre ; s'il a déposé comme témoin ; quand il a dû agir comme représentant légal de l'une des parties ; s'il existe un lien de subordination entre le juge ou son conjoint et l'une des parties ou son conjoint ; s'il y a amitié ou inimitié notoire entre le juge et l'une des parties. La demande de récusation est alors formée suivant les règles établies pour les requêtes introductives d'instance. Elle est communiquée au juge contre qui elle est dirigée, lequel déclare, dans les dix jours, par écrit, son acquiescement à la

récusation, ou son refus de s'abstenir avec sa réponse aux moyens de récusation. S'il s'agit d'un magistrat du tribunal de première instance, la demande de récusation est, dans les trois jours de sa réponse, ou faute par lui de répondre, transmise à la cour d'appel qui statue dans les dix jours sur la récusation en chambre du conseil, le président du tribunal ayant, au préalable, entendu en leurs explications, la partie requérante et le magistrat récusé. S'il s'agit d'un magistrat d'une cour d'appel ou de la Cour suprême, il est statué suivant les mêmes formes et dans les mêmes délais par la cour d'appel ou la Cour suprême.

En Tunisie, les articles 296 et suivants du code de procédure pénale disposent que l'inculpé, la partie civile ou toute partie à l'instance qui, pour l'une des causes énoncées au code de procédure civile et commerciale, veut récuser un magistrat doit présenter à cet effet une requête au 1^{er} président de la Cour d'appel accompagnée de toute justification utile et précisant les faits pouvant motiver la récusation. Les articles 248 et suivants du code de procédure civile et commerciale traitent de la récusation des magistrats en matière civile.

22.2. Procédures terminées : indemnisation

Les justiciables peuvent également dans la plupart des Etats partenaires, entamer une procédure *a posteriori* pour se plaindre des dysfonctionnements de la Justice (Algérie, Israël, Jordanie, Tunisie).

Cette procédure peut être remplacée par, ou associée à, un système d'indemnisation pour les justiciables. Plusieurs cas de figure étaient proposés aux Etats partenaires : durée excessive de la procédure, non-exécution des décisions de justice, arrestation injustifiée ou condamnation injustifiée.

La durée excessive des procédures ne donne jamais lieu à un système d'indemnisation, ce qui peut trouver son explication, pour certains Etats (Maroc, Tunisie, par exemple), dans le peu de contentieux donnant lieu à un délai excessif.

Les dysfonctionnements pour lesquels existent le plus souvent une procédure d'indemnisation sont l'arrestation injustifiée (3 Etats) et la condamnation injustifiée (3 Etats), devant la non-exécution des décisions de justice (2 Etats).

En Algérie, les modalités de paiement des indemnisations prononcées par la commission d'indemnisation instituée auprès de la cour suprême en raison de la détention provisoire injustifiée et de l'erreur judiciaire sont fixées par le décret exécutif N°10-117 du 21/04/2010. En Israël, où aucun système d'indemnisation n'est institué, le justiciable qui pense être victime d'un dysfonctionnement de la justice doit entamer contre elle une action en demande d'indemnité. Les chances de succès et les montants alloués sont alors très variables. La non-exécution des décisions de justice et l'arrestation injustifiée peuvent tomber sous le coup d'une qualification pénale. En Tunisie, le système d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire ou d'une condamnation et dont l'innocence a été prouvée, a été instaurée par la loi n° 2002-94 du 29 octobre 2002.

Tableau 73 : existence de systèmes d'indemnisation pour les usagers en cas de dysfonctionnement de la justice.

Existe-t-il un système d'indemnisation pour les justiciables dans les circonstances suivantes :	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Durée excessive de la procédure ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
Non-exécution des décisions de justice?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>
Arrestation injustifiée ?	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	Oui
Condamnation injustifiée ?	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	Oui

22.3. Mesures disciplinaires et sanctions

En cas de manquement grave dans l'exercice de ses fonctions, un magistrat peut faire l'objet de sanctions disciplinaires. Par exemple, en Israël, il existe au sein du Ministère de la Justice un département dont la tâche est précisément de suivre les plaintes à l'encontre des personnels de justice.

Toutefois, les informations et les statistiques sur les mesures disciplinaires et les sanctions ne sont pas systématiquement accessibles au public et aux justiciables.

Tableau 74 : accès du public et des justiciables aux informations relatives aux mesures disciplinaires et aux sanctions à l'encontre des magistrats.

Etats	Oui	Non	Ne sait pas
Algérie	X		
Israël	X		
Jordanie		X	
Maroc	X		
Palestine	X		
Tunisie		X	

23. Rapports et études

Au sein des Etats partenaires, certains Etats rendent un rapport annuel relatif à la qualité et à l'efficacité du système judiciaire et ce rapport est présenté publiquement (Israël et Palestine). Toutefois, ce rapport ne fait jamais l'objet d'une discussion au Parlement (en Jordanie, il est présenté au Roi, mais n'est pas publié).

Certains Etats mettent en œuvre des commissions d'enquête lorsque des difficultés de fonctionnement du système judiciaire sont identifiées (Jordanie et Tunisie). Il s'agit alors de commission judiciaire (Jordanie, qui insiste sur l'importance de l'indépendance du système judiciaire) ou administrative (Tunisie, qui précise que ces travaux sont non publics et rattachées à l'inspection générale au Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme).

Les citoyens ne sont jamais consultés directement pour établir les priorités du système judiciaire (orientations budgétaires, priorités données à certains contentieux, *etc.*). En revanche, dans certains Etats (Jordanie, Maroc), les associations compétentes en matière judiciaire (victimes, consommateurs, *etc.*) sont invitées à jouer un rôle significatif dans l'amélioration du fonctionnement de la justice pour identifier les domaines d'actions prioritaire et les mesures à prendre, soit par le biais de conférences (y compris au cours des programmes de formation des juges, comme en Jordanie), soit par le biais de consultations.

En Algérie, il n'existe pas de présentation régulière de rapport aux citoyens, ni au Parlement. Lorsque des difficultés de fonctionnement du système judiciaire sont identifiées, il n'y a pas de mise en place de Commission d'enquête. Les citoyens et plus généralement la société civile (associations, *etc.*) ne sont pas incités à jouer un rôle significatif dans l'amélioration du fonctionnement de la justice ou dans l'établissement des priorités du système judiciaire (orientations budgétaires, priorités données à certains contentieux, *etc.*)

24. Communication

L'évolution de nos sociétés, des technologies et des mentalités obligent chaque jour un peu plus nos systèmes judiciaires à davantage de communication. Qu'il s'agisse de faire connaître aux citoyens sa justice ou de donner à la juridiction un visage et une parole permettant de faire passer un message clair dans les médias, la communication s'impose petit à petit comme un nouvel aspect de l'accès à la justice.

Au sein de tous les Etats partenaires, des efforts de proximité sont mis en œuvre pour que le fonctionnement et la qualité de la justice au niveau local soient davantage connus (débat publics, rencontre avec des associations, accueil d'élèves des écoles, *etc.*). Des « journées portes ouvertes » sont également organisées pour permettre aux citoyens de visiter les tribunaux (pas en Jordanie, même si la Justice – qui est publique – fait souvent l'objet de visites d'études scolaires).

Les disparités entre Etats sont plus prononcées lorsque ceux-ci doivent se prononcer sur l'existence, dans leurs juridictions, d'une personne en charge des relations avec la presse, spécialement formée à cette tâche (*media training*). Si la chose est plutôt rare en Jordanie, elle est en revanche très fréquente en Israël et en Palestine mais totalement inexistante au Maroc et en Tunisie.

Tableau 75 : existence d'une personne au sein du tribunal spécifiquement formé et chargé des relations avec la presse.

Les tribunaux disposent-ils chacun d'une personne en charge des relations avec la presse, formée à cette tâche ?						
	Oui, toujours	Oui, dans l'extrême majorité des cas	Oui, dans la plupart des cas	Oui, mais plutôt rarement	Oui, mais très rarement	Non, jamais
	100% des cas	Plus de 90%	51% à 90%	11% à 50%	Moins de 10%	0% des cas
Algérie	X					
Israël	X					
Jordanie					X	
Maroc						X
Palestine		X				
Tunisie						X

Tableau 76 : tableau synthétique concernant le domaine des relations de la juridiction avec la presse :

CRITERES	TOTAL (/36)
Motivation adéquate des décisions	21

25. Confiance du public, confiance des justiciables

L'existence, au sein des Etats partenaires, d'enquêtes de satisfaction adressée au public, aux justiciables et aux professionnels de la justice peut permettre d'apprécier la confiance dont jouit le service de la justice, mais également le degré de satisfaction au regard du service rendu. À ce titre, les enquêtes de satisfaction apparaissent comme un outil essentiel de mesure de la performance des tribunaux en termes de qualité et d'efficacité. L'accès à la justice peut alors être mesuré sur la base d'éléments qualitatifs et endogènes aux usagers.

Les Etats n'ont pas tous mis en place des enquêtes de satisfaction : celles-ci n'existent tout simplement pas en Algérie. Parmi les Etats qui les pratiquent, des distinctions doivent être faites en fonction des panels interrogés : il peut s'agir de juges, de personnels des tribunaux, de procureurs, d'avocats, de citoyens présents en tant qu'usagers des tribunaux ou d'autres usagers. Aucun Etat ne pratique les enquêtes pour l'ensemble de ces catégories.

Tableau 77 : existence au sein des Etats partenaires d'enquêtes de satisfaction au regard du service de la justice.

Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des justiciables ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
enquêtes (de satisfaction) auprès des juges	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>
enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>
enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs	<i>Non</i>	Oui	Oui	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui	<i>Non</i>
enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui	Oui
enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>	Oui	Oui	Oui

Les enquêtes les plus fréquemment menées concernent les avocats et les citoyens présents en tant qu'usagers des tribunaux. Viennent ensuite les juges et seulement ensuite le personnel des tribunaux et le parquet. La catégorie des autres usagers des tribunaux regroupent des réalités très différentes (opérateurs économiques, *etc.*).

Tableau 78 : groupes de professionnels ou d'usagers des tribunaux concernés par les enquêtes de satisfaction.

Enquêtes (de satisfaction)...	Nombres d'Etats
...auprès des juges	3
...auprès du personnel des tribunaux	2
... auprès des procureurs	2
... auprès des avocats	4
... auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)	4
...auprès d'autres usagers des tribunaux	4

Tableau 79 : informations supplémentaires sur les enquêtes de satisfaction conduites au sein des Etats partenaires.

Etats	Si oui, préciser
Algérie	NAP
Israël	-
Jordanie	NAP
Maroc	Enquête sur la perception des juridictions commerciales et du RC par les opérateurs économiques; et de la capacité de communication du Ministère de la justice par les citoyens et les justiciables, juin 2004 (V. le site web du ministère de la justice).
Palestine	Ces enquêtes sont organisées par les projets de développement soutenus par des donateurs et publié au sein du rapport annuel sur la qualité de la justice.
Tunisie	Les rapports du citoyen superviseur (Décret n° 147 du 18 Janvier 1993 portant création de l'équipe du citoyen superviseur) sont envoyés aux différents départements concernés afin de remédier aux anomalies constatées.

Il est préférable de mener des enquêtes tant au niveau national qu'au niveau local (c'est-à-dire de quelques tribunaux représentatifs) afin de saisir tant le sentiment général que la complexité de la mise en pratique sur le terrain.

Enfin, il est également important de tenir compte de la fréquence des enquêtes de satisfaction. Une enquête répétée de façon régulière intègre un facteur temporel permettant de saisir l'évolution de la satisfaction et d'éclairer les résultats obtenus à la lumière des efforts mis en œuvre, par exemple dans le domaine de l'accès à la justice. Seule la Palestine mène des enquêtes régulières (au niveau des tribunaux) : cette pratique lui a permis de mesurer la satisfaction croissante des citoyens envers la justice et de l'expliquer non seulement par des facteurs extérieurs (stabilité, sécurité, amélioration de la situation économique) mais aussi par des facteurs propres au système judiciaire (renforcement du taux d'exécution des jugements prononcés).

Tableaux 80 et 81 : classification des Etats partenaires en fonction du niveau et de la fréquence des enquêtes de satisfaction.

	Enquête régulière	Enquête occasionnelle
Enquête au niveau national	Jordanie	Israël Maroc Tunisie
Enquête au niveau des tribunaux	Palestine	Israël Maroc

	Fréquence des enquêtes		Niveau des enquêtes	
	Régulière	Occasionnelles	National	Local (tribunaux)
Algérie	NAP	NAP	NAP	NAP
Israël		X	X	X
Jordanie	X		X	
Maroc		X	X	X
Palestine	X			X
Tunisie		X	X	

X. Coopération internationale

Dans un contexte de mobilité internationale grandissante des usagers, la coopération interétatique est un facteur clé de l'accès à la justice. Qu'elles soient déclinées en matière civile ou pénale, les règles et procédures mises en œuvre témoignent aujourd'hui dans les Etats partenaires de véritables efforts, laissant cependant encore place à de larges avancées.

26. Coopération civile internationale

26.1. Les points forts

En Algérie, à travers la mise en œuvre des instruments internationaux de coopération ce sont les commissions rogatoires, la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires, l'exéquatur, le droit à l'assistance judiciaire (ouvert au justiciable étranger au même titre que le national) qui semblent former l'essentiel de la coopération civile internationale.

En Israël, l'expérience en matière de coopération civile – et plus précisément familiale – est relativement importante du fait d'une immigration et d'une émigration soutenues. Israël a ainsi coopéré avec de nombreux pays concernant la question des obligations alimentaires en vertu de la Convention de New-York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger, et en vertu du Mémorandum of Understanding signée avec le gouvernement des Etats-Unis relatif au recouvrement mutuel des aliments. Israël est également signataire de la Convention du 25 octobre 1980 relative aux aspects civils des enlèvements internationaux d'enfants et a une riche expérience dans ce domaine.

Le Maroc dispose de nombreuses conventions de coopération internationale, bilatérale ou multilatérale, disponibles sur le site Internet du Ministère marocain de la justice (<http://justice.gov.ma> rubrique « Ministère » puis « conventions »). Il a également institué dans son arsenal de coopération des magistrats de liaison (avec la Belgique, l'Espagne, la France, *etc...*).

Qu'est-ce qu'un magistrat de liaison ?

Synthèse inspirée du site de l'Union européenne (<http://europa.eu>)

Les systèmes juridiques et judiciaires des États sont différents. Partant de l'évidence de ce constat, certains Etats – d'abord européen, puis extra-européens (Maroc, Chine, Etats-Unis, *etc.*) –, ont adopté des accords visant à améliorer la rapidité et l'efficacité de la coopération judiciaire, et à faciliter la compréhension réciproque des systèmes.

Ces accords ont permis l'envoi ou l'échange de magistrats ou de fonctionnaires particulièrement experts en procédures de coopération judiciaire, dénommés "magistrats de liaison", entre les États signataires, sur

la base d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux.

Les fonctions des magistrats de liaison comprennent normalement toute activité en vue de favoriser et d'accélérer, notamment par l'établissement de contacts directs avec les services compétents et avec les autorités judiciaires de l'État d'accueil, toutes les formes de coopération judiciaire en matière pénale et civile.

Les fonctions des magistrats de liaison peuvent également inclure, sur la base des arrangements conclus entre l'État d'envoi et l'État d'accueil, toute activité en vue d'assurer des fonctions d'échange d'informations et de données statistiques, visant à favoriser la connaissance mutuelle des systèmes respectifs et des banques de données juridiques des États intéressés, ainsi que les relations entre les professions juridiques propres à chacun de ces États.

Les États signataires s'informent mutuellement sur les initiatives déjà en cours ainsi que sur celles prises en vue de la mise en œuvre de leur accord.

Le Maroc est le premier Etat hors Europe communautaire à avoir pu bénéficier d'un échange de magistrat de liaison avec un Etat communautaire (Espagne, en 2004).

Le Maroc développe également son propre réseau de coopération internationale (Réseau Marocain de Coopération Internationale, RMCJI), lequel a été présenté à l'ONU.

Qu'est-ce que le Réseau Marocain de Coopération Judiciaire Internationale (RMCJI) ?

Synthèse inspirée du site du RMCJI (<http://www.justice.gov.ma/rmcji>)

Le Réseau Marocain de Coopération Judiciaire Internationale (RMCJI) est un groupe composé d'une cinquantaine de magistrats experts en coopération judiciaire internationale ayant pour mission de faciliter, d'améliorer et de promouvoir l'entraide judiciaire internationale demandée ou octroyée par le Maroc, à travers l'assistance active et l'appui aux autorités judiciaires concernées, tant nationales qu'étrangères, en établissant des contacts informels entre elles, avec deux possibilités d'action :

- En donnant suite aux consultations demandées par les autorités judiciaires, par une intervention informelle n'excluant pas le respect parallèle des mécanismes formels de coopération prévus dans les conventions en vigueur ;
- En contribuant à la création d'outils susceptibles de faciliter, d'améliorer et de promouvoir la coopération judiciaire internationale.

Le RMCJI a été donc conçu comme un instrument devant servir, de façon directe, aux autorités judiciaires locales et étrangères et, de façon indirecte, aux autorités administratives locales et étrangères concernées par la

coopération. A l'instar d'autres réseaux européens et ibéro-américains déjà existants, le RMCJI apparaît ainsi comme une solution pragmatique destinée à surmonter, d'une part, les défaillances du modèle traditionnel de la coopération judiciaire face aux nouveaux défis et, d'autre part, les faiblesses qui ont été constatées lors du diagnostic effectué sur la réalité de la coopération au Maroc. Cette solution est envisageable surtout en termes de formation, de dotation en moyens d'accès à l'information et de contacts directs pour un groupe restreint de magistrats qui seront, dans une première phase, les seuls à bénéficier de l'ensemble des ressources disponibles, afin qu'ils puissent ultérieurement transférer leurs acquis aux autres magistrats.

Les fonctions dévolues aux membres du Réseau ne sont pas de nature judiciaire, c'est-à-dire que les magistrats qui en font partie n'interviennent pas en tant que magistrats dans l'exercice de leurs fonctions au sein du Réseau. C'est pour cette raison que leur intervention *ès-qualité* doit être compatible avec le plein respect de l'autorité judiciaire qui requiert ou exécute l'acte de coopération. Les points de contact conseillent, informent ou agissent comme intermédiaires ou coordonnateurs actifs, mais au-delà de ces interventions, ils ne peuvent exercer aucune influence sur la procédure judiciaire relative aux demandes de coopération transmises ou reçues.

La Tunisie précise, pour sa part, qu'au sein de son ordre juridique, les conventions internationales d'entraide judiciaire, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales ont, une fois ratifiées et publiées au Journal Officiel, une valeur supérieure à la loi nationale (article 32 de la Constitution tunisienne). Ces conventions traitent des questions procédurales en matière commerciale permettant des dérogations à la loi nationale et facilitant l'accès à la justice des citoyens étrangers. En matière commerciale, la Tunisie est liée avec d'autres pays par des conventions d'entraide judiciaire comme la Convention de New-York sur la reconnaissance des sentences arbitrales étrangères et de leurs exécutions (1958), la Convention arabe de Riad sur la coopération judiciaire (1983) et la Convention arabe d'Amman sur l'arbitrage commercial (1987). La Tunisie est également liée par des conventions bilatérales d'entraide judiciaire avec des Etats étrangers (« pays frères et amis »). Celles-ci permettent essentiellement d'assimiler le citoyen étranger au national quant aux droits et garanties d'accès à la justice leur permettant, par exemple, d'accéder à l'aide légale, d'obtenir des délais raisonnables pour les notifications, un échange plus fluide et efficace d'information entres ministères et responsables concernés, *etc.* En matière familiale, au niveau bilatéral, la Tunisie est liée avec plusieurs pays par des conventions en matière civile, plus spécifiquement des conventions sur le statut personnel. Dans ce cadre, la Tunisie est liée avec 5 pays par des conventions bilatérales spécifiques aux questions familiales (La France, la Belgique, la Suède, la Norvège et le Maroc). Sur le plan multilatéral, la Tunisie est partie à la Convention de New-York de 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger. Les informations nécessaires pour les affaires en justice et les questions procédurales ou administratives concernant le service de la justice en Tunisie sont consultables depuis l'étranger, ainsi que les conventions d'entraide judiciaire ratifiées par la Tunisie, en consultant le portail Internet (<http://www.e-justice.tn>) mis en place par le Ministère de la justice et des Droits de l'Homme.

La Jordanie a indiqué, quant à elle, son implication au sein de nombreuses conventions bilatérales ou multilatérales, sans apporter toutefois de précisions supplémentaires.

26.2. Les points restants à améliorer

Les disparités entre les Etats partenaires sont nombreuses au sujet de la coopération internationale en matière civile, ce qui est d'autant plus ennuyeux qu'il s'agit précisément là d'un des facteurs d'efficacité de cette coopération. L'accès à la justice serait évidemment renforcer si les Etats s'inspiraient les uns des autres pour parvenir à davantage d'harmonisation.

Les Etats étaient également invités à préciser spontanément les points restants, selon eux, à améliorer dans le domaine de la coopération internationale civile.

En Algérie, les champs d'action les plus évidents semblent être les contradictions des jugements algéro-étrangers ainsi que l'exéquatur des jugements étrangers en matière d'exercice des droits de visite et de garde.

Selon Israël, particulièrement tourné vers l'aspect familial de la problématique, il existe à la fois des tribunaux civils et religieux en matière familiale. La question de la compétence est complexe, lorsqu'il s'agit de savoir quel système judiciaire est compétent pour trancher le litige en matière familiale entre deux parties qui partagent la même religion reconnue. Comme il n'existe aucun tribunal religieux officiellement reconnu en Europe (à l'exception d'un tribunal religieux en Grèce) ou aux Etats-Unis, il arrive que des parties qui ne résident pas en Israël mais qui souhaitent bénéficier du système judiciaire israélien, ne comprennent pas quel tribunal est compétent pour juger leur affaire.

La Jordanie précise, quant à elle, que la priorité lui paraît être l'organisation de séances de formation sur la coopération internationale civile à l'intention des professionnels de la justice.

Pour le Maroc, l'objectif est le même, généraliser l'information sur la coopération judiciaire, mais également densifier le réseau (conventionnel et personnel) de cette coopération.

La Tunisie précise pour sa part avoir commencé un travail de rénovation et de modernisation des anciennes conventions bilatérales, ceci a été fait avec deux pays arabes pour le moment, à savoir la Syrie et le Maroc. Elle ajoute qu'il est toujours possible d'améliorer les services d'accès à la justice existant, en utilisant les moyens modernes de communication et de diffusion de l'information, mais dans la mesure où les moyens financiers et techniques le permettent. Sur le plan législatif, la Tunisie se dit prête à s'inspirer des meilleures pratiques au niveau international, tant qu'elles sont conformes aux législations et aux moyens disponibles.

27. Coopération pénale internationale

27.1. Les points forts

Bon nombre de points forts présentés dans le cadre de la coopération civile internationale sont également des points forts en matière pénale. La spécificité de la matière pénale permet toutefois de noter quelques différences.

En Algérie, les questions d'extradition, d'entraide judiciaire et d'échange d'informations semblent compter au nombre des points forts.

En Israël, l'entraide et la coopération internationale en matière pénale sont menées en vertu de la loi sur l'entraide judiciaire internationale et en application des traités bilatéraux et multilatéraux. En vertu de la section 47 de la loi israélienne sur l'entraide judiciaire internationale, Israël peut requérir l'entraide judiciaire afin d'obtenir des preuves lorsque la cour considère que ces preuves sont nécessaires aux fins de la procédure dont elle a à connaître. Cette entraide peut être et est utilisée à charge ou à décharge, constituant ainsi un mécanisme par lequel l'avocat de la défense dans une affaire pénale peut obtenir les preuves et l'information dont il a besoin pour assurer la défense de son client.

En matière d'extradition, la protection contre l'extradition en dehors de toute procédure légale est couverte par la loi fondamentale d'Israël - dignité et liberté, qui dispose en sa section 5 que: « Personne ne connaîtra de privation ou de restriction de liberté par emprisonnement, arrestation, extradition ou de tout autre façon. »

Donc, en vertu de la loi israélienne, une personne recherchée pour être extradée a des droits étendus à bénéficier d'une procédure régulière. En outre, toutes les personnes recherchées pour être extradées peuvent avoir accès à une représentation fournie par le bureau de défense publique d'Israël en vertu de la section 20a de la loi sur le défenseur des droits des citoyens.

Les droits à une procédure régulière et la protection dans le cas d'une coopération pénale internationale pour les délits moins graves mentionnés ci-dessus s'appliquent également dans les affaires de terrorisme.

Au Maroc, outre les conventions de coopération internationale, l'institution des juges de liaison et le Réseau marocain de coopération judiciaire internationale (RMCJI) déjà détaillés ci-dessus, la coopération internationale en matière pénale passe par la mise en œuvre de commissions rogatoires et est régulée, en interne, au sein du Royaume (Titre II du livre 7 du CPP).

En Tunisie, les conventions d'entraide judiciaire en matière pénale concernent principalement l'extradition, mais également d'autres domaines, telles que l'exequatur des jugements et l'administration de la justice (voir Annexes). La Tunisie est également partie à la plupart des conventions multilatérales portant sur les questions pénales, notamment les conventions des Nations Unies de lutte contre le crime organisé ou le terrorisme (voir Annexes), ainsi qu'aux autres conventions à caractère plus régionales, que sont la Convention arabe sur la répression du terrorisme, la Convention de l'organisation de la conférence des Etats islamiques relative à la lutte contre le terrorisme international et la Convention de l'Organisation de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme (voir Annexes).

27.2. Les points restant à améliorer

Les remarques relatives aux disparités entre les Etats partenaires en matière de coopération internationale civile sont également valables en matière pénale.

Au titre des remarques spontanées des Etats, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie considèrent que les points restant à améliorer en matière civile recouvrent ceux de la matière pénale. La Palestine fait référence, quant à elle, aux besoins particulièrement forts qui sont les siens en matière de coopération pénale internationale sur la question de l'aide légale.

28. Mécanismes spécifiques internationaux

Basés sur des mécanismes spécifiques internationaux ayant déjà fait leurs preuves par ailleurs en terme d'efficacité et de progrès de l'accès à la justice pour les citoyens, certains aspects de coopération interétatiques peuvent être proposés aux Etats partenaires.

Les Etats pourraient, par exemple, développer ensemble des projets de coopération judiciaire permettant la consultation sur un même site Internet, traduit dans leurs langues respectives, de fiches d'information comparatives sur l'aide judiciaire en cas de litiges transfrontaliers ; ou la réalisation de manuels communs pour juges permettant à ceux-ci de mieux connaître la coopération et de prendre confiance dans les compétences et l'état d'esprit des magistrats étrangers sur ces mêmes questions (puisque ceux-ci disposeraient des mêmes informations communes).

Les Etats pourraient également s'accorder sur une Convention visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires civiles transfrontalières, par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire : 1) assurer qu'une aide judiciaire appropriée soit accordée, sous certaines conditions, aux personnes qui ne peuvent faire face aux charges d'une procédure en raison de leur situation financière ou des disparités de niveaux de vie ; 2) faciliter la compatibilité des droits nationaux à ce sujet et établir des mécanismes de coopération entre les autorités des États.

Les Etats pourraient également mettre en place certaines règles de procédure communes pour régler les litiges transfrontaliers simples ou de faible importance, particulièrement les créances incontestées (en se fondant, par exemple, sur l'expertise en ce domaine d'institutions telles que l'Union Internationale des Huissiers de Justice, UIHJ). Ces règles procédurales communes pourraient viser, par exemple, l'élaboration d'un titre exécutoire méditerranéen commun à l'ensemble des Etats partenaires : cet instrument assurerait à ce type de créances la libre circulation des décisions, des transactions judiciaires et des actes authentiques dans tous les États partenaires.

Les Etats pourraient aussi élaborer des normes minimales communes dans le domaine de la protection des victimes d'infraction. Un statut commun de la notion de victime permettrait de mieux prendre en considération sa situation dans le cadre de la procédure et de développer davantage l'assistance offertes, notamment lorsque l'infraction a eu lieu dans un autre Etat que celui où elle réside. Un texte commun visant à faciliter le rapprochement de procédures comme le respect et la reconnaissance des victimes, le droit de recevoir des informations, la

garantie de la compréhension, le droit à la prise en charge des frais, la médiation pénale, *etc.* s'avérerait très utile.

Enfin, les Etats pourraient mettre en place des formulaires standardisés de demande d'indemnisation en cas d'infraction présentant un élément d'extranéité. Ces formulaires, une fois remplis par la victime, pourraient être aisément compris des avocats, juges, services d'indemnisation, *etc.* quel que soit l'Etat partenaire où ils seraient adressés, puisqu'ils seraient communs à l'ensemble des Etats.

Pour tenter d'approfondir ces questions, il était demandé aux Etats partenaires de préciser s'ils avaient mis en place avec d'autres Etats ces mécanismes.

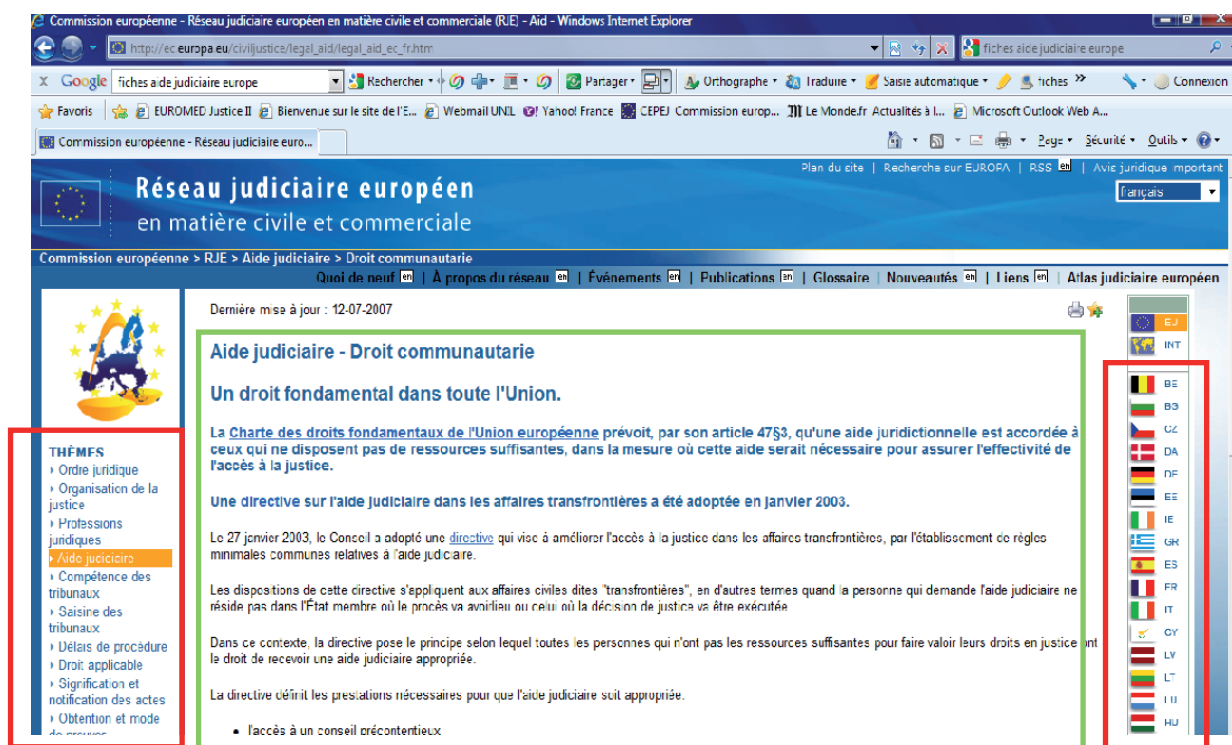
Tableau 82 : Existence de mécanismes spécifiques de coopération internationale.

Votre État a-t-il mis en place avec d'autres États:	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Un réseau d'information permanent mettant à disposition des praticiens ou des justiciables les informations pratiques nécessaires pour accéder à la justice dans ces États ?	Oui	<i>Non</i>	-	<i>Non</i>	Oui	<i>Non</i>
Des règles minimales en matière d'aide judiciaire pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	-	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui
Des règles de procédure communes pour régler les litiges transfrontaliers de faible importance ?	Oui	<i>Non</i>	-	<i>Non</i>	<i>Non</i>	Oui
Des règles minimales dans le domaine de la protection des victimes lorsqu'une infraction comporte un élément d'extranéité ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	-	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>
Des formulaires standardisés de demande d'indemnisation en cas d'infraction présentant un élément d'extranéité ?	<i>Non</i>	<i>Non</i>	-	<i>Non</i>	<i>Non</i>	<i>Non</i>

L'Algérie indique l'existence de conventions bilatérales avec la France dans les domaines de l'échange permanent d'informations pratiques, et signale surtout l'existence de la mise en place de règles de procédures communes pour régler les litiges transfrontaliers de faible importance.

La Palestine dit avoir l'expérience d'un réseau d'information permanent mettant à disposition des praticiens ou des justiciables les informations pratiques nécessaires pour accéder à la justice dans ces États. Ce mécanisme, qu'elle partage avec les Etats de la Ligue arabe, pourrait servir de point de départ à une réflexion sur un réseau commun d'information propre aux Etats de la Méditerranée. Le site du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale pourrait être une autre source d'inspiration (Pour un exemple propre à l'aide judiciaire, voir http://ec.europa.eu/civiljustice/legal_aid/legal_aid_ec_fr.htm).

Graphique 15 : capture d'écran du site du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale.



Thématiques
abordés au
sein du Réseau

Fiche propre au thème sélectionné (à gauche) pour
l'Etat sélectionné (à droite) ou synthèse générale
sur le thème (comme ici)

En cliquant sur
l'Etat, faites
apparaître la fiche
d'information propre
à celui-ci sur le
thème en cours

La Tunisie possède, quant à elle, une expérience de coopération internationale sur les règles minimales à adopter en matière d'aide judiciaire pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers (principe du libre et facile accès auprès des juridictions pour la poursuite et la défense des droits et intérêts, l'assistance judiciaire, les frais d'interprétation et de traduction des documents, frais de déplacement des témoins et des experts, *etc.*). Elle possède également une expérience en matière de règles de procédure communes pour régler les litiges transfrontaliers de faible importance (transmission et remise des actes judiciaires, transmission et exécution des commissions rogatoires, reconnaissance et exécution des décisions judiciaires, *etc.*)

Les autres Etats semblent n'avoir pas d'expériences directes sur les mécanismes proposés.

En revanche, tous les Etats partenaires se montrent intéressés pour développer tout ou partie de ces mécanismes.

Tableau 83 : Intérêts des Etats partenaires pour les mécanismes de coopération internationale.

Si les mécanismes suivants n'existent pas actuellement au sein de votre Etat, pensez-vous qu'ils pourraient répondre à un besoin ?	Algérie	Israël	Jordanie	Maroc	Palestine	Tunisie
Un réseau d'information permanent mettant à disposition des praticiens ou des justiciables les informations pratiques nécessaires pour accéder à la justice dans ces États ?	-	<i>Non</i>	-	Oui	Oui	Oui
Des règles minimales en matière d'aide judiciaire pour faciliter le règlement des litiges transfrontaliers ?	-	<i>Non</i>	-	Oui	Oui	NAP
Des règles de procédure communes pour régler les litiges transfrontaliers de faible importance ?	-	Oui	-	Oui	Oui	NAP
Des règles minimales dans le domaine de la protection des victimes lorsqu'une infraction comporte un élément d'extranéité ?	-	<i>Non</i>	-	Oui	-	Oui
Des formulaires standardisés de demande d'indemnisation en cas d'infraction présentant un élément d'extranéité ?	-	<i>Non</i>	-	Oui	-	Oui

Conclusion : Mise en évidence de bonnes pratiques pour un meilleur Accès à la Justice

Il ne nous appartient pas de définir pour chaque Etat ce qu'il lui convient d'entreprendre comme réforme. Les Etats partenaires sont les seuls à pouvoir déterminer les réformes qu'il serait souhaitable de mettre en œuvre.

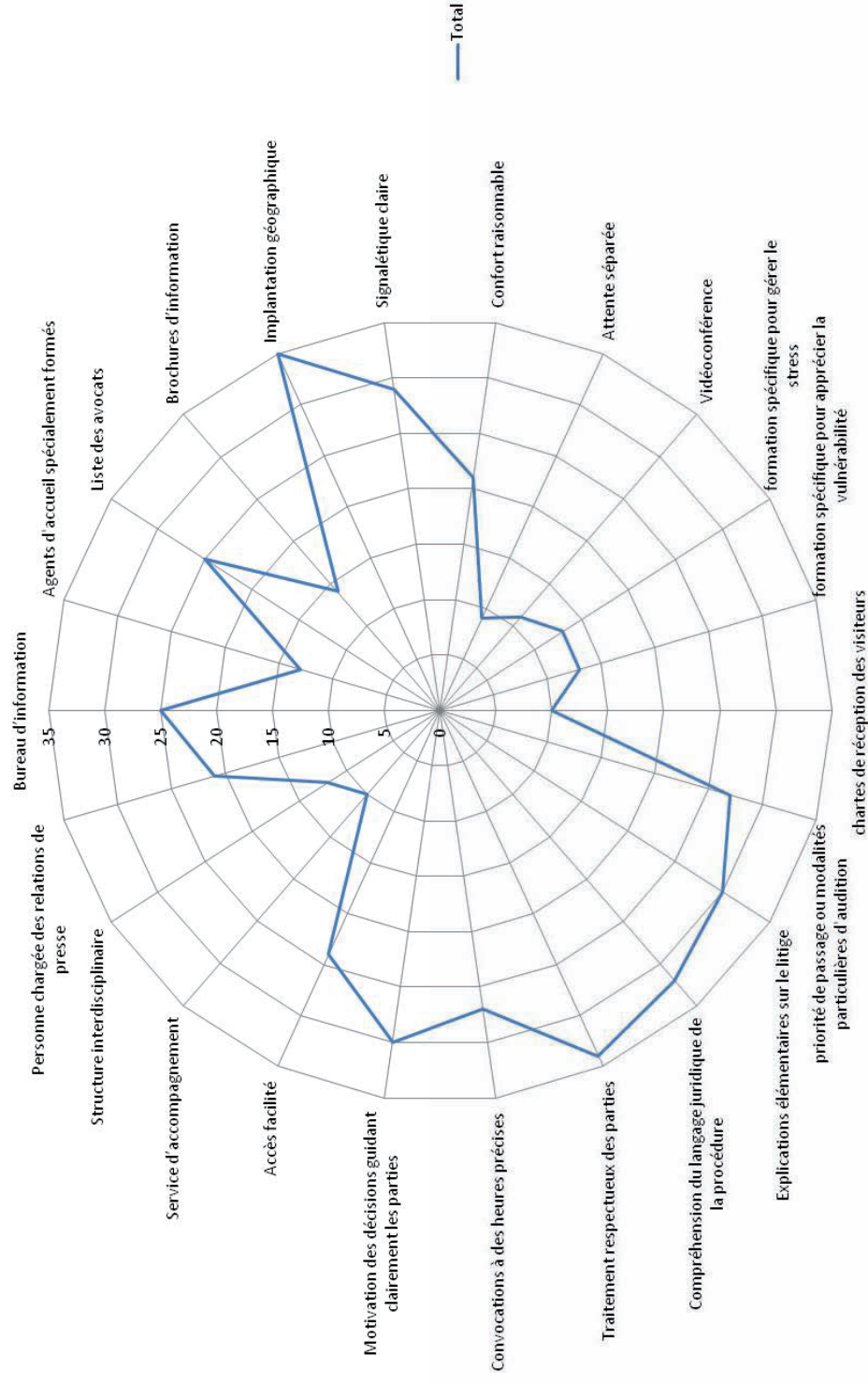
Cette étude permet cependant de suggérer certaines pistes :

- Les Etats pourraient systématiser, si ce n'est déjà fait, la publication de la jurisprudence des tribunaux, de manière gratuite et aisément accessible pour le public, y compris sous format numérique.
- Certains Etats disposent d'un savoir-faire qui pourrait profiter aux victimes d'infractions d'autres pays : ils pourraient notamment partager leur expérience sur la mise en place d'un système d'information spécifique, public et gratuit, visant à informer et à aider les victimes d'infractions.
- L'accueil au sein des juridictions est parfois susceptible d'amélioration, notamment dans le domaine de l'accès au droit (information délivrée par la juridiction, par ex : brochures d'information, DVD explicatifs) et de la prestation offerte aux usagers (formation du personnel). Les Etats pourraient partager leurs expériences et réfléchir à l'élaboration de lignes directrices sur la qualité de l'accueil au sein des juridictions (critères, évaluation, *etc.*).
- Les Etats pourraient envisager l'opportunité d'introduire les frais de justice et les frais d'exécution dans le champ de l'Aide judiciaire. Ils pourraient également assurer que les ONG susceptibles de jouer un rôle de premier ordre concernant l'aide judiciaire soient, le cas échéant, soutenues de manière suffisante.
- Les frais d'avocats pourraient faire l'objet de lignes directrices visant à en améliorer la transparence et la prévisibilité.
- Les Etats pourraient partager leurs expériences sur les modes alternatifs de règlement des litiges. Ils pourraient notamment échanger leur savoir-faire concernant la médiation et réfléchir aux critères de qualité d'une médiation et aux problématiques relatives à son coût (aide judiciaire, *etc.*). Ils pourraient envisager l'opportunité d'introduire celle-ci en matière pénale.
- La mise en place prochaine ou actuelle de l'e-justice étant commune à l'ensemble des Etats partenaires, il pourrait être utile pour eux d'échanger leurs expériences dans ce domaine, notamment pour préparer leur justice aux défis de l'avenir (introduction d'une requête en ligne, dépôt de plainte, transmission de pièces, *etc.*).
- La vidéoconférence, en raison des perspectives et des questions qu'elle suscite, pourrait également faire l'objet d'échanges d'expériences. Des lignes directrices,

consacrées au bon usage de la vidéoconférence au sein des tribunaux, pourraient être élaborées par les Etats partenaires.

- Les Etats partenaires pourraient échanger leurs expériences en matière de collectes de statistiques judiciaires. Ils pourraient notamment essayer d'harmoniser les informations collectées.
- Les Etats pourraient élaborer des lignes directrices concernant l'accès à la Justice des personnes vulnérables, en s'inspirant des meilleurs pratiques de chaque Etat partenaire, notamment dans les domaines suivants : indemnisation des victimes d'infractions, langue de la procédure, adaptation des procédures, adaptation de l'organisation et de la gestion judiciaire, informations spécifiques, comparution dans les locaux.
- Les Etats pourraient envisager l'opportunité d'élargir les possibilités d'indemnisation des usagers en cas de dysfonctionnement de la Justice.
- Les Etats pourraient discuter de l'opportunité et des modalités selon lesquelles les citoyens peuvent être associés aux processus judiciaires : consultations des citoyens, rôle des associations, publication de rapport d'activité, jury populaire, *etc.*
- Les Etats pourraient envisager l'opportunité et les modalités selon lesquelles une personne chargée des relations avec la presse et spécialement formée à cette tâche pourraient être instituée pour représenter la parole de l'institution judiciaire.
- Les Etats pourraient réfléchir à la mise en place d'un système d'évaluation régulier de la satisfaction des usagers et du personnel de l'institution judiciaire, tant au niveau national qu'au niveau local.
- Les Etats pourraient renforcer leur coopération internationale et développer certains mécanismes spécifiques (réseau d'information, règles minimales communes dans certains domaines, formulaires internationaux standardisés, *etc.*)
- Le graphique suivant peut aider à visualiser les points restants à améliorer concernant certaines thématiques (non exhaustives) : il donne un bilan des tableaux de synthèse présent tout au long de l'étude.

Bilan des tableaux de synthèse



Annexes

Annexes 1 : sources des données économiques et géographiques générales (tableau 1)

Etats	Source concernant le nombre d'habitants (au 1 ^{er} janvier 2008):	Source concernant le PIB annuel en euros / habitants (au 1 ^{er} janvier 2008) :	Source concernant le salaire moyen annuel brut par habitant (en euros, au 1 ^{er} janvier 2008) :
Algérie	Office National des statistiques	-	-
Israël	Israeli Central Bureau of Statistics, www.cbs.gov.il , Statistical Abstract of Israel 2010 – No. 61 www.cbs.gov.il/reader/shnatonenew-site.htm table 2.1	Israeli Central Bureau of Statistics, www.cbs.gov.il , Statistical Abstract of Israel 2010 – No. 61 www.cbs.gov.il/reader/shnatonenew-site.htm table 14.2	Israeli Central Bureau of Statistics, www.cbs.gov.il , Statistical Abstract of Israel 2010 http://www.cbs.gov.il/archive/200901/yearh-on/k4_h.xls
Jordanie	Statistics Department link	Central Bank of Jordan web site	http://www.dos.gov.jo/sdb_ec/sdb_ec_a/index.htm
Maroc	www.hcp.ma	www.finances.gov.ma	NA
Palestine	PN-Bureau Of statistics	PN-Bureau Of statistics	UNDP
Tunisie	Institut National de la Statistique (I.N.S)	Ministère du développement et de la coopération internationale.	INS (Budget économique)

Israël : The GDP for the year 2007 was 95707 NIS, the equivalent of 16911.75 Euros, The GDP for the year 2008 was 98853 NIS, or 17467.66 Euros

Annexes 2 : sources concernant le nombre de procureurs au 1^{er} janvier 2008

Etats	nombre de procureurs (au 1 ^{er} janvier 2008, en équivalent temps plein)	Source:
Algérie	632	Ministère de la Justice
Israël	400 (estimation)	BI (business intelligence) reports of the human resources department in the state attorney's office.
Jordanie	94	Statistics department
Maroc	698	Secrétariat du CSM
Palestine	110	A G office
Tunisie	212	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Annexes 3 : sources concernant le nombre d'avocats au 1^{er} janvier 2008

Etats	Nombre d'avocats (au 1 ^{er} janvier 2008)	Source:
Algérie	15526	Ministère de la Justice
Israël	39 000	Israel Bar Association Registry
Jordanie	7 919	Jordanian lawyers bar
Maroc	9 641	DAC – Ministère de la Justice
Palestine	2 300	Bar Association
Tunisie	5 999	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Annexes 4 : nombre de tribunaux de droit commun de première instance (au 1^{er} janvier 2008).

Etats	Nombre de tribunaux de droit commun de première instance (au 1 ^{er} janvier 2008)	Source:
Algérie	194	Ministère de la Justice
Israël	29	The Court Management
Jordanie	16	Ministry of Justice records
Maroc	66	DAC – Ministère de la Justice
Palestine	8	High Judicial Council (HJC)
Tunisie	27	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

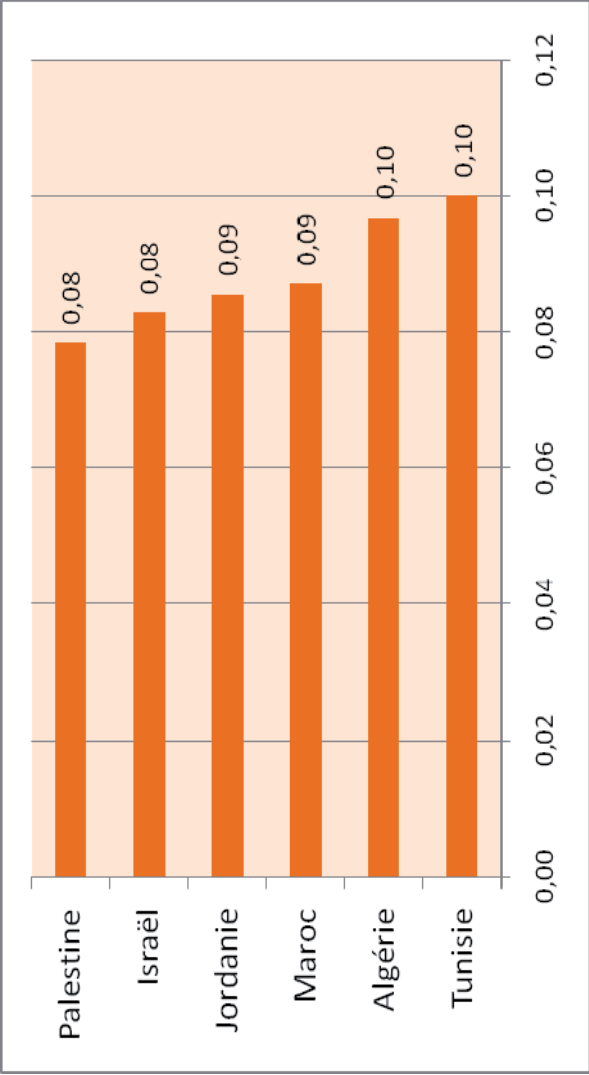
Annexes 5 : nombre de tribunaux spécialisés de première instance (au 1^{er} janvier 2008).

Etats	Nombre de tribunaux spécialisés de première instance (au 1 ^{er} janvier 2008)	Source:
Algérie	NAP	-
Israël	5	The Israeli Law
Jordanie	NAP	NAP
Maroc	15	DAC – Ministère de la Justice
Palestine	2	High Judicial Council (HJC)
Tunisie	NAP	-

Annexes 6 : Commentaires relatifs à l'organisation générale des juridictions.

Etats	Commentaires
Algérie	L'ordonnance n° 97- 11 du 19 mars 1997, portant découpage judiciaire, a institué 48 cours d'appel dont 36 sont opérationnelles, et 214 tribunaux dont 194 sont opérationnels.
Israël	<p>Les juridictions sont implantées comme suit :</p> <p>Magistrate's Courts: Southern District: Be'er Sheva, Ashkelon, Ashdod, Kiryat gat, Dimona, Eilat. Jerusalem District: Jerusalem, Beit Shemesh Centre District: Kefar Sava, Rishon le Zion, Petah Tiqwa, Ramleh, Rehovot, and Netania Tel Aviv District: Tel Aviv, Ramat Gan, Herzliyah. Haifa District: Haifa, Aka, Kiryat bialik, Hadera, Nahariya. Nazareth District: Nazareth, Tiberia, Bet shean, Afoula, Kiryat shmona, Qazrin, Masada.</p> <p>Appeal jurisdictions: Nazareth, Haifa, Tel Aviv, Petah Tiqwa, Be'er Sheva</p>
Jordanie	NA
Maroc	-
Palestine	Each Governance has its first instance court.
Tunisie	-

Annexes 7 : Graphique représentant le nombre de juridictions d'appel pour 100.000 habitants (au 1^{er} janvier 2008) et tableau indiquant les valeurs absolues et les sources.



Etats	Nombre de juridictions d'appel (au 1 ^{er} janvier 2008)	Source:
Algérie	36	Ministère de la Justice
Israël	6	In addition, the Supreme court sits also as an appeal jurisdiction
Jordanie	5	NA
Maroc	26	DAC – Ministère de la Justice
Palestine	3	High Judicial Council (HJC)
Tunisie	10	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Jordanie : 3 ordinary appeal courts (Amman, Maan, and Irbid) and 1 sharia appeal court and 1 military appeal court

Maroc : 21 Cours d'appel de droit commun, 2 Cours d'appel administratives, 3 Cours d'appel de commerce

Annexes 8 : bilan des tableaux de synthèse.

En bleu : Critères relatifs à l'accès au droit

En vert foncé : Critères relatifs à l'accès matériel à la justice

En mauve : Critères relatifs au traitement des parties par la Justice

En jaune : Critères relatifs à la présentation des décisions

En orange : Critères relatifs à l'accès à la Justice des personnes vulnérables

En vert clair : Critères relatifs à la Communication

Critères	TOTAL (/36)
Bureau d'information	25
Agents d'accueil spécialement formés	23
Liste des avocats	25
Brochures d'information	14

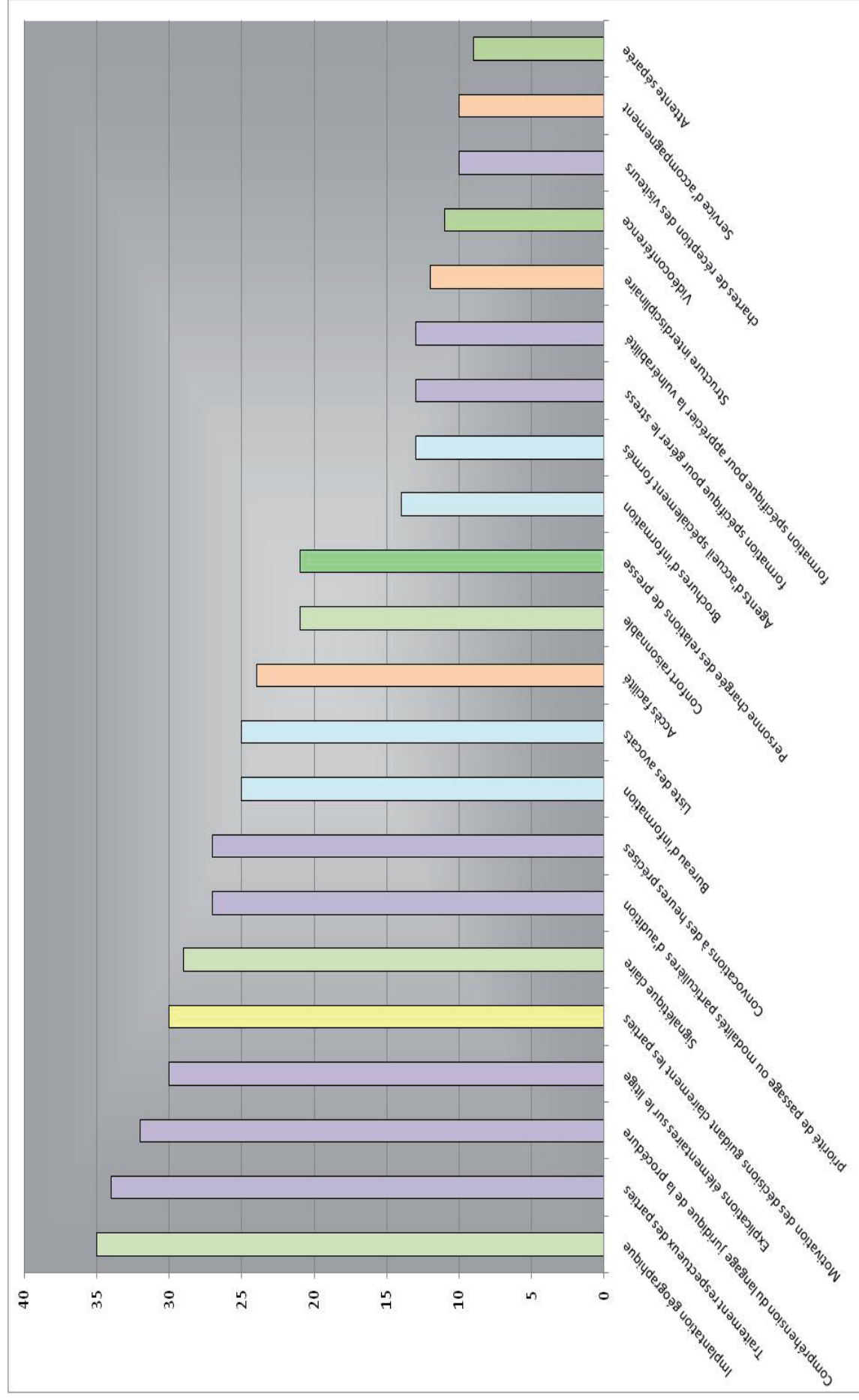
Critères	TOTAL (/36)
Implantation géographique	34
Signalétique claire	29
Confort raisonnable	21
Attente séparée	9
Vidéoconférence	11

CRITERES	TOTAL (/36)
formation spécifique pour gérer le stress	13
formation spécifique pour apprécier la vulnérabilité	13
chartes de réception des visiteurs	10
priorité de passage ou modalités particulières d'audition	27
Explications élémentaires sur le litige	30
Compréhension du langage juridique de la procédure	32
Traitement respectueux des parties	34
Convocations à des heures précises	27

CRITERES	TOTAL (/36)
Motivation des décisions guidant clairement les parties	30

CRITERES	TOTAL (/36)
Accès facilité	24
Service d'accompagnement	12
Equipe interdisciplinaire	10

CRITERES	TOTAL (/36)
Personne chargée des relations de presse	21



Bilan des tableaux de synthèse



